

EmancipationS contre ségrégationS

Les nouveaux territoires de l'égalité

Une rencontre à l'initiative des communistes unitaires

Assemblée Nationale - 26 juin 2010

Sommaire

Plénière

Ségrégations et transformation des questions sociale et politique

Introductions..... p. 2

Discussion.....p. 10

Ateliers

Ecole : ségrégations urbaines, ségrégations scolaires et accès à la citoyenneté

Introductions.....p.18

Discussion.....p.23

L'habitat au cœur des enjeux écologiques et sociaux

Introductions.....p.31

Discussion.....p.37

Travail : casser les territoires de relégation, réinventer le travail ?

Introductions.....p.42

Discussion.....p.48

Plénière

Comment faire de la politique avec les exclus du pouvoir, les classes populaires ?

Introductions.....p.54

Discussion.....p.59

Nos documents et informations sur : www.communistesunitaires.net

Nous joindre : contact.communistes.unitaires@gmail.com

Première plénière

Ségrégations et transformation des questions sociale et politique

Accueil

extrait

... L'association des communistes unitaires avait décidé en février dernier de faire appel à contributions sur *Ce que nous entendons par communisme*. Il s'agissait de poursuivre une réflexion de fond sur l'apport spécifique de l'espace communiste au combat pour l'émancipation individuelle et collective, pour une alternative de transformation sociale et écologique. Puis, à partir des contributions, de dégager des thèmes essentiels permettant d'explicitier une toute autre conception, cohérente, de la société. Et cela en s'appuyant sur notre participation aux luttes en cours, aux espaces d'échanges et de co-construction de cette alternative, en étant membres de la Fédération pour une alternative sociale et écologique, la FASE. Et en organisant une rencontre comme celle-ci dont la diversité des participations, que reflètent en partie les interventions, répond à nos objectifs... ▲

Introductions

Catherine Tricot : Cette première table ronde est assez stratégique au sens où elle cherche à définir une nouvelle manière de comprendre le réel de façon à être politiquement adapté, juste, efficace. Et l'hypothèse faite avec cette table ronde était de dire que les ségrégations sont multiples, elles sont urbaines, elles sont de genre, elles sont d'origines, sociales, etc. Ces ségrégations-là prennent des formes renouvelées, il s'agit donc de les voir, de les comprendre. Et à partir de ces ségrégations, on peut penser de manière plus correcte, plus efficace la question de l'égalité, de la transformation sociale et même celle de l'unité des acteurs, des dominés. Donc le thème général, c'est comment les ségrégations nous obligent, nous permettent de repenser la question sociale et la question politique.

Pour en discuter, quatre intervenants :

- Simon Ronai, géographe, qui a l'habitude par son travail d'examiner les évolutions de la structuration des inégalités territoriales et sociales, nationalement, et notamment en région parisienne et autour de Marseille, qui sont peut-être les deux pôles principaux. C'est un regard assez analytique qui sera porté par Simon.

- Alain Bertho, anthropologue, universitaire, qui travaille plus précisément sur la question des banlieues, donc non pas la totalité du territoire, mais les banlieues et les acteurs en banlieue.

- Patrick Braouezec, président d'agglomération de Plaine-Commune, député et qui est un acteur politique et qui donc probablement aura envie de réagir aux propos introductifs des trois premiers.

- Mouloud Aounit, à la fois acteur du mouvement social puisqu'il est le président du MRAP et acteur politique, élu dans la précédente mandature au Conseil régional d'Ile de France.

Donc tous les trois vont nous dire comment ils comprennent cette question des ségrégations, comment elles évoluent et quelles sont les conséquences politiques qui doivent en être tirées. ▲

Simon Ronai : Comme cela a été dit, j'aborde cette question au travers de mon activité professionnelle, donc plutôt la question urbaine et la question de l'inégalité des territoires, elle-même fortement liée à l'inégalité des habitants et leur répartition dans le territoire.

D'abord cette question des inégalités est en principe et apparemment au coeur des politiques publiques depuis très longtemps. Si, aujourd'hui, on déplore l'accentuation des inégalités, politiquement, en tous cas *en termes d'affichage et d'objectifs* depuis maintenant quarante ans, toutes les politiques publiques s'affichent comme étant des luttes contre les inégalités et la ségrégation. Cela remonte à *Habitat et vie sociale* en 1977, et, dernier avatar que l'on vit actuellement, toute la politique de l'ANRU - l'Agence nationale de renouvellement urbain, qui investit 11 milliards et travaille sur 450 quartiers - se donne comme objectif officiel la diversité, la mixité sociale. La *loi Chevènement* se donne le même objectif, l'intercommunalité vise la lutte contre les inégalités.

Je pense aussi à la *loi SRU* qui, en 2000, a, pour la première fois, rogné le pouvoir des maires en obligeant, théoriquement, toutes les communes de plus de 3 500 habitants à atteindre les 20% de logements sociaux.

Donc on a toute une panoplie d'activités, d'orientations qui visent, en principe, à plus d'égalité entre les territoires et, pourtant, tous les jours montrent que les inégalités entre les territoires se sont accentuées. Comment peut s'expliquer qu'on en soit arrivé là ?

Il y a beaucoup de raisons, je pense que c'est un croisement entre les politiques publiques et l'ensemble des acteurs privés et de la société. Je vais rapidement les énumérer.

D'abord, il y a une *inégalité extraordinaire dans*

les ressources entre les communes, essentiellement liée pour 75% à l'inégalité de la taxe professionnelle et des activités économiques. C'est déjà un facteur discriminant entre les communes qui ont ou qui n'ont pas de la ressource fiscale liée à de l'activité économique. On est justement dans une phase de transition avec la suppression de la taxe professionnelle. Cela a creusé des inégalités très fortes en région parisienne, la différence de ressources entre les plus pauvres et les plus riches va de 1 à 50.

Deuxièmement, tout ce qui concerne la *mobilité*. L'amélioration constante des moyens de transports collectifs et individuels fait que les personnes se sont réparties autrement et ont pu choisir ou été contraintes de choisir d'autres lieux de résidence et donc se sont redistribuées sur le territoire de façon peut-être moins mélangée qu'avant. Encore qu'il ne faut pas mythifier ce qui a pu être une mixité sociale : quand j'ai commencé à travailler, je faisais 500 000 logements en programmation HLM, il y avait des quartiers populaires, on ne se posait même pas la question de la diversité ou de la mixité sociale. J'ai travaillé sur les Minguettes, à Gennevilliers, à Nanterre, on faisait de la programmation de logements tous identiques, rien que des logements sociaux, et jamais à ce moment là on ne s'est posé la question de mélanger. Donc *la mobilité*, à mon sens, *a accentué cette diversité, ce clivage entre les territoires*.

Il y a aussi les politiques publiques de l'État. La politique de fond, notamment dans le domaine du logement, c'est de favoriser *l'accession à la propriété* et cela vers des catégories et des milieux de plus en plus populaires, de moins en moins riches jusqu'aux derniers prêts à taux zéro. Et cela a encouragé le départ massif des couches populaires, salariées, des anciennes cités HLM, de ce qui était les quartiers populaires, et on voit bien que dans ces quartiers habitent des gens de plus en plus pauvres et de plus en plus ségrégés sur le plan social et financier.

Il y a aussi parmi les derniers avatars *la loi Boutin* qui, avec la mise en oeuvre brutale du *surloyer*, vise à faire partir les quelques ménages, il y en a très peu, en général moins de 5%, qui sont au-dessus des plafonds. Donc le peu de diversité sociale qui demeure va encore être cassé.

Ensuite, il y a les effets pervers de la *décentralisation*. Le droit exclusif pour chaque maire de faire ce qu'il veut en termes de choix d'habitat et donc de peuplement a fait qu'à partir de territoires tels qu'ils étaient il y a trente ans, en général, les caractéristiques des communes se sont accentuées, pour ne pas dire aggravées, en tous cas spécialisées. On arrive aujourd'hui à un système quasiment de ségrégation dont je vois mal comment elle peut être renversée, c'est quelque chose d'assez irrémédiable. Ce n'est que tout à fait récemment que la *loi SRU* a obligé l'ensemble des maires à faire des logements sociaux. Mais on sait comment aujourd'hui encore pas mal de communes s'y refusent. Et par ailleurs c'est une question assez compliquée : est-ce que les logements sociaux sont des logements pour tout le monde ou, tendanciellement, pour les plus pauvres, avec un seuil de pauvreté qui ne cesse de baisser. Un vrai sujet : qu'est-ce que les maires, qu'est-ce que les élus ont fait du pouvoir qui leur avait été donné ? Les 20% sont pour certains, pour beaucoup de maires, un plafond, pour moi ce devrait être un plancher. C'est un vrai sujet si l'on considère qu'il y a un lien entre logement social et diversité sociale dans pas mal d'endroits. De même la *loi Chevènement*, en 1999 donc dans la même législature, a obligé ou en tout cas a incité aux regroupement communaux. On sait qu'en région parisienne, c'est tardif, et que pour le moment, à part Plaine-Commune, tout ce que je connais, ce sont de fausses intercommunalités. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de partage, pas de diversité. Donc il y a un système institutionnel qui a aggravé ce qui était en germe dans la société - la société n'était pas égalitaire - mais ce jeu pervers de la décentralisation a aggravé les ségrégations.

Il y a aussi tout ce qui tourne autour de l'image que les gens se font des territoires quand ils doivent choisir, quand ils peuvent choisir le lieu où ils habitent. Et de ce point de vue, il y a beaucoup de sujets : l'accessibilité, l'offre commerciale, les équipements, la sécurité, l'image.

Je terminerai par une question : *est-ce qu'on est vraiment sûr que la mixité sociale est un idéal recherché ?* Est-ce que, dans la société, les gens n'ont pas plutôt tendance à se regrouper avec qui leur ressemble plutôt que de rechercher la diversité ? Dans les quartiers ouvriers d'autrefois, quand j'ai commencé à

travailler à Saint-Ouen ou ailleurs, il n'y avait que des ouvriers et ça ne posait pas problème, on ne se posait même pas la question de la diversité, au contraire. Et de ce point de vue là, je dirai que pas mal de mairies communistes, avec lesquelles je travaille depuis plus de trente ans, ont parfois, sans le vouloir, créé ce qu'on appellerait aujourd'hui des ghettos. Des communes qui ont 50, 70% de logements sociaux se retrouvent aujourd'hui dans des situations de gestion locale quasiment insolubles. Je pense à Stains, Gennevilliers, Villetaneuse. Il y a un grand nombre de communes qui sont dans des situations difficiles parce qu'il y a un nombre de logements sociaux tellement fort et que ceux-ci étant devenus ce qu'ils sont, cela pose des questions. Donc est-ce que les gens souhaitent vivre si mélangés que cela, d'autant qu'à chaque fois qu'il y a un petit peu de regain de prospérité, on voit un mouvement migratoire : les gens qui habitent ces logements, ces cités, s'en vont pour aller habiter plus loin.

Et dans l'émergence de quartiers nouveaux, il y a l'émergence de *quartiers ethniques*, dont on ne peut pas dire qu'ils aient été seulement produits par une volonté politique. J'habite à Paris dans un quartier qui, en l'espace de quinze ans, est devenu un quartier 100% chinois. J'ai vu monter le phénomène, je ne me l'explique pas. Je vois qu'à Belleville maintenant il y a un quartier chinois, il y a la gare du Nord avec un quartier 100% taboul. Toutes choses qui, il y a dix ans, n'existaient pas.

Ce qu'on sait depuis toujours, c'est que les riches se regroupent entre eux. Mais, ensuite, les couches moyennes ont fait pareil. Puis ce mouvement s'est généralisé. Donc, est-ce que la mixité sociale, c'est vraiment l'idéal que les gens recherchent ? De manière pragmatique on observe plutôt le contraire, c.-à-d. le regroupement des gens qui se ressemblent, que ce soit sur le plan culturel, sur le plan ethnique, sur le plan des revenus. C'est un vrai sujet politique, parce que ça voudrait dire que contre ce mouvement profond de la société, il faudrait mettre en place des politiques publiques extrêmement radicales ou rigides dont on a vu dans d'autres pays les effets qu'elles ont produits.

J'en suis là en termes d'interrogations. ▲

Alain Bertho : Je ne travaille plus seulement sur les banlieues. Je le fais depuis vingt-cinq ans mais depuis quelques années, j'ai élargi mon champ à l'échelle mondiale et je travaille sur le phénomène des émeutes, j'en ai compté 547 dans l'année 2009 et à peu près autant simplement depuis janvier 2010, c'est un phénomène qui est plutôt en expansion. Et donc sur ce que disent ces émeutes, à l'échelle mondiale, de la ville contemporaine. Et je pense qu'on ne peut réfléchir réellement à des inégalités et des ségrégations, qui sont effectivement plus fortes qu'elles ne l'ont jamais été, que si on les lie aussi à la radicalité, la nouveauté radicale du regard que nous portons, que tous les acteurs portent sur le sort qui leur est fait ou le sort qui est fait aux autres. Et cela tient à la transformation complète de ce qu'est la ville depuis 25 ans à peu près, dans la mondialisation. On est obligé de faire un tout petit détour pour comprendre une situation qui est prise, pour aller vite, entre la crise des subprimes et le procès de Villiers-le-Bel. Il y a à penser le rapport entre les deux et c'est en voyant le rapport entre les deux qu'on peut lire ensuite des faits objectifs de ségrégation etc.

Il faut bien comprendre que depuis vingt-cinq ans, c'est ce qui fait une des logiques de la mondialisation et de la métropolisation dans la mondialisation aujourd'hui : *la production de richesses a débordé les murs de l'usine*. Nous sortons d'une longue période de près de deux siècles où la production de richesses était une production de marchandises matérielles et qui était dans l'usine. La ville qui était autour était, en quelque sorte, ce que les économistes appellent une externalité positive, c.-à-d. des effets divers, positifs ou négatifs, de ce qui se passait dans l'usine : effets en termes de conscience - *la conscience collective* se jouait dans l'usine et elle se répercutait ensuite dans la ville et dans les identités politiques dans la ville -, en termes de *matérialité des inégalités* - les inégalités pouvaient être pensées à travers ce qui se passait dans l'exploitation à l'usine -, et la ville et les enjeux urbains se construisaient à partir de cette pensée-là.

Or la production de richesses depuis vingt-cinq ou trente ans est de plus en plus indexée sur *l'immatériel*, c.-à-d. sur le culturel, sur l'inventivité, sur le savoir, sur la subjectivité - bien sûr il y a toujours des usines et des manufactures -, mais l'essentiel de ce qui fait

richesse, et de ce qui fait éventuellement profit, est aujourd'hui dans la totalité de la ville : *la ville contemporaine, la métropole globalisée, c'est le véritable collectif productif contemporain*. et cela a toute une série de conséquences.

D'abord parce que dans l'usine, le capital pouvait facilement contrôler matériellement et la marchandise et les hommes. Or si la production de richesses sort de l'usine, ni les marchandises immatérielles, ni les hommes dont l'outil productif est le cerveau sont aussi contrôlables qu'avant. Du point de vue de l'exploitation, cela a pour effet la financiarisation de l'économie. C.-à-d. qu'aujourd'hui, pour pouvoir prendre du profit sur une production diffuse et pour une part incontrôlable du point de vue matériel, le capital a inventé un *capitalisme rentier*. Il prend du profit sur des situations de monopole, il prend du profit en l'occurrence sur la ville, en réactivant un vieux phénomène, qu'on connaissait avant mais qui, aujourd'hui, est à une échelle considérable, qui est le phénomène de la rente foncière. C'est là qu'on trouve les subprimes. et le génie de la rente foncière : c'est qu'on peut quand même prendre de l'argent à des gens qui n'en ont pas.

On a une logique financière, une logique rentière qui touche absolument tous les domaines de la vie. J'ai trouvé, par exemple, génial dans une réunion électorale il y a 3 ans à St-Denis, ce que disait une femme qui habitait la Plaine Saint-Denis : Au fond, aujourd'hui, c'est nous la marchandise, c'est nous qui sommes devenus la marchandise dans la spéculation foncière, ce sont les hommes, c'est leur place, le jeu dans la ville. Ça, c'est une première conséquence.

Du coup les enjeux de la ville, du vivre ensemble - c'est une expression qui traverse les frontières mais que je supporte assez mal - ce sont *des enjeux à la fois économiques*, c.-à-d. faire fonctionner ce collectif dans toutes les coopérations subjectives, matérielles qui feront que cela sera rentable, ce sont *des enjeux politiques*, c.-à-d. construction d'un sujet collectif politique, et ce sont *des enjeux de gouvernement*. Et la discipline que le capital ne peut plus transposer de l'usine à la ville, il l'impose suivant des *modes sécuritaires*. La logique sécuritaire qui est celle du gouvernement urbain aujourd'hui, c'est l'équivalent de la logique disciplinaire de l'usine

avant. Mais comme nous n'avons plus les identités collectives d'avant, les ségrégations et les inégalités considérables dans la ville ne sont plus pensées. C'est pour cela qu'il faut pousser jusqu'au bout la réflexion de Simon : pourquoi, aujourd'hui, un quartier où il n'y a que des ouvriers n'est plus considéré comme une force ? C'est qu'il n'y a plus cette identité collective, cette identité politique qui permettait de construire cette solidarité et de la projeter vers l'avenir et vers un avenir commun. Aujourd'hui, ce n'est pas perçu comme ça.

Et le capital est devant une situation où il doit à la fois essayer de concevoir une ville qui soit cohérente d'un point de vue productif, mais où il doit éviter absolument que se constitue un sujet collectif politique au sein de la ville. Et donc la ségrégation, l'accentuation des ségrégations, le fait de favoriser les oppositions d'une communauté contre une autre, cela devient aujourd'hui des outils de gouvernement dans la ville. C'est pour cela que la question de la lutte contre les ségrégations n'est pas seulement une question de lutte matérielle, objective, c'est aussi une question politique, une question stratégique, comme dit la sociologue Saskia Sassen, parce que la question est de savoir comment on se pense ensemble, comment on en est capable, capable de faire ville, face à des pouvoirs locaux, régionaux ou nationaux qui ont pour objectif - en règle générale, il y a des exceptions bien sûr - de diviser. Comment *faire ville ensemble*, comment se construire ensemble, comment compter tout le monde dans la ville, c'est l'enjeu qui est aujourd'hui devant nous. Et c'est contre cela qu'aujourd'hui des logiques de ségrégation, de discrimination, de tri entre ceux qui font partie de la ville et ceux qui n'en font pas partie, sont dominantes du côté des pouvoirs. ▲

Mouloud Aounit : Mon intervention va aller un peu dans le même sens. Je donnerai l'éclairage d'un militant sur ces questions de discrimination, de relégation, et à partir du constat que je fais depuis plus de 20 ans.

La première chose, c'est qu'il y a une dynamique qui fait que nous avons à la fois vis-à-vis de ces personnes qui vivent dans ces quartiers *des exclusions multiples* qui vont de l'exclusion territoriale à la ségrégation sociale,

à la discrimination spatiale, à la discrimination raciale, et une sorte d'*unicité d'une violence* terrible puisque sur chacun de ces éléments, en termes d'exclusion, il y a un vouloir que l'autre n'existe pas, un vouloir de mettre l'autre à l'écart et un vouloir de faire en sorte que la personne soit assignée dans une identité culturelle, ethnique, sociale ou autre.

La deuxième chose, c'est que quand on parle des discriminations, il y a une continuité et une constance, ce qui participe à ce que les fractures sociales se prolongent par des fractures ethniques. Je prends juste un exemple qui est un révélateur d'un blocage de cette société. Mon engagement a commencé au moment de la *Marche pour l'égalité*. À l'époque, c'était la première fois qu'émergeait dans l'espace public français ces Français qu'on ne considère pas, aujourd'hui encore, comme des Français à part entière, issus de l'immigration, et qui frappaient aux portes de la République pour dire : Nous voulons exister. Et le slogan initial c'était *contre le racisme et pour l'égalité des droits*. Vingt-cinq ans après, j'étais encore la semaine dernière à Argenteuil pour une initiative pour rappeler qu'il y a un an, un immigré a été tué dans un fourgon, cet homme de 72 ans qui avait été arrêté, qui avait été tabassé. J'y faisais le lien avec cette *Marche pour l'égalité* qui était partie sur les problèmes des violences policières, de la tension entre la police et ces jeunes et, en même temps, cette soif de vouloir exister. Et quand on dit continuité et en même temps prolongement, c'est que 25 ans après, la France participe d'une certaine manière à *mettre des Français dans les angles morts de son égalité républicaine*. La France aujourd'hui a cette spécificité de discriminer ou de créer les conditions du racisme à l'endroit de Français, quand on voit la réalité sur le terrain du logement, de la discrimination à l'emploi etc.

L'autre élément, c'est qu'en même temps, il y a des *instrumentalisations politiques* pour maintenir ces personnes dans ces angles morts de l'égalité républicaine. Et là, je pense que l'exclusion et la ségrégation sont portées aujourd'hui par une violence qui risque demain de créer encore des blessures, dont on ne va pas maîtriser complètement les effets, et qui va participer à élargir le fossé entre une partie de la société française, ses institutions, et une partie de ces populations qui se retrouvent reléguées, qui n'existent pas.

Alors, le prolongement est d'autant plus inquiétant que nous assistons aujourd'hui à une sorte de paradoxe : d'un côté, certains parlent de mise en place et de respect de la diversité, une façon de contourner le problème de la discrimination, qui n'est qu'un slogan alibi, avec le discours d'une diversité de diversion, diversité alibi, exotique, et d'un autre côté, dans la réalité, rien n'est fait pour qu'effectivement cette France diverse, plurielle puisse exister en tant qu'entité. Alors, d'un côté, il y a ce type de discours et, de l'autre, on l'a vu avec le résultat des élections régionales, il y a *un discours terriblement violent qui structure le 'eux' et le 'nous'*. Et, là, c'est un vrai problème par rapport à ce *vivre ensemble*. Quand on voit les propos de ce Hortefeux que nous venons de faire condamner il y a un mois, lorsqu'il dit d'une personne qu'elle ne correspond pas au prototype, eh bien on revient encore à cette logique qui veut que ces populations françaises issues comme par hasard des ex-colonies - il y a un passé qui est encore présent, qui structure un regard et aussi les comportements - sont toutes pareilles, c.-à-d. que ce sont tous des gens qui ne nous ressemblent pas, que ce sont donc des populations dont l'origine des problèmes réside dans ce qu'ils sont. Il y a des discours qui ne trompent pas.

Gaudin, lorsqu'il y a eu le match de football Algérie-Egypte, parle de déferlante musulmane sur la Canebière : alors que ce sont des jeunes Marseillais, il les qualifie comme des Musulmans. Morano, quand elle dit "Ce que j'attends de jeunes Mulsumans" - pourquoi les renferme-t-elle sur une identité religieuse ? -, "c'est 1. qu'ils cherchent du travail" - leurs parents, eux, ils piquaient le travail, et ces jeunes ils ne travaillent pas ! - "2. qu'ils ne parlent pas le verlan et qu'ils ne mettent pas la casquette à l'envers."

Troisième type de propos : le discours de Longuet. J'ai des débats avec Malek Boutih sur des sujets sur lesquels on peut avoir des désaccords, mais quand Longuet intervient pour dire que Boutih ne peut absolument pas avoir la direction de la Halde parce qu'il ne "fait pas corps", on est bien encore dans une volonté de séparer.

La France est crispée, elle n'a toujours pas accompli la mise en oeuvre réelle des valeurs de la République, il y a l'égalité réelle et l'égalité formelle. Ce qui est inquiétant, ce sont les conséquences. La première des

conséquences, c'est ce terrible taux d'abstention des populations de ces quartiers, parce qu'elles ne croient plus en la République, en ses institutions. On leur en a tellement promis et elles se trouvent aujourd'hui dans une situation de reléguées.

Il y a un autre élément que ce contexte, ce discours et ces discriminations structurent. Dans un débat l'autre jour à Drancy, une jeune avocate qui y a un grand cabinet, dont les parents sont d'origine algérienne, qui a fait toutes ses études en France, qui a la nationalité française, disait : Le contexte actuel, au moment du débat sur l'identité nationale, fait que, moi, je me suis toujours sentie française et là on me renvoie au fait que je ne suis pas une Française comme les autres. C'est quelque chose qui m'avait complètement échappé dans mon quotidien.

Donc il y a un climat et un contexte qui non seulement poussent à des souffrances, mais en même temps, ces discriminations, ces relégations peuvent participer à des replis communautaires et peuvent à des moments donnés, lorsque la République n'est pas au rendez-vous de l'égalité, aboutir à ce qu'il y ait des exigences communautaires radicales qui, effectivement, peuvent avoir des effets tout à fait nocifs pour le "vivre ensemble".

Alors il y a quand même dans ce contexte quelques résistances, locales, par rapport aux violences policières : je suis allé à Grasse pour discuter de la mort de ce jeune Ajimi, et puis à Argenteuil, où il y a des mobilisations citoyennes, sur des problématiques citoyennes. Mais ces mobilisations sont parfois, ou souvent, non pas communautaires, mais le fait des personnes concernées et il y a trop peu ou pas assez d'effectivité de solidarité dans ces combats-là. Ce qui fait que ces personnes qui se défendent comme elles peuvent, se sentent à un moment donné là-aussi, en matière de solidarité, un peu rejetées. À moyen terme, on risque d'avoir cette République éclatée, émietlée, et que les incompréhensions demeurent.

Cette réalité doit interpeller aussi le devoir des partis politiques, des militants politiques vis-à-vis de ces populations, de leurs souffrances : *comment à un moment donné, être capable - et c'est là qu'on peut avancer le plus - de casser cette logique qui ethnicise les problématiques sociales ?* Et, aujourd'hui, le

gouvernement a beau jeu , à moindre frais, sur des problématiques qui relèvent vraiment des difficultés sociales, d'utiliser ces logiques de boucs émissaires qui ne sont pas seulement des immigrés mais en même temps des Français. ▲

Patrick Braouezec : Je vais repartir d'abord de ce que disait Alain : est-ce qu'aujourd'hui, finalement, le lieu de conflit principal ne s'est pas déplacé de l'usine à la ville. C'est, je crois, quelque chose que l'on doit intégrer complètement dans notre réflexion. La production de richesses a passé effectivement les portes de l'entreprise, d'abord avec tout ce qui a été dit sur la dématérialisation du travail et puis sur la financiarisation extrême. Aujourd'hui, on se demande ce que pèse encore la valeur travail dans notre société. Donc, une fois qu'on a pris en considération que le lieu principal du conflit aujourd'hui était la ville, il faut essayer de comprendre ce qui se passe profondément dans cette ville. Et je pense que ce qu'on peut constater aujourd'hui dans la société française pourrait s'appliquer à *l'ensemble des grandes métropoles planétaires*, peut-être même avec des effets d'accélération des processus de ségrégations encore plus forts dans certaines parties de certains continents.

Deuxième remarque par rapport à ce que disait Simon sur le constat contradictoire entre des volontés publiques affichées et les résultats produits depuis quelques décennies. A droite comme à gauche - à droite avec sans doute peu d'intention de le faire et à gauche avec sans doute une vraie volonté de le faire - on affiche maintenant depuis une trentaine d'années, en fait depuis le début de la crise, la réduction des inégalités. Et a contrario de cette intention, on s'aperçoit, notamment dans les régions les plus riches, c'est valable en Région Ile de France, mais aussi en Région Rhône-Alpes - j'y reviendrai par rapport aux résultats électoraux que Mouloud vient d'évoquer -, on s'aperçoit que les inégalités s'accroissent, mais aussi s'accroissent : entre deux recensement de 1999 et de 2009, tous les critères, tous les facteurs montrent qu'en Région Ile de France notamment et en Région Rhône-Alpes aussi, les inégalités sociales et territoriales se sont accrues. Sous toutes les formes, ce sont les questions de santé, d'âge de décès, de formation, de l'habitat etc. etc.

Ce qui m'amène d'ailleurs à une première chose : on ne pourra plus continuer à mener

des politiques publiques pour les gens. *Il va bien falloir qu'on mène et qu'on ait dans notre réflexion et dans nos pratiques, des politiques publiques avec les gens et sur la base de ce que les gens portent.* Toute politique, aujourd'hui, qui vient d'en haut pour être appliquée aux citoyens est de toute manière, à mes yeux, vouée à l'échec.

Autre remarque par rapport à ce que disait Simon sur la loi SRU dont il avait toujours compris que les 20% étaient un plancher et non pas un plafond. Sauf que dans beaucoup de communes, de droite comme de gauche, et de gauche y compris communistes, on a aussi considéré que c'était un plafond. Je connais beaucoup d'élus qui ont dit qu'ils avaient 30 à 35% de logements sociaux, et que leur objectif c'est d'arriver à 20, ce qui n'était pas vraiment l'objectif de cette loi.

Parallèlement à cette loi qui pouvait être quelque chose de positif - sortir de cet égoïsme local avec tout le pouvoir des maires en termes de permis de construire sur le logement social -, ce même gouvernement a contribué à la *stigmatisation du logement social*, parce que dans le même temps, il y a eu toute la démonstration que les constructions de certaines années, finalement, il fallait les démolir. mais dans la démolition des tours et des barres on a fait plus que les détruire : on a démolit l'idée que le logement social était une avancée démocratique et une bonne réponse aux questions qui se posaient à cette époque et qui continuent à se poser.

Troisième chose sur ce que disait Simon, je ne suis pas certain que les phénomènes de communautarisme, voire même de ghettoïsation soient propres au logement social. Je pense même que les phénomènes évoqués se produisent plus là où il n'y a pas de logements sociaux et où c'est le patrimoine privé qui est le plus important. Où a-t-on aujourd'hui le plus de difficultés dans nos villes ? Ce n'est pas dans les cités - encore que, on pourra y revenir - mais c'est souvent dans les co-propriétés, dans le patrimoine ancien insalubre, indigne, et qui génère effectivement des regroupements, des processus de communautarisme, voire même de ghettoïsation. Je reste intimement convaincu que le logement social reste aujourd'hui, parce que d'abord, en Région Ile de France, plus de 70% de ceux qui sont demandeurs de logement sont éligibles au logement social, qu'il reste la

réponse adéquate en grande partie. Encore qu'on devrait commencer à travailler à inventer de nouveaux produits, parce que dans le logement social aujourd'hui il y a plein d'exclus, plein de gens qui ne peuvent pas y accéder. et sans retourner aux cités de transit, il faudra peut-être inventer des produits qui soient à la portée de toutes les bourses et de tous les revenus.

Sur ce que disait Mouloud. Je suis de plus en plus convaincu, et c'est en train de s'enraciner, que ce gouvernement et peut-être d'autres qui n'y sont pas mais pourraient le devenir, sachant que de toutes manières ils ne pourront pas régler les questions fondamentales de notre société, d'emplois, de logement, de formation, préfèrent que ces problèmes se cantonnent dans un certain nombre de villes, et ensuite organisent la sécurisation de la société : *on est effectivement passé de la discipline de l'usine à la sécurité de la cité.* Tout porte à croire aujourd'hui qu'on laisse un certain nombre de communes se dépatouiller avec leurs problèmes, avec de moins en moins de moyens qui corrigeaient un peu, parce que de toutes manières on sait qu'on ne pourra pas régler les problèmes. Et le pire là-dedans, c'est qu'au niveau idéologique, on essaie de faire croire que c'est parce qu'il y a des banlieues, des communes qui vont mal, que la société va mal. On prend une cause pour un effet et on fait croire qu'effectivement, c'est parce qu'il y a des trouble-fêtes que tout va très mal.

A propos de ce que tu disais sur la diversité, il y a un adjectif que tu n'as pas utilisé, mais qui m'est venu quand tu en as parlé, c'est que la diversité est presque folklorique aujourd'hui : je vais plus loin qu'exotique. Il y a des cultures différentes, c'est bien mais à la marge, il faut quand même rentrer dans le moule. Et la diversité n'est pas vécue comme un enrichissement réciproque, mais comme une particularité, et une particularité qui ne doit surtout pas rentrer dans la sphère publique. Et cela touche à la fois des cultures, des pratiques culturelles, mais aussi les pratiques culturelles. Et c'est là que l'on renverse les choses, qu'on les tord, et cela devient un élément idéologique.

J'insisterai aussi sur ce que tu disais par rapport aux valeurs de la République. Je le disais pas très loin d'ici, dans une salle au-dessus, à mon ami André Gérin par rapport à la loi sur le voile. *Quand il n'y a plus d'égalité, il ne peut pas y*

avoir de fraternité, les libertés on en parle de moins en moins et c'est quand ces trois valeurs fondamentales, qui sont sur les frontons des mairies, sont bousculées et même un peu plus, c'est là qu'on en appelle à la laïcité : on sort la laïcité, on la brandit alors que les trois autres valeurs fondamentales sont bafouées pour une grande partie des populations de nos territoires. Et on ressort d'un côté laïcité et de l'autre communautarisme. Ce sont les deux dérives à partir du moment où ces trois emblèmes de la République, finalement, n'existent plus, ont volé en éclats.

Juste pour illustrer ceci. Je pense qu'on va avoir des débats, ce n'est peut-être pas votre tasse de thé, moi ça l'est, un peu contraint, autour de cette question de l'équipe de France de foot, des mauvais résultats, de ce qu'elle représente. Certains ont commencé d'ailleurs à mettre le doigt là-dedans, l'ami Fienkelkraut. Mais on touche effectivement à un sujet qui mérite qu'on le décortique jusqu'au bout, parce qu'il est très intéressant sur la façon dont, idéologiquement, on essaie d'analyser et de donner des pistes de réflexion par rapport à ce qui s'est passé.

Enfin, dernière chose, parce que je trouve que Simon a posé une bonne question et que je m'interroge de plus en plus sur la réponse. Et si on y répond différemment des autres, parce qu'aujourd'hui de toutes façons tout le monde y répond de la même manière, on risque de poser un vrai problème politique. A la fin de son intervention, Simon disait : Est-ce que la mixité sociale doit être un objectif ? Est-ce que c'est la vraie question ?

En sachant qu'il y a aujourd'hui plus de mixité sociale dans les banlieues populaires qu'il n'y en avait dans les années cinquante et soixante. A Saint-Denis, dans ces années-là, on avait 80% d'ouvriers. Et il y a aujourd'hui une diversité de catégories sociales et professionnelles beaucoup plus importante. Mais ce n'est pas vécu comme cela. Et pour des raisons qu'Alain évoquait tout à l'heure : la classe ouvrière n'existe plus en tant que classe, ou du moins elle existe en tant que classe mais n'est plus lisible en tant que telle. Et *aujourd'hui, la classe ouvrière, c'est à la fois ceux qui travaillent dans des entreprises quand il y en a encore, mais ce sont avant tout les travailleurs sans-papiers, les chômeurs, c'est celle qui vit effectivement dans nos cités.*

Est-ce que la diversité sociale doit être un

objectif ? Plus on l'affirme et moins elle se fait. Plus on la réclame à corps et à cris dans certains endroits, et moins on la réalisera parce que plus ça stigmatisera des quartiers et moins elle pourra s'effectuer. Mais en disant ça, on lance un certain pavé, parce que je pense qu'il y a aujourd'hui une grande convergence dans le vocabulaire, dans les objectifs de la droite jusqu'au Parti socialiste et même des fois au-delà. Je me méfie un peu, comme Alain, du *vivre ensemble*, parce que récupéré par tout le monde. On ne sait plus trop ce que ça veut dire. *Faire ville ensemble*, Alain a utilisé cette autre expression, c'est autre chose parce que ça nécessite que chacun contribue à faire ville, alors que dans le *vivre ensemble* on peut vivre côte à côte sans se toucher, sans se voir. Dans le *faire ville*, il est nécessaire qu'il y ait des points de frottement, des points de conflits, des lieux où il y a rencontre et débat, donc ce n'est pas neutre. ▲



La discussion

Gilles Boitte : Je vais réagir parce que je suis interrogatif sur les catégories que nous utilisons. Je vais repartir des derniers propos de Patrick. Pour vivre dans le même département que lui, je connais des tas de gens qui habitent une ville sans y vivre, c.-à-d. que la capacité à se déplacer beaucoup plus que par le passé, la *séparation entre lieu de travail et lieu d'habitation* fait qu'on a une partie de la population dans chaque ville qui n'y vit pas, elle habite simplement là, elle est de passage et elle fait ses sorties, ses courses, son travail en dehors de la ville. Ça pose aussi d'autres problèmes.

Pour revenir aussi sur d'autres catégories, je suis toujours très choqué qu'on parle toujours d'*exclus* et d'*inclus*, parce que cela permet toutes les dérives, jusqu'au discours sur l'intégration, pour reprendre les Bleus, "par le pognon et le jambon" et l'on va arriver à un tel stade que je trouve ça très inquiétant. Il y a trente ou quarante ans, un enfant qui remplissait sa fiche à l'école disait à quelles catégories socio-professionnelles appartenait ses parents. Ces catégories socio-professionnelles étaient un outil de travail pour savoir à quelle population on s'adressait. Et posant la question des catégories socio-professionnelles, c'était aussi celle de l'évolution de l'enfant d'une catégorie à une autre qui était posée. La première catégorie commune que pouvaient avoir un "enfant de Gaulois" pour reprendre l'expression puante, le petit Espagnol et l'enfant de parents qui étaient précédemment algériens, c'était d'être *des gosses d'ouvriers*. Aujourd'hui, le premier point commun c'est de vivre *la même forme d'exclusion ou d'inclusion*. Et le fait que vous ayez les uns et les autres repris ce vocabulaire-là me dérange énormément parce que là, on a une ligne de fracture dans le discours politique au travers de laquelle on passe trop facilement.

▲

Evelyne Perrin : Je voulais rebondir sur ce que disait Patrick sur la *mixité sociale*. Quand je travaillais encore au Ministère de l'Équipement, j'avais créé un séminaire avec Marie-Christine Jaillier de l'Université de Toulouse, sur diversité sociale, ségrégation urbaine, mixité. Et les chercheurs qui ont participé à ce séminaire, dont les travaux ont été depuis publiés par le Ministère de l'Équipement, ont bien souligné à quel point cette injonction à la mixité sociale

était extrêmement perverse, extrêmement ambiguë et servait bien souvent à se débarrasser de populations qu'on jugeait indésirables pour les remplacer par ces fameuses classes moyennes et que donc cette opération au nom de la mixité sociale, c'était un éloignement des couches populaires de la ville d'espaces qui pouvaient être valorisés parce que bien desservis par les transports en commun etc.

Et j'ai une autre remarque, celle qu'a faite hier Claire Villiers dans un séminaire d'Attac : on ne peut pas traiter des ségrégations urbaines si on ne parle pas de la place de chacun dans le travail, c.-à-d. si on ne parle pas du *rapport au travail* des personnes qui habitent ce qu'on appelle les zones urbaines sensibles ou quartiers défavorisés, parce que ce sont les difficultés d'accès de ces personnes à l'emploi qui, très souvent, conditionnent tout le reste. Et donc on ne peut pas agir sur cette ségrégation urbaine sans agir aussi sur l'emploi. ▲

Laurent Lévy : Je suis bien content que les orateurs de la tribune aient insisté sur le caractère problématique du mot d'ordre de mixité sociale. Je pense qu'en effet la question est largement de *savoir qui veut vivre avec qui*. Dans les années trente, un des premiers grands penseurs des droits civiques des Noirs aux États-Unis, W.E.B. Dubois, avait posé ainsi la question de la ségrégation raciale en disant: Moi, ça ne m'embête pas d'être dans un quartier où il y a des Noirs, parce que les Noirs ne sont pas moins bien que les autres, on peut très bien avoir des fréquentations formidables parmi les Noirs et ce serait les mépriser que dire qu'il y en a trop dans mon quartier. Le problème dans mon quartier, ce n'est pas qu'il y a trop de Noirs, c'est que les trottoirs sont défoncés, que les écoles sont mauvaises, que les adductions d'eau sont mal faites, etc. Donnez-nous des quartiers aussi confortables que les autres, on verra bien avec qui on vit. Et dans le même ordre d'idées, il y avait James Baldwin qui disait d'un resto interdit aux Noirs : Je n'ai pas envie d'aller bouffer dans votre resto, j'ai seulement envie d'avoir le droit d'y aller.

Après, les gens vivent comme ils le veulent, je crois. Alors la question politique qui est posée là derrière, c'est de savoir qui en décide.

Dans l'histoire de Malek Boutih avec Longuet,

ce que lui reprochait Longuet est intéressant, c'est de ne pas être le prototype. Je veux dire que le prototype c'est quoi : c'est le Blanc. Si on oublie que *le principal repli communautaire* qui existe en France, c'est *le repli communautaire blanc*, on passe à côté de l'essentiel.

Et puis, dernière chose sur la mixité sociale : la question n'est pas qu'il puisse y avoir des riches parmi les pauvres, c'est qu'il n'y ait pas de pauvres et de riches. ▲

Eugène Bégo : Je trouve intéressant les mots-valises, mixité sociale en fait partie. J'ai en tête la discussion en 2004 avec le principal collaborateur sur la Rénovation urbaine, juste après la création de l'ANRU, à Dreux, donc le président actuel de l'Agence. Il m'expliquait tranquillement, dans un cadre strictement professionnel, qu'il avait un accord avec le sous-préfet - Dreux c'est un peu excentré pourtant - pour sortir de la ville tous les immigrés. Dreux est quand même une ville où, en termes de rénovation, de renouvellement urbain, notamment sur les cités, il y a un travail considérable qui est fait depuis quinze ans. Et donc, derrière mixité sociale il s'agissait de réintroduire des couches moyennes, des couches intermédiaires dans ces logements plus proches de la gare, ces couches qui étaient allées s'installer à dix-quinze km, là où le foncier n'était pas cher, au niveau de Dreux.

Interrogeons les mots-valises, soyons clairs sur les problématiques, le langage suppose des termes communs, mais ciblons un peu plus les politiques d'État pour ce qu'elles sont. Le discours qui surinvestit de la part de Borloo en 2003 la question de la ségrégation dans les banlieues est un discours criminel. Quand on parle de développement durable, mot valise à nouveau, on ne fait pas du Grenelle de l'environnement, on n'enjoint pas les différents acteurs de faire ceci ou cela. Lorsque qu'Evelyne décrit la recherche faite avec les Toulousains, elle nous dit ce que tous les praticiens de la rénovation urbaine et de la politique de la ville, élus, technos, militants investis etc., opérateurs du logement social nous disent : ils ont en face d'eux aujourd'hui un État qui ne sait plus, qui interdit l'émergence de projets par les assemblées territoriales élues, un État qui ne cesse d'enjoindre au nom de l'Europe, au nom du Grenelle. Notre problème, c'est bien de s'attaquer à l'État, que je crois incapable de reproduire autre chose que ce qu'il fait. Reprenez les écrits des années

soixante et soixante-dix, je pense à Henri Lefebvre, tout ce qu'on a comme politique en place aujourd'hui est déjà décrit dans sa genèse, même si les développements ne sont pas tous connus.

Juste deux remarques encore sur cette question de la mixité sociale.

Il y a un vrai problème de mixité quand à Grigny-Grande-Borne, où j'ai travaillé quelques temps, des jeunes vous disent : Je vais quitter Grigny-Grande-Borne parce qu'il n'y a pas de loisirs ici. Vous avez un problème quand un jeune couple qui s'est installé à la Grande Borne - et ce ne sont pas des tours ou des barres de 15 à 16 étages, ce sont des logements, faits par Émile Aillaud, entre 4 niveaux au-dessus du rez-de-chaussée pour les plus importants et bien souvent de 2 à 3 niveaux - quand ces parents quittent les lieux pour chercher une autre école. La remarque sur la diversité dans les grands ensembles dans les années 60 est tout à fait justifiée, les 80% de classe ouvrière, c'était une grande diversité de métiers, de cultures, d'échanges et, aujourd'hui, dans ces lieux qu'on dit non mixtes, que Borloo décrète non mixtes, interrogeons-nous sur les politiques de la droite, de l'ultra-droite sarkozienne-berlusconiste.

La toute dernière remarque, c'est celle d'un autre Lefebvre qui nous dit : C'est assez curieux, quand je vais à Rome, quand je vais à Madrid, on me parle de la diversité de la *ville-monde*. Dans la ville impériale de Napoléon III - du petit Sarkozy -, les douze architectes, cabinets, bureaux d'études, centres de recherche, centres universitaires qui ont répondu à la demande, je n'en ai pas vu un seul qui pose sérieusement cette question là. ▲

Makan Rafatdjou : La question de la métropole est une question pratique, sur laquelle on peut se pencher puisque c'est en train de se mettre en oeuvre.

Est-ce que les gens n'habitent pas leur ville, comme le disait Gilles Boitte, est-ce que la catégorie ville aujourd'hui est encore une catégorie suffisante pour penser le territoire et l'habitat des gens, est-ce que dans un certain nombre de lieux ce n'est pas la métropole, première question ?

Deuxième élément, par rapport à ce que disait

Eugène : L'État ne sait plus. Je ne suis pas d'accord. Peut-être y-a-t-il eu un temps où il n'a pas su, où il a tergiversé, y compris la gauche. Aujourd'hui, l'État, en ce qui concerne Sarkozy, sait. Il y a une stratégie qui se met en place. Quand on parle aujourd'hui, comme Alain, de la ville qui a remplacé l'usine, il faut voir aussi comment le capital investit la ville, l'enjeu métropolitain, c'est aussi l'enjeu de l'investissement du capital sur le territoire de chacun. Cet État là, depuis les années 70, depuis les HVS - *Habitat et vie sociale* - etc., et surtout depuis Mitterrand et depuis la décentralisation, moins il a donné de moyens aux territoires, aux communes, aux collectivités, plus il a formaté les esprits. L'État non seulement a formé, mais a formaté pendant trente ans des gens, qu'ils soient issus des collectivités ou pas, en leur donnant des catégories de pensée, en leur donnant des solutions avant même que dans les villes, les gens aient identifié les problèmes.

Donc je pense que notre volonté, c'est aussi ce renversement-là. ▲

Nathalie Buisson : Je vis à Aubervilliers, je travaille sur Villejuif et d'ailleurs en ce moment je suis plus sur Villejuif que sur ma propre ville.

Je voudrais reprendre des points par rapport à cette fameuse mixité, parce que je rappelle que dans nos propres villes effectivement, nos propres villes communistes - aujourd'hui Aubervilliers ne l'est plus -, c'était quand même cette mixité sociale et c'était au nom de cette mixité sociale que les projets qu'on souhaitait développer, c'était privilégier une catégorie qu'on estimait ne pas avoir suffisamment, c.-à-d. les catégories sociales moyennes, et les catégories populaires. On n'était pas dupe, puisque dans mon comité de quartier, une jeune femme noire disait : Mais est-ce que nous n'avons plus le droit de vivre à côté du métro ? Alors que nous étions alertés par les chercheurs, par nos propres chercheurs communistes sur cette question de mixité et sur la gravité des problèmes posés.

Et puis sur le regard de l'autre. Par exemple, Villejuif est une ville beaucoup plus mixte qu'Aubervilliers, où du moins il y a une mixité importante qui n'est pas forcément très bien vécue, c.-à-d. que vous avez des gens qui écrivent à l'inspecteur d'Académie en disant : Quand j'emmène mon enfant à l'école, je me

sens mal regardé, je me sens pauvre, j'ai l'impression qu'on ne veut pas de moi. Ce qui n'existait pas à Aubervilliers où certains, en venant faire une demande logement, disaient vouloir venir : Parce que le regard qu'on rencontre change, je me sens chez moi.

J'aime beaucoup la notion de *faire ville ensemble* parce que c'est faire oeuvre commune, c.-à-d. comment aujourd'hui on construit ensemble. Et je trouve qu'on est quand même sur des possibles aussi. Je suis chargée de mission sur des questions de prévention et de sécurité et je suis arrivée sur ces fonctions avec la loi du 5 mars 2007 sur la prévention de la délinquance qui est tout sauf de la prévention, qui n'en a que le titre. Lors des premières réunions, les gens parlaient beaucoup de vidéo-surveillance. Aujourd'hui, parce qu'on discute beaucoup et qu'on confronte - faire avec les gens, je suis complètement d'accord, faire avec ne veut pas dire faire ce qu'ils demandent, c'est confronter, se confronter, c'est s'enrichir les uns les autres - aujourd'hui, les gens ne sont plus du tout là-dessus. C'est qu'on n'est plus avec des problèmes dans les seules résidences sociales, les problèmes se sont étendus dans toute la ville, les copropriétés connaissent exactement les mêmes problématiques que les résidences sociales : c'est un point sur lequel on peut justement s'appuyer pour faire ville ensemble puisque nous avons les mêmes problématiques, communes. ▲

Christian Martin : Je veux simplement poser une question. Je suis interrogatif sur l'opposition qui a été faite entre le conflit capital-travail dans l'entreprise et la réalité de la ville, le déplacement des lieux de conflits. Si on part du principe qu'il n'y a plus que 25% d'ouvriers qui votent ou qui votent de telle façon qu'ils ne sont pas en rapport avec une perspective d'émancipation et qu'on en déduit à partir de là que cette classe ouvrière n'a pas apporté son projet d'émancipation, je m'interroge quelque peu. D'autant plus qu'ils ont été exclus de la ville. Chez nous l'essentiel de la classe ouvrière est exclu de la ville centre Le Mans, par les politiques du logement social dont ils ont été exclus et qui sont allés rechercher la banlieue et maintenant la très grande couronne du Mans. Faisons attention y compris aux mouvements qui interviennent dans la ville, les plus démunis, ceux qui sont sans droit, habitent

plutôt le centre ville. Parce que dans les quartiers périphériques qui ont été construits dans les années soixante et soixante-dix, ces secteurs là sont en voie de démolition, on rase du secteur social.

Dernière chose, du point de vue des *inégalités territoriales*, elles sont aussi *entre territoires eux-mêmes*, nous vivons des départements, le nôtre par exemple, où la croissance de la population représente à peu près 1% sur les trente dernières années alors que vous avez des territoires qui accélèrent leur processus de peuplement. Donc la question des inégalités ne se pose pas de la même façon en fonction des territoires, mais ça ne veut pas dire que des inégalités ne sont pas en train de se creuser, par exemple sur le rapport à la terre, au monde agricole, il y avait beaucoup de maires qui étaient agriculteurs, il doit en rester aujourd'hui 3 en Sarthe. La conception même que nous avons de la ruralité s'est complètement modifiée, une nouvelle ruralité est apparue, forte de populations qui ont été exclues de la ville. ▲

Robert Spizzichino : Juste un mot sur la question qui est centrale, je crois : Est-ce que les lieux de conflits se sont déplacés ? Je reviens sur l'analyse de Bertho : nous sommes devant un phénomène mondial. Il y a eu un travail tout à fait remarquable par des équipes internationales, pluridisciplinaires qui viennent de publier leurs travaux dans *The Endless city* et qui montrent à quel point dans les différentes grandes métropoles mondiales le capitalisme financier à l'oeuvre produit des ségrégations qui se traduisent par des phénomènes qui peuvent avoir des nuances mais sont toujours les mêmes, qui engagent des réponses qui sont toujours les mêmes vers *plus de sécurisation et vers la privatisation des services publics*. Ceci est profondément lié également à la nature de la production et à l'évolution des productions. Donc je crois qu'il ne faut pas du tout dire que les conflits se sont déplacés, c'est le même conflit, qui touche tout à la fois les modes de production, la division internationale du travail, certains phénomènes de libre échange et également la manière dont tout cela se construit aujourd'hui dans l'espace, dans les grandes métropoles mondiales. ▲

Patrick Braouezec : D'abord par rapport à ce que disait Gilles. *Faire ville*, ce n'est pas *faire commune*. Il faut concevoir la ville comme ne s'arrêtant pas aux frontières communales. C'est une des questions qui nous est posée aujourd'hui : c'est quoi la ville aujourd'hui ? C'est plutôt *faire métropole, faire métropole ensemble*. C'est là que sont les enjeux principaux..

Par rapport à la citation d'Henri Lefebvre. Sur la question du droit à la ville, ce n'est plus la question, aujourd'hui c'est la question du *droit à la centralité* qui est posée, y compris par rapport à ce que disait Christian. Les ouvriers du Mans qui n'y habitent plus, ils sont quand même dans la ville, mais ils ne sont plus dans la centralité. Et le débat sur le Grand Paris qui n'a pas eu lieu, qui aurait pu avoir lieu au moment de la campagne régionale parce que je pense que c'était la question de fond : que conçoit-on comme métropole aujourd'hui, qui pourrait être un contre-exemple de ce qui se fait dans toutes les métropoles mondiales, de plus en plus de ségrégation, de plus en plus de sécurisation. Est-ce qu'on ne pouvait pas mener le débat - est-ce qu'on ne peut pas le faire parce que le débat n'est pas clos et on essaye à quelques-uns de le mener ce débat-là - sur l'idée de comment on construit une métropole non exclusive, qui construit effectivement de l'inclusion sociale et reconnaît des centralités nouvelles ? C'est quoi la centralité, c'est quand on retrouve dans un périmètre toutes les fonctions qui font l'homme et la femme, et on retrouve les loisirs, quand on n'a pas des gens qui nous disent : On s'en va parce qu'on a plus l'école, on n'a plus les loisirs, plus la culture ou on l'a pas. C'est cette question qui devrait être au centre du *faire métropole ensemble*.

Ces questions, d'autres se la posent et d'une manière qui peut paraître surprenante, au sein de l'entreprise. Hier j'ai passé deux heures à l'initiative d'une entreprise qui est sur Saint-Denis, Generali, qui a organisé une sorte d'émission de télévision, filmée, dont ils vont tirer une vingtaine de minutes qu'ils vont mettre sur leur site. Ils avaient invité 2-3 élus, des salariés de l'entreprise, des habitants de la Plaine Saint-Denis, des acteurs sociaux-culturels du territoire et pendant deux heures, on a discuté autour de l'idée : C'est quoi Saint-Denis pour Generali et c'est quoi Generali pour Saint-Denis. La façon dont ce débat s'est mené, ce qui était passionnant, c'est justement qu'on

était en train de comprendre ce qui pouvait être des processus d'exclusion des uns et des autres, par rapport à l'emploi. Et je ne l'oppose pas, je ne dis pas que la lutte des classes est terminée, que le conflit principal est clos. Ce qui est sûr, c'est qu'il y a conflit de classes au sein de l'entreprise, mais aujourd'hui il a débordé de l'entreprise et il est maintenant au coeur de la cité. Il n'est pas seulement dans l'entreprise, mais avant il n'était que là, il est maintenant au coeur de la cité et les questions de classes se posent dans l'entreprise et dans la cité et non entre inclus et exclus, je n'ai pas l'impression qu'on ait posé ce dualisme-là.

Catherine Bottin-Destom : Je m'excuse, je vais faire un petit peu tache parce que je suis d'une mixité qui est très absente ici : je suis de ces urbains qui ont fui la ville, non pas chassée - la ville m'attendait encore - vraiment, avec ma famille, nous avons fui la ville. Et je me suis aperçu que nous étions assez nombreux. Et je me sens un peu comme ces 60% de Français qui s'abstiennent aux élections, qui font des choix politiques et de vie, et qu'on n'interroge guère. Et pourtant nous faisons des choses - je ne sais pas si c'est ville - en tous cas des choses qui sont de l'ordre de la civilisation, en commun. Je me retrouve avec des gens qui, comme moi, ont fui la ville et ont accepté de baisser considérablement leurs revenus pour pouvoir aller habiter loin des duretés de la ville. Et dans les associations que nous construisons, dans lesquelles nous nous retrouvons, il y a une volonté farouche qui est de ne pas reconstruire ce que nous avons fui. Et puis il y a chez ces rurbains, comme on les appelle, je ne sais pas si on peut dire une grande mixité, mais en tous cas une grande diversité : on y retrouve des gens d'origine ouvrière, des gens qui furent cadres, des gens qui furent commerçants, des gens qui sont encore enseignants parce que, pour cela, il y a la possibilité de conserver leur profession . Et puis il y a aussi une même attitude à l'égard de la ville, parce que tous ces gens là ne détestent pas la ville au point de la fuir complètement, ils la conservent pour ses fonctionnalités : on va régler des trucs en ville et on se tire vite. Et parmi tous ces rurbains, il y a comme une hâte, une volonté de se retrouver avec des ruraux pour y mener des batailles ensemble. J'en prends une qui nous occupe, la bataille contre Notre-Dame des Landes - un aéroport inutile à mon sens - ça rassemble des

gens qui ne veulent plus de la ville et des gens qui veulent retrouver de la terre. ▲

Dominique Mezzi : Puisqu'il est question de réinterroger des mots-valises, il y en a un qui a été employé par Patrick, c'est le mot valeur travail, et il a dit : Que pèse la *valeur travail* ? Et en posant cette question, la réponse implicitement c'était : rien ou tendanciellement plus grand chose. Il faudrait répondre à cela : quel est le sens dans cette discussion aujourd'hui de ce mot valeur-travail. Il peut y avoir plusieurs sens. Je pose la question : est-ce la valeur ou bien la culture qui est mise là-dedans ? ▲

Alain Bertho : Trois points.

Sur l'identité de classe. Je vais être brutal. Si on mobilise la culture ouvrière et la culture de classe de façon nostalgique, on n'est pas sorti de l'auberge. J'ai essayé de montrer qu'aujourd'hui le conflit capital-travail avait pris une nouvelle forme, une nouvelle dimension et qu'il touchait tout le monde et que les ouvriers dans l'usine n'ont plus l'apanage de cette confrontation directe, c'est cela qu'il faut comprendre et c'est là que sont les enjeux réels de constitution d'une identité collective de combat et de conquêtes.

Deuxième chose, ce ne sont pas des mots-valises. Mixité sociale, vivre ensemble, ce sont des mots de l'État, faut employer les termes, et *vivre ensemble* c'est aussi un programme au Québec, donc en plus c'est international. Ce sont des façons de nommer les choses et ce n'est pas neutre. Cette façon de nommer les choses est polémique, c'est une façon de combat là aussi, de stratégie. Donc nous devons savoir prendre nos distances et savoir le critiquer jusqu'au bout. Il y a déjà quelques années que Patrick, Makan et moi-même avons commis un texte, paru dans *l'Huma*, qui avait fait un peu scandale à l'époque, contre la mixité sociale.

Troisième point sur la question du *faire ville*. Je voudrais en deux mots vous dire ce que je tire d'une expérience qui a été pour moi extraordinaire pendant un an, cette année, l'accompagnement avec d'autres d'un squatt de 40 familles à Saint-Denis, dont tous les enfants étaient touchés par le saturnisme. et qui, comme dans la quasi-totalité des squatts

que je connais, était un squatt de Noirs. Ils ont tous du travail, donc ce n'est pas la question directe du rapport à l'emploi qui est un problème, mais la première chose qu'on voyait là, c'est qu'il y en avait qui avaient des papiers, mais simplement la discrimination à l'attribution de logements et de logement social est aujourd'hui telle que la quasi totalité des squatts, parce qu'il faut bien mettre un toit sur la tête de ces enfants, ce sont des Noirs. Sauf qu'en même temps, il y en avait en plus qui n'avaient pas de papiers. Donc deuxième discrimination. Ils travaillaient mais ils n'étaient pas comptés comme faisant partie du pays. Et troisième chose qui est quand même un sacré problème, à partir du moment où vous êtes squatteur aujourd'hui - et vous ne l'êtes pas par choix, mais parce que vous ne pouvez pas faire autrement - , dans la quasi totalité des villes, si vous pouvez déposer une demande de logement, on ne vous prend pas en compte. Il y a même des discours d'extrême gauche pour dire : On ne peut tout de même pas couper les files d'attente, il y a des gens qui sont des vrais demandeurs d'emplois, les squatteurs ce n'est pas des vrais demandeurs de logement.

Sur ces trois points, l'enjeu au niveau de la discrimination ethnique, de la discrimination légale sur les papiers, de la discrimination sur le lieu sur lequel on vit, c'est la question de savoir la façon dont on compte ou non quelqu'un comme faisant partie du pays ou de la ville. Compter tout le monde, ce n'est pas la question de l'exclusion/inclusion, ce sont des mots de l'État, je suis d'accord, compter tout le monde, ça c'est le véritable enjeu. Et sur la question de la discrimination ethnique on peut à peu près rassembler, parce que le racisme, bon ! Sur la question des papiers on peut rassembler. Sur la question du droit au logement quand on est squatteur, ce n'est pas si simple que ça de faire admettre à des militants que les gens qui vivent là font partie de la ville, qu'ils ont les mêmes droits que les autres.

La question de faire ville est très concrète : est-ce qu'on compte tout le monde, y compris dans nos solidarités et dans nos combats. ▲

Catherine Tricot : Je voulais dire juste un petit mot à propos des débats qu'on a eus sur les politiques publiques. Je crois qu'il faut aussi mettre à jour nos compteurs. Depuis la fin de Chirac à peu près et en tous cas depuis

l'avènement de Sarkozy, et je pense que cette idéologie est largement portée à l'intérieur du Parti socialiste par quelqu'un comme Vals, nous ne sommes plus du tout sur des objectifs affichés d'égalité et de lutte contre les inégalités. Aujourd'hui, par exemple, si on prend l'école dont on va débattre juste après, c'est aider les meilleurs à s'en sortir, on n'est pas du tout sur une politique inclusive pour tous. Sur la question du Grand Paris, l'objectif affiché du projet gouvernemental n'est pas du tout un projet de réduction des inégalités territoriales, au contraire, c'est même un projet de structuration d'une supra-ville mondialisée au-dessus d'un territoire qui se débrouillera, qui barbottera comme il pourra.

J'ouvre une parenthèse pour dire que l'ANRU avait bien un objectif affiché de mixité sociale, qu'il y parvient dans les lieux d'hyper-centralité, près du métro où on démolit du logement social pour faire venir des promoteurs privés, ça ça marche, mais par contre, et ce serait intéressant de faire ce bilan là, l'ANRU dans les lieux de relégation, ne parvient absolument pas à introduire de la mixité sociale. Il y avait des réserves foncières pour la Foncière Logement pour permettre la construction du logement 1% etc., pour les Français intégrés avec les concepts que l'on peut imaginer, ça ne marche pas, ils ne construisent pas.

Donc le concept de mixité sociale est discutable idéologiquement et totalement contesté par la pratique même. Et si on met le doigt là-dedans, de contester la mixité sociale, alors il faut en tirer toutes les conséquences et notamment sur la question de l'école, parce que ça veut dire penser autrement l'école : une école qui est faite dans un quartier d'une certaine composition sociale, d'origines etc., est-ce que c'est la même école qu'il faut imaginer partout ? Ça nous ouvre sur des questions politiques. Est-ce qu'on est pour la remise en question du système d'éducation nationale, de son unité etc. Peut-être que l'objectif de la journée d'aujourd'hui, c'est de se poser ces questions. ▲

Atelier
**Ecole : ségrégations urbaines,
ségrégations scolaires et accès à
la citoyenneté**

Introductions

Bernard Calabuig : J'ai longtemps animé le *Réseau Ecole* du Parti communiste français avec Daniel Rome, ici présent, à ma gauche, et José Tovar qui est excusé. Je suis dans les 200 partants du PCF et je compte continuer à m'investir avec tous ceux qui le souhaitent sur les questions de l'école avec l'ACU.

Le thème de notre débat, c'est donc *Ségrégation scolaire, ségrégation urbaine et accès à la citoyenneté*. Je pense qu'on va être dans le prolongement de notre première partie. A ma droite Christophe Barbillat qui est enseignant, syndicaliste, c'est bien que ce soit dit dans cet ordre là.

J'ai envie de pointer trois ou quatre questions, d'abord pour dire que l'éducation et la formation ont toujours joué un rôle essentiel dans l'évolution des sociétés. C'était vrai hier mais ça l'est encore plus aujourd'hui. Quand la totalité d'une société transite par le long tunnel de la scolarité obligatoire, parce qu'il y a plus de 90% des enfants et des jeunes de 3 ans à 16 ans qui d'une façon ou d'une autre sont scolarisés, c'est bien la société elle-même que l'école produit, le devenir de la société.

Aujourd'hui, ce système éducatif est en crise, le pouvoir sarkozyste entend utiliser cette crise pour imposer des réformes, je dirai même des transformations profondes, irréversibles, afin d'en faire un outil de la contre-révolution culturelle et sociale qu'il prétend imposer à marche forcée à notre pays.

Et donc, la grande question, c'est d'analyser la nature de cette crise. Sommes-nous face à une *crise de croissance* de ce qu'on appelait l'*école de la République* ou face à une *crise systémique*. Selon la réponse que l'on apporte à cette question, les solutions ne seront pas les mêmes.

Un petit retour sur ce qu'a été l'*école de la massification* dans les années cinquante, soixante et même soixante-dix. Indéniablement, cette école a beaucoup apporté, a élevé considérablement le niveau de culture de la population, on peut peut-être se réjouir d'être passé de 5% de reçus au baccalauréat en 1950 à un chiffre maintenant au-dessus de 60% mais qui reste bien loin des objectifs préconisés de 80%.

Mais, en même temps, on est obligé de constater que les écarts sociaux restent les mêmes. Si les enfants d'ouvriers ont deux fois plus de chance d'avoir un bac aujourd'hui, les enfants de cadres ont 72% de chances de l'obtenir. Sachant aussi qu'être passé de 5 à 63% s'est fait aussi avec, dans les dernières décennies, une diversité de bacs technologiques, professionnels etc. Cela veut dire que le fond de l'inégalité a eu tendance à s'aggraver ces dernières années. Les statistiques ont montré que si les enfants d'ouvriers accédaient aux études supérieures dans les mêmes proportions que les enfants de cadres, il n'y aurait pas deux millions d'étudiants aujourd'hui, il y en aurait 4 millions

Donc la *sélection sociale par le savoir et la formation* continue à être conforme à celle qui *résulte des inégalités sociales d'origine*.

Deuxième point. Ces dernières années, nous sommes passés, dans toute une série de dispositifs et aussi d'offensives idéologiques, de régressions idéologiques du côté du camp progressiste, de la lutte contre l'échec scolaire à la gestion des élèves en difficulté. Ce n'est pas une petite question. Malgré toutes les réformes, les inégalités n'ont pas disparu, elles se sont renforcées. Circonstance aggravante, l'échec scolaire lourd s'est concentré dans des zones et des établissements bien repérables, ce qu'on appelle les ghettos scolaires des grandes banlieues, générant l'inquiétude des couches moyennes. D'où le contournement de la carte scolaire qui est bien antérieur aux mesures d'assouplissement de ces dernières années.

On peut toujours proclamer qu'il n'y a pas de sélection inhérente au milieu de naissance, mais au final, on est toujours dans la reproduction sociale, les jeunes d'origines populaires sont orientés, certes avec plus d'instruction, vers les emplois d'exécutions, les jeunes issus des classes moyennes vers les

emplois intermédiaires, ceux des classes moyennes vers des emplois intermédiaires et les enfants de cadres vers les emplois d'encadrement.

On a pu penser, il y a encore quelques décennies, que mettre tout le monde dans l'école allait permettre la démocratisation. Mais aujourd'hui, tout le monde est dans l'école, mais tout le monde n'en sort pas de la même façon.

Alors, ces dernières années, la droite s'est appuyée sur ces difficultés, elle a alimenté le discours fataliste, appuyé sur une production éditoriale foisonnante, dénonçant l'illusion égalitariste, pour imposer ses réformes comme les seules possibles.

Les classes dirigeantes ont occulté toutes les analyses dérangeantes sur les causes de la crise, manque d'ambition, manque de moyens, mais aussi sur la crise sociale, en ayant *tendance à déplacer les responsabilités*. C'est-à-dire qu'on a chargé l'école de toutes les missions, on lui a fait porter la responsabilité de tous les maux, dont la question de l'emploi. on a demandé aux personnels de s'occuper des incivilités, de la violence, d'être assistants sociaux, médecins, éducateurs, de panser la crise et les délits de la société en assumant des fonctions de pacification sociale dans un contexte d'appauvrissement.

Toutes ces dérives ont été rendues possibles parce que la gauche au pouvoir, sans interruption de 1981 à 2002, s'est avérée incapable d'engager une réflexion et un combat contre les inégalités. Elle a fait le choix, et uniquement celui-là, de mieux gérer les inégalités scolaires en espérant les atténuer par la mise en place de dispositifs de compensation, de délégation aux collectivités territoriales, en fait en sortant de ce qui a fait *l'école de la République*, en refusant de s'attaquer à l'échec scolaire et en le confiant aux collectivités territoriales et, aujourd'hui, ça ne concerne plus l'Éducation nationale.

Troisième point. Tout cela s'inscrit dans la politique de Sarkozy. Il nous faut analyser si nous sommes dans de la rupture ou de la continuité. J'ai envie de dire que nous sommes dans les deux : *continuité et rupture*. Rupture dans le sens où elle s'inscrit dans la perspective

d'un remodelage de la société, continuité dans le sens où tout ce qui se met en oeuvre découle quand même pour une bonne part des politiques précédentes et aussi de ce qui s'est appelé le *Sommet de Lisbonne*, en 2001, avec comme axe central de construire à l'échelle de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive, et tout cela s'inscrivant bien évidemment dans la guerre économique.

Mais en même temps cette économie de la connaissance, qui part en gros de l'idée que la plus-value, le profit, dans les prochaines années ne viendront pas seulement de la production et du travail manuel mais aussi de la connaissance, que ça se fait aussi dans les laboratoires, nécessite pour atteindre les objectifs fixés à Lisbonne des moyens considérables pour l'Éducation nationale. Et la grande contradiction à laquelle les gouvernements sont aujourd'hui confrontés, c'est cette exigence d'énormément de moyens pour produire un salariat, du moins une partie, hautement spécialisé, hautement formé et très compétitif, et en même temps les impératifs de réduction de la dépense publique.

Ils essaient de gérer cette contradiction en introduisant toutes les réformes de ces dernières années. C'est, très vite : le rapport Bentolila, la casse de l'école maternelle, l'arrêt de la scolarisation des 2-3 ans qui va devenir inexistante dans les prochaines années, l'ouverture de jardins d'éveil pour accroître cette casse-là, la réforme de la formation des enseignants, la suppression des Rased etc.

Et puis il y a des textes qui ont donné le ton et n'ont peut-être pas été suffisamment analysés par le mouvement progressiste. Je pense à deux textes de Sarkozy dès son arrivée.

- La lettre aux éducateurs de N. Sarkozy, en 2007, qui parle de la refondation de l'école dans des termes qui, il y a quelques années, auraient certainement mis des millions de gens dans les rues : le système actuel trop dispensateur « d'une accumulation de connaissances », insuffisamment sélectif : « Nul ne peut entrer en 6^{ème} s'il n'a pas fait la preuve qu'il était capable de suivre l'enseignement au collège » ; trop coûteux : « La priorité sera accordée à la qualité sur la quantité » ; insuffisamment normatif, avec des leçons de morale sur le bien et le mal, une adresse aux parents : « Vos enfants seront soutenus, ils seront aidés », mais tout de suite la menace, celle de supprimer les allocations familiales,

pour ceux qui ne seront pas dans le rang.

- Un deuxième texte qui complète le premier : la rencontre de Saumur où le Président rencontre le MEDEF et les représentants de l'Éducation nationale, qui donne le feu vert de l'ouverture de l'école à l'entreprise.

Il y a là des textes qui s'inscrivent dans une accélération.

Tout cela s'accompagne d'une *offensive idéologique extrêmement forte*. Et s'il y a aujourd'hui beaucoup de monde dans les rues pour défendre le service public, ce qui est complètement légitime parce que c'est bien la casse du service public de l'Éducation nationale qui, aujourd'hui, est mise en oeuvre, il y a quand même peu de résistance sur le plan idéologique. et même une tendance à baisser un petit peu les bras pour ce qui relève de la lutte résolue, déterminée, que devrait mener le mouvement progressif contre tout ce qui fonde l'inégalité scolaire.

Je ne prendrai qu'un exemple que nous avons cité avec José Tovar et Daniel Rome, dans un livre édité il y a quelques années. Les mots disent quelque chose : tout à l'heure on parlait des exclus, le terme d'exploités me semblait beaucoup plus clair. Prenons les termes, ou plutôt le slogan de *l'égalité des chances*, repris par tout le monde, la droite, la gauche. On en a cherché les origines, on l'a retrouvé dans un discours de Pétain qui cherche à justifier l'inégalité des hommes, l'État devant jouer un rôle régulateur. Eh bien, accoler le mot *égalité* et le mot *chances*, alors que l'égalité relève du droit et donc de la loi, les chances plutôt du lotto et donc du hasard, cela relève du paradoxe, et encore plus pour ceux qui se réclament dans le même mouvement de la transformation de la société. Mais il faut qu'y compris dans le langage, on s'habitue à employer d'autres termes : *l'égalité des droits*, c'est autre chose que *l'égalité des chances*. Et on pourrait voir comment d'année en année le vocabulaire a été dépecé, transformé, dévoyé, et cela a contribué pour beaucoup à la régression idéologique.

Ne perdons pas de vue ce qui est en train de se tramer au travers de l'école - qui en est, certainement la pierre angulaire - de la formation, du formatage de nouveaux salariés

pour les années qui viennent. On sait - c'est le rapport Thélot qui le disait - que dans les années qui viennent, on aura besoin de 50% de salariés hautement qualifiés. Il faut que le système d'éducation contribue à les former, mais qu'on aura aussi besoin de 30 à 40% de main d'oeuvre qui ne seront pas qualifiés. Et l'école à deux vitesses doit aussi contribuer à la formation de gens qui seront sur le marché du travail en ayant le sentiment qu'ils ont eu aussi leur chance et qu'ils n'auront pas su s'en saisir, qu'ils sont donc quelque part responsables de leur propre échec. Parce que cette notion d'échec scolaire est une invention de la bourgeoisie. Et dans ces conditions, on accepte mieux son sort si on ne trouve pas de travail, parce qu'on n'a pas les mêmes exigences que quand on pense être victime d'une injustice.

Et tout cela dans une situation de papyboom, où dans les années qui viennent, c'est l'occasion d'un salariat renouvelé, qui ne peut pas se faire sur les bases d'aujourd'hui, le socle héritier du Conseil national de la Résistance, mais qui doit se faire autrement sur la flexibilité, la précarisation. Cette école-là prépare la compétitivité, la croissance. ▲

Christophe Barbillat : Bernard vient de dire plein de choses. Le titre de cet atelier est extrêmement large et j'avais préparé quelque chose de plus ramassé mais qui tournait autour des points qui viennent d'être exposés : un premier point sur la situation *d'injonctions paradoxales dans laquelle est mis le système éducatif*, dans un second point, *l'exemple de la sectorisation et de la carte scolaire* qui montre bien que les choses ne sont pas si simples en matière d'inégalités territoriales et scolaires, et un troisième point sur où on en est, *qu'est-ce qu'on peut faire, comment peut-on refonder une politique scolaire progressiste, de gauche, et quel dialogue peut-il y avoir entre les formations professionnelles, leurs syndicats et les formations politiques, chargées de cette alternative politique ?*

Sans redévelopper ce qu'a dit Bernard, je crois que la question de la crise éducative et son analyse sont essentielles. On est dans une situation paradoxale. Jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix - je vais un peu plus loin que toi -, la massification se poursuit, d'abord avec le collège, puis le lycée, y compris avec la diversification, lycée technique, lycée

professionnel. Et cela commence à patiner dans l'accès des jeunes au bac à la fin des années quatre-vingt-dix. Un des symptômes, c'est le grand conflit de 1998 en Seine-Saint-Denis qui pose de manière déterminée la question de l'égalité, pas celle des chances effectivement, et donc de la réussite, c'était : On n'est pas des moins que rien. Et ça se passe d'ailleurs sous un gouvernement de gauche.

Cette fin des années quatre-vingt-dix, c'est le moment où le système se vide. Comment ? Deux ou trois choses simples.

La massification, donc la démocratisation, a été assurée en grande partie, sauf que ça reste 60% d'une classe d'âge au bac, et les 20% qui restent sont souvent les plus durs, ça ne progresse quasiment pas. Et quand on voit que, maintenant, on rajoute un très bel objectif de 50% d'une classe d'âge en L3, avec Valérie Pécresse il y a maintenant deux ans, dans l'Enseignement supérieur, cela laisse très interrogatif.

En même temps, cette démocratisation de l'enseignement, de la scolarisation, elle s'accompagne d'une vitrification, voire d'une amplification des inégalités socio-scolaires, ce qu'a dit Bernard. L'école est à la fois un outil d'émancipation sociale, de socialisation par le savoir, la qualification, et en même temps cette école a toujours reproduit, pour l'instant, des inégalités. Mais ce qui va compter finalement, c'est aussi le degré de reproduction. Dit autrement, l'école n'est pas en soi ni libératrice, ni émancipatrice, mais elle peut l'être. Ce qui veut dire qu'on ne peut pas concevoir un système éducatif étanche par rapport à la société qui l'entoure, et donc le poids d'une politique scolaire ou éducative, quelle qu'elle soit, est déterminé par ce qui se passe à l'extérieur. Ça revient un peu au paradoxe que l'on vit depuis plusieurs années où l'on demande au système éducatif de remplir des tâches et des rôles par substitution de ce qui n'est plus assuré par ailleurs. Par exemple l'éducation par les parents : est-ce que c'est l'école qui doit les éduquer à leur place ? La crise sociale, et la crise de la société et donc la crise de la famille s'accompagnent de la tentation de faire porter par le système éducatif, par l'école des choses qui, jusqu'ici, n'étaient pas de son rôle.

Il y a là deux choses centrales.

La politique scolaire, depuis la droite de Sarkozy, et les conceptions éducatives qui vont avec ne sont pas nées en 2002, y compris une partie de la gauche les a largement partagées. Mais on est confronté actuellement à une politique de classe, de régression, une politique réactionnaire qui revient sur toute une série de conceptions éducatives qui étaient issues, elles, du grand mouvement Front populaire-Libération. Comment traite-t-on la délinquance juvénile ? C'est hors système scolaire, cela, on est dans le système judiciaire. Pourquoi y-a-t-il toutes ces attaques contre la justice des mineurs telle qu'elle avait été conçue et qu'elle s'était développée à partir des Ordonnances de 1945 ? Parce que fondamentalement on considère maintenant qu'il vaut mieux punir qu'éduquer et prévenir. Donc les conceptions réactionnaires auxquelles on essaie de faire face actuellement, ne touchent pas que l'école, elles touchent l'ensemble de ce qu'est la notion d'éducation. Donc c'est bien une politique de classe, d'enfermement des classes populaires, des milieux populaires - la classe ouvrière c'est un peu plus compliqué, mais ça existe toujours -. par rapport à l'enjeu essentiel qu'est l'accès au savoir et à la qualification.

Second point, ce qui se passe autour des questions de scolarisation et carte scolaire. La sectorisation s'est mise en place dans les années soixante, au moment du développement du collège, sous le gaullisme. C'est d'abord une sorte d'outil de planification, en quelque sorte, parce qu'il faut qu'il y ait des collèges un peu partout. Et puis petit à petit, cette carte scolaire est très tôt contournée par ce qu'on oublie toujours : l'existence d'un système d'éducation privé, sous contrat, qui ne relève pas du service public et qui n'en a pas les obligations d'accueil. Et le *contournement de la carte scolaire via le système privé* sous contrat, qu'il soit confessionnel ou pas, est un exemple majeur des inégalités scolaires. Il y a des choses remarquables : si on prend Paris intra muros, du temps où la carte scolaire continuait à fonctionner, il y avait un marché scolaire redoutable, une densité énorme d'écoles primaires, de collèges, de lycées techniques, professionnels, généraux et une densité extrêmement importante d'enseignement privé sous contrat, sans parler du privé hors contrat. Et, depuis tout le temps, des familles qui, parce que dans tel

arrondissement on va à tel collège ou tel lycée, font le choix de l'enseignement privé. Et la carte scolaire, ça se joue à quelques rues près, et à Paris, au numéro de rue près. Donc, déjà, la carte scolaire n'était pas parfaite. Mais la destruction de la carte scolaire, c'est politiquement le choix qui est fait, instaure ce marché scolaire à l'intérieur du service public. Sans doute, cela existait déjà : on sait bien que si on choisissait le russe - du japonais ou du chinois - en première langue, on n'allait pas dans le lycée dans lequel on était censé aller. Maintenant cela prend une ampleur tout à fait différente : au-delà du jeu des options et des enseignements facultatifs et autres, ce marché scolaire revient à laisser aux établissements le choix de leur régime scolaire, donc on entre dans un système où *le service public est lui-même acteur de son propre marché*. Idéologiquement cela va très, très loin, mais ce sont les mêmes logiques qui font que telle filière professionnelle était ou est plus cotée qu'une autre, ou est moins cotée que telle filière technique, et que telle filière technique qu'une filière générale. On est bien là dans un système de reproduction sociale dans lequel le système scolaire fonctionne.

Là où il y a paradoxe, c'est que les personnels, qui sont finalement ceux qui font tourner la machine, portent majoritairement d'autres logiques. On retrouve ça un peu du côté syndical. On ne comprend pas ce qui s'est passé avec la crise de la FEN et la création de la FSU, il y a maintenant presque 20 ans, si on ne comprend pas que le grand basculement se produit lorsque le Parti socialiste continue à avoir son projet de *l'école fondamentale* qui est la primarisation et l'extension de la primarisation au second degré et qu'à cela s'oppose un projet, qui est celui du Second degré et de l'Enseignement supérieur, qui est que l'acquisition du savoir, la mise en pratique des savoirs, l'approche disciplinaire des savoirs est ce qui permet d'avancer, y compris avec l'accès des classes populaires au savoir qui est l'enjeu majeur. Il faut avoir une lecture politique de la façon dont la crise de la FEN se produit, on ne peut comprendre l'impasse dans laquelle on est si on n'a pas ça derrière soi : la majorité des personnels est très rapidement exclue, sur ordre politique, de la FEN, refait une fédération qui devient majoritaire dans les personnels d'un point de vue syndical, et qui porte un projet

éducatif qui n'est plus celui de la gauche au pouvoir, à l'époque.

Maintenant, très très vite, même si cela paraît caricatural alors que les choses sont extrêmement compliquées. J'ai l'habitude de dire que, face à l'absence d'alternative politique, nous avons des personnels qui font le gros dos, qui essayent de laisser passer les gouttes, disent : Ça va passer. C'est de la résistance bien sûr. C'est très compliqué. Parce que, syndicalement, nous représentons toujours des forces dans le système éducatif, mais *la posture de résistance sans perspectives politiques ne mène nulle part*, et dans un contexte où il est très difficile d'avoir un dialogue avec les forces politiques censées porter une alternative de gauche au pouvoir. Il y a une quinzaine de jours, le 12 juin, des syndicats de la FSU dont le Snes et d'autres syndicats du second degré ont tenu un colloque avec des représentants des partis politiques, le Parti socialiste, le Parti de gauche, le Parti communiste, les Verts. C'était une journée intéressante mais qui a ressemblé un peu à faire son marché : Qu'est-ce que vous nous dites, qu'est-ce qu'on a à vous dire et qu'est-ce que vous prenez dans votre panier ? Et en fait, les choses sont bien plus compliquées que cela parce que si on regarde toute alternative politique en France, elle ne peut pas se faire sans le plus gros parti de la gauche, et le Parti socialiste reste divisé sur l'idéologie de *l'école fondamentale*. Alors il y a un tournant intéressant, Benoît Hamon a dit : Nous ne sommes plus pour l'égalité des chances, ça va changer, on est pour l'égalité tout court. Ça veut dire qu'ils commencent à comprendre que cette idéologie des chances est effectivement réactionnaire. Mais sur la question de l'égalité, je ne suis pas sûr qu'il faille dire que l'égalité de droit est la bonne. Gracius Babeuf déjà avait commencé de dire que l'égalité de droit, ce n'était pas si simple que cela. Je pense, c'est mon point de vue personnel, qu'autour de l'égalité, on doit sûrement creuser l'idée qu'il s'agit de l'affirmation d'un principe, et c'est parce qu'il y a affirmation de l'égalité qu'on peut combattre les inégalités. ▲

Daniel Rome : Deux mots, beaucoup a été dit. Il me semble qu'il y a une première réflexion qui traverse à la fois l'ensemble de la gauche et le mouvement syndical : est-ce que oui ou non l'école doit former des élèves émancipés et donc réfléchir à ce qu'est l'émancipation.

Ce qui veut dire très concrètement, si on s'inscrit dans un projet révolutionnaire dans le bon sens du terme, c.-à-d. une transformation en profondeur du système éducatif, c'est penser l'école avec tout le reste, le rapport avec les territoires et les autres services publics, le statut de l'école, mais ça veut dire repenser complètement l'ossature-même de l'école. On ne peut pas transformer l'école si on continue dès le plus jeune âge à évaluer les élèves pour trier les bons et les mauvais, donc il faut en finir définitivement, au moins jusqu'à la fin du lycée, avec l'évaluation telle qu'elle est. Voilà un premier point.

Le deuxième point : est-ce que l'école doit oui ou non former à un *métier* ? J'ai mon avis là-dessus. C'est une vraie question. Si on rentre dans cette logique, c'est le rapport Thélot, c'est la loi Fillon qui dit qu'il y en a un certain nombre qui ne sont pas faits pour l'école, ces petits jeunes des banlieues, eh bien envoyons-les en apprentissage, puisque l'école n'est pas adaptée pour eux. Sauf qu'on n'a pas repensé le rôle-même de l'école et le fonctionnement-même de l'école, et le rapport au savoir et la façon dont un certain nombre d'élèves s'inscrivent dans cette transmission de patrimoine de l'Humanité et le rôle de passeur que joue l'école. Donc si on ne réfléchit pas à cela, à mon avis, on va faire du bricolage, comment dire, social-démocrate, on se donnera bonne conscience de transformer les choses, mais on ne transformera rien.

Troisième chose : la France est un pays où il n'y a eu aucun débat, et pour cause, et aucune information, aucune précision sur la stratégie de Lisbonne, elle est catastrophique, dangereuse, elle s'inscrit dans une mise en coupe réglée de l'Éducation nationale, du service public d'Éducation nationale pour lui imprimer la loi du marché. Ça veut dire notamment qu'il faut aussi qu'on ait une réflexion politique et théorique sur ce qu'est le néolibéralisme. Il y a eu un changement de nature du capitalisme. Pendant trente ans, quarante ans - je vais vite - on a appelé un État keynesien, aujourd'hui l'État néolibéral, ce n'est pas la fin du service public, contrairement à ce

que disent certains, c'est le fait d'adapter les services publics à la loi du marché, imprimer le mode de fonctionnement que l'on connaît dans l'entreprise. C'est ce qu'on appelle en termes de marketing, et dont on a une application directe dans l'Éducation nationale, le *benchmarking* : il faut toujours être dans la concurrence et se rapprocher du meilleur. Je prends une image : c'est un peu comme si vous étiez sur un âne à qui vous mettez une carotte devant et pour qu'il puisse manger, il faut qu'il avance toujours. C'est mortifère. On voit la conséquence, par exemple, à la Poste, dans les banques, il faut toujours faire mieux que le meilleur concurrent. Eh bien, petit à petit, on commence à imprimer dans l'Éducation nationale cette démarche-là qui vise à *rentabiliser dans le sens entrepreneurial du terme l'éducation* ; c.-à-d. que chaque année on réduit d'à peu près 15 000 le nombre d'enseignants, un enseignant sur deux n'est pas remplacé et le résultat cette année sur Paris et sur plein d'Académies, Créteil ça va être encore pire, on va monter en charge, dans les lycées, à 38-40 par classe, alors qu'on était en moyenne à 32-33. Deuxième chose : la *formation des enseignants* a été torpillée, il n'y a plus de formation des enseignants. Les étudiants vont passer le concours au mois de novembre, ceux qui seront admissibles passeront l'oral en février et le 1er septembre ils seront devant les élèves sans aucune formation, c.-à-d. qu'on dénie le fait qu'enseigner est un métier qui s'apprend, ce n'est pas simplement avoir des connaissances.

Et l'un est lié avec l'autre : on réduit les moyens, donc on ne forme plus les enseignants, mais on transforme profondément les programmes, notamment en collège et en lycée, mais aussi à l'école primaire et maintenant en BTS, pour les adapter au monde de l'entreprise, et dans les lycées en faisant du savoir un empilement de connaissances. Il faut que l'on se réapproprie ce débat public de la *culture scolaire commune*. L'école n'est pas là pour transmettre un empilement de connaissances, mais pour faire passer une véritable culture scolaire qui va permettre aux jeunes de travailler sur cette question de l'émancipation, et qui soit un outil émancipateur et pas un outil de formatage.

Il faut prendre en compte tous ces éléments et il faut qu'on ait le courage politique de dire que l'école aujourd'hui ne fonctionne plus. L'école

doit être transformée dans une démarche progressiste où l'on rompt avec la compétition entre les territoires, la compétition scolaire entre établissements. Les communes ne savent plus comment gérer ces problèmes parce qu'elles sont exsangues, parce que les dotations globales aux collectivités territoriales ont été rognées. Si l'on regarde, par exemple, les politiques culturelles qui sont menées par les Conseils régionaux, je trouve cela complètement à côté de la plaque, c'est scandaleux, cela donne l'illusion qu'on fait une politique de gauche, je pense à l'Île de France notamment, c'est une politique d'accompagnement des choix du capital. ▲



La discussion

Maurice Jacobowitz : J'ai fait pratiquement toute ma carrière professionnelle à l'AFPA, la formation professionnelle des adultes, J'appartiens aujourd'hui au *Réseau d'éducation citoyenne*. Et depuis quelques mois, je participe à un groupe de praticiens de l'éducation et de la formation que je trouve assez radical pour répondre à la question posée : que pourrait être aujourd'hui penser à une école, à un système éducatif vraiment nouveau.

Sur le débat sur la nature de l'école, sans remonter trop loin : la fameuse *école de Jules Ferry*, a d'abord été une école *pour le peuple*, *pour le bon peuple*, finalement votée par la République alors qu'il y avait d'autres projets qui parlaient d'une école *du peuple*, et des gens comme Jaurès ont écrit des choses remarquables. Tout de suite après la guerre, il y a eu un *Plan Langevin-Vallon* qui voulait revenir à une formation et une éducation *du peuple*. Pourquoi ? Parce que cette école, dans laquelle j'ai été formé comme vous tous, reproduit le pouvoir tel qu'il est institué, sa fonction principale est de reproduire l'ordre social existant. Et toutes les réformes de démocratisation, de massification répondent aux besoins du capitalisme lui-même.

Que pourrait être une école différente ? Je parle de l'ensemble du système éducatif et de formation, de l'école de l'enfant à l'université, et je parle un peu au nom de ce groupe qui cherche et a expérimenté, parce que des écoles d'un type nouveau ont déjà existé, les écoles Montessori, Freynet, Decroly, l'école Vitruve, à Paris, dans le 20^e arrondissement, école décroisée, qui existe encore, et bien d'autres tentatives publiques ou privées.

Il ne s'agit donc pas de rêves, d'utopies etc. Ce sont des écoles qui ont depuis des dizaines d'années formé des citoyens de très bon niveau. Comment se fait-il que ces expériences n'ont pas diffusé dans l'ensemble de l'Éducation nationale. Qui a résisté à la généralisation de cette école bien plus avancée, bien plus en rupture que cette école de reproduction sociale dont il a été question ?

A quoi pourrait ressembler une école nouvelle aujourd'hui ? Nous parlons de *société éducatrice décentralisée*. Refonder l'école, c'est se permettre de dire que l'école telle qu'on l'a conçue comme un lieu fermé, clos, un peu unique, qui a le monopole de l'éducation, n'est peut-être pas la solution. C'est la société qu'on

devrait considérer comme éducatrice, ce qui ne veut pas dire qu'on supprime tout lieu scolaire, tout lieu de formation, mais ça veut dire une école ouverte sur le monde, sur la société. Cela veut dire que les formateurs ne sont pas les seuls enseignants, d'ailleurs plus ou moins bien formés, qu'il existe beaucoup d'autres personnes, pas seulement les familles, mais que n'importe quel acteur du jeu social dans la ville, à la campagne dans le péri-urbain, peut être un acteur, un co-éducateur et participer au processus de formation. Et nous pensons qu'une école décentralisée doit être fortement structurée en liaison avec son territoire, avec des projets de développement qui intéressent son territoire. Nous pensons que les enfants, les jeunes adultes doivent être informés de ce qui se passe sur leur territoire, que cela doit être très structurant dans les sujets qui sont abordés pour former les gens, qu'ils apprennent à écrire, à compter, à organiser un événement, une fête, un projet. C'est-à-dire que l'école doit donner son avis sur les projets de territoire et non pas seulement les subir et en être l'exécutant. C'est très exigeant. Une école où les collectivités territoriales au sens large aient un rôle très important et où il faudra réinventer ce qu'on appelle une communauté éducative et là on doit absolument sortir du cadre exclusif d'enseignants professionnels qui auraient le monopole sur l'éducation. ▲

Malika Boukhalfi : Je suis parent d'élèves, j'ai deux enfants dont une est dans un établissement classé ZEP, Zone d'éducation prioritaire. Je suis militante active.

L'analyse que vous avez faite est tout à fait réaliste. Mais je voulais peut-être préciser que cette réalité existe depuis des années, cela fait quand même deux générations - je suis d'origine algérienne, que nous, nous avons subi ces discriminations dès le plus jeune âge, dès l'école. Par différentes réformes, aujourd'hui, on élargit cet apartheid scolaire par le niveau social.

Je voulais également dire qu'impliquer les enfants, les parents, leur donner leur liberté d'expression ne fera qu'accroître plusieurs valeurs. Un enfant qui est dans un établissement classé ZEP ne voit plus cette diversité sociale, donc lui-même subit ce que j'appelle une dépression. Il y a une réelle dépression infantile. On n'en parle pas, il y a

des dépressions dès le plus jeune âge. Donc laisser à ces enfants la liberté d'expression et à nous parents, cela va nous permettre d'avancer au niveau social. Parce que je pense que l'émancipation sociale passe par l'école, par la connaissance mais aussi la culture. Et si on ne prend pas en compte cette valeur humaine, on ne pourra pas justement avancer pour avoir une émancipation sociale. ▲

Christine Castejon : Je voudrais vous dire avec délicatesse que j'ai trouvé vos propos globalement assez classiques, j'ai entendu cela souvent. À décharge, je pense que vous avez voulu en dire beaucoup et c'est difficile de capter ce qu'il peut y avoir d'essentiel dans vos propos. Du coup, je n'ai peut-être pas été assez attentive. C'est sans doute une des questions les plus compliquées, celle de l'école, donc il est normal qu'on ait envie de dire beaucoup de choses.

Un point seulement. Je ne crois pas que le savoir soit un outil d'émancipation. C'est un discours ancien. Je crois que *ce qui est outil, facteur d'émancipation, c'est de savoir qu'il y a des limites au savoir*. C'est le non-savoir qui est facteur d'émancipation. Le grand problème c'est que l'école se vit comme la transmission de ce qui a été fait par d'autres, avec, à la marge, de la discussion autour de ça. Mais on est dans une période où il y a tellement de remises en questions, de remises en question du savoir ! Je prendrai la simple question du genre : si on compte sur la transmission du patrimoine de l'Humanité dans le domaine de l'égalité des sexes, on n'est pas sorti de l'auberge ! On a tellement de choses à repenser ! C'est une des choses sur laquelle justement les enseignants ne sont pas formés, on fait très peu d'épistémologie, on leur donne très peu de formation critique. Ce n'est pas seulement vrai des enseignants, mais eux devraient être les plus avertis là-dessus. On a un problème de positionnement par rapport au savoir : qu'est-ce que c'est que le savoir, quel rapport entre le savoir et la vérité ? Je trouve qu'on continue à vivre sur des discours concernant l'école qui ont été acquis dans une période où, oui, il y avait une étape où accéder à certains savoirs et des savoirs, c'était l'étape nécessaire.

Aujourd'hui, j'interviens en entreprise, mon problème, c'est de faire entendre à tout le

monde, cadres et non cadres, dirigeants d'entreprises et non cadres, que, justement, ils n'ont pas le savoir. Ils disent qu'ils l'ont et les salariés disent : ils savent. Je considère qu'un dirigeant d'entreprise qui ne sait pas ce que c'est un homme qui travaille, je ne parle même pas de connaissances sur les sciences humaines : le simple fait de savoir que travailler, c'est déclencher tout un ensemble de phénomènes individuels et collectifs, ça suppose l'esprit critique, ça exige l'esprit critique. Ça se rapporte évidemment au système capitaliste, mais en plus on a des cadres qui ne savent pas, mais croient savoir. C'est un vrai problème que d'arriver à mettre en cause l'idée que le savoir ce ne sont pas aujourd'hui ceux qui prétendent l'avoir, qui l'ont. En même temps je ne dis pas qu'ils n'en ont pas.

Je demanderais des discours un peu plus novateurs, incisifs. Je lance les enchères ! ▲

Pierre Zarka : Je vais m'inscrire un peu dans le prolongement de ce que vient de dire Christine et du début de l'intervention de Daniel.

Je trouve que très souvent, on dit que l'enjeu de l'école est un enjeu de société en fin de discours et, auparavant, on a parlé de l'école comme si elle était sa propre finalité. On n'arrive pas à parler de la société et à situer la place de l'école dans les enjeux de société. On a beaucoup de mal à le faire.

Je vais m'expliquer de deux points de vue un peu différents et partiels.

Si je prends la question : l'école doit-elle préparer au métier, la réponse est non, évidemment - je ne sais pas si c'est évident, mais je vais prendre deux exemples, deux références : on a vu naître le minitel et disparaître, on a vu naître le magnétoscope et disparaître. Cela veut dire que si on prépare aujourd'hui à un métier quelqu'un qui a 20 ans, on risque de le préparer à un métier qui disparaisse. Au rythme où vont maintenant les connaissances, soit plus personne ne fera le même métier toute sa vie, soit plus personne ne fera le même métier avec les mêmes connaissances toute sa vie. Comment anticiper sur cette réalité ? Comment *pouvoir anticiper et maîtriser*. Or, plus on a un niveau culturel, large, plus on est capable d'autonomie face au

développement des connaissances et aux comportements. Et il me semble que l'école doit *préparer l'ensemble de la population à cette autonomie*. Là, nous sommes sur un enjeu vital. Et préparer l'ensemble à cette autonomie, ça brasse deux choses : si on est sur un réservoir humain réduit, du fait des inégalités sociales, on ne prépare pas, on est dans une situation qui nous pousse à avoir et l'outil de production et le développement des connaissances qui s'affaiblissent de plus en plus. Dans la puissance industrielle des États-Unis, il y a aussi la puissance du réservoir humain. J'arrête là ma comparaison. Si on décide de donner l'accès à cette autonomie à la moitié seulement d'une classe d'âge, eh bien on se prépare des lendemains qui déchantent.

Mais le problème n'est pas seulement celui du développement, je l'ai pris par le bout du métier. Cela va au-delà. Qu'est-ce qu'on entend par le savoir ? On devrait davantage investir cette notion qui est très développée, y compris dans les milieux progressistes, de transmission du savoir. Parce que quand on transmet quelque chose, on le fige, d'abord. Et ensuite on fait appel à la docilité, on ne fait pas appel à l'autonomie, à l'esprit d'initiative, à la capacité de mobilité, ni dans le temps, ni dans l'espace, ni à la capacité d'initiative devant le quotidien. A tel point que la notion de *faute* continue à être développée : on est devant ce paradoxe qu'un chercheur est payé pour faire des fautes et un élève est sanctionné s'il en fait. C'est-à-dire qu'avec la transmission, on est devant une éponge qui doit absorber : ou l'éponge est de qualité et elle absorbe bien, ou elle est de mauvaise qualité. Et participer à la production de connaissances, c'est autre chose. Alors je sais qu'il y a des recherches qui se font dans certains milieux, mais je trouve que la manière dont on prend la question de l'école, l'est insuffisamment par ces portes d'entrée-là, et il me semble qu'elles auraient le mérite d'être unificatrices. C'est-à-dire qu'on n'est plus dans la défense de l'école pour l'école, on est dans la promotion de la possibilité de construire une société mobile, où les gens sont autonomes, cela fait aussi bien appel aux enfants ou aux jeunes qu'aux parents ou aux salariés des entreprises qui n'ont pas de gosses à l'école. J'ai un âge où je n'ai plus de gosse à l'école, en quoi ça me concerne ? Ça me concerne si je suis intéressé par le devenir de la société. Sinon je regarde ça de loin. ▲

Makan Rafatdjou : Je voudrais relier ce que vous avez dit sur l'école à l'atelier précédent. Vous avez parlé de l'école en soi, du rapport de l'État à l'école, et aussi de l'école aux collectivités territoriales, en ville, et dans la phrase d'un intervenant de la tribune, dans la question de la loi du marché scolaire, du fait que le service public devenait acteur de son propre marché. Ce n'est pas que le cas de l'école, mais déjà aussi des hôpitaux, de la culture, C'est aussi et surtout le cas des villes, depuis trente ans : concurrence acharnée entre elles. Et encore aujourd'hui le bon critère d'une ville réussie, c'est d'être attractif, attirer davantage que ses voisines : attirer la bonne population, les bonnes entreprises, y compris demain attirer la bonne école. Ça va ensemble. A l'échelle de la commune, mais à l'échelle de la métropole, cela va jouer autrement, aggraver les inégalités territoriales par rapport à l'inégalité scolaire. Et la métropole parisienne telle qu'elle se dessine aujourd'hui, autour des pôles d'excellence, plutôt que de l'excellence territoriale pour tout et pour tous, suppose aussi qu'on vise dans ces pôles l'excellence scolaire au détriment des autres territoires. Ce jeu va donc s'aggraver.

Je reviens sur ce qui a été dit de l'obligation de faire mieux. Ce n'est pas faire mieux, mais mieux que les autres : il ne s'agit pas de se dépasser soi-même, dépasser ses propres limites, s'améliorer en quelque sorte, c'est dépasser les autres. Et y compris c'est, demain, enfoncer la tête de l'autre pour sortir la sienne de l'eau. C'est cela aussi une loi générale qui commence à s'appliquer à l'école, mais s'applique aussi aux territoires, aux parents, dans leur stratégie désemparée d'inscription scolaire etc.

Et donc la question qu'on peut poser, que ce soit dans le débat sur la santé, la culture, c'est qu'on a tendance à opposer à un certain vocabulaire de la technocratie libérale - performance, efficacité - un vocabulaire qui serait plus le nôtre - solidarité, progrès etc. - mais les deux ne sont pas opposés. *Ce qu'il faut changer, ce sont les critères de la performance, ce n'est pas la performance qui est en soi un problème, mais performance en quoi ? On ne peut pas donner l'impression que si on est pour l'école de la solidarité, de l'égalité, on serait contre la performance.*

Et la question de l'idéologie et de l'intervention de l'État. La crise, en particulier la grande crise qu'on a connue, ne suppose pas du tout la disparition de l'État, mais un État au service de cela. Et aujourd'hui, l'État, Sarkozy et le gouvernement savent où ils vont. Ils sont là pour obligatoirement transformer la société, et l'école en est un des piliers. Mais il y a un autre débat idéologique avec la société. Qu'est-ce que j'entends par société ? Je dirais dans la société, la majorité socialement visible qui donne le *la* sur un certain nombre de choses, il suffit de lire dans *le Nouvel Obs*, *l'Express*, *le Point*, leur palmarès tant pour l'école, les collèges, les hôpitaux, les villes, avec des critères édifiants. On a un débat avec cette majorité-là, sur tout, globalement, on ne peut pas faire de l'école un havre, en dehors de la société, en dehors des territoires. Et si on est porteur d'options, il faut les pousser jusqu'au bout et voir ce que cela implique, de manière à ce que nous soyons cohérents avec nous-mêmes : ne pas être contre la mixité sociale dans le débat ville-territoire et pour la mixité sociale à l'école.

Je finis par un exemple : lorsque j'ai inscrit ma fille à l'école maternelle à Aubervilliers, deux camarades très estimés sont venus me dire: Tu as vu la classe de ta fille, il n'y a que des étrangers. Et en regardant la liste des noms, franchement Rafatdjou, ça ne sonne pas très français, et les copains m'ont dit, oui mais toi, ce n'est pas pareil. Cette anecdote là a eu une suite au moment où, alors qu'il y avait des enfants d'origine chinoise, maghrébine, subsaharienne, sont arrivés les Tamouls, et un certain équilibre qui s'était construit a été rompu par la venue de ces primo-arrivants. Déjà à ce moment-là des instits nous disaient : Nous ne sommes pas formés pour cette école-là, pour créer l'école de l'égalité pour ces enfants-là. C'était déjà il y a dix ans. ▲

Nathalie Buisson : Sur les questions de compétition. On a eu un débat dans un collège sur cette question-là. Si on veut sortir de la compétition, c'est en travaillant ensemble, en construisant de l'intelligence collective, en organisant l'intelligence collective, ce n'est pas simple ; au niveau de l'école on est vraiment sur du travail individuel, or le collectif ouvre énormément de portes : ce à quoi vous n'avez absolument pas pensé, celui d'en face, lui, va y penser. Si on travaille là-dessus, si on est

vraiment sur du collectif, c'est vrai pour les villes aussi, si on l'ouvre totalement, on a un pays beaucoup plus fort.

On a des points d'appui, parce que dans la société d'aujourd'hui il y a beaucoup de possibilités. J'ai assisté à un colloque de *Pas de Zéro de conduite* il y a une semaine, il y a eu le Congrès de la FCPE, il n'y a pas longtemps. Pourquoi Benoît Hamon dit qu'il faut se poser des questions sur *l'égalité des chances*, tout simplement parce qu'aujourd'hui, cette question-là se pose : ça suffit *l'égalité des chances* !

Il faut travailler là-dessus, sur l'émancipation, sur la transmission, encore qu'on soit dans une société où il y a rupture de transmission, ce qui est extrêmement problématique, la transmission a son importance parce qu'elle est dans une relation humaine, c'est aussi donner à l'autre, c'est aussi échanger, recevoir de l'autre ses interrogations.

Il faut engranger là-dessus pour que ce soit une force. ▲

Catherine Tricot :

Ce qui est intéressant ce matin, c'est de mesurer que les choses déjà s'accrochent. On voit bien qu'on est sur des questions qui génèrent d'autres logiques, d'autres cohérences, il faut prendre le temps de les décortiquer. L'objectif des communistes unitaires, et des communistes unitaires à l'intérieur de la FASE etc., c'est participer à une repensée politique, il n'y a rien d'autre à faire que de travailler. Et ça demande du temps. Ça demande du débat etc.

Je voulais dire deux ou trois petites choses.

Tu as posé, Christophe, une question que tu n'as pas traitée. On demande à l'école d'assumer la question de la crise des familles. Quel est le périmètre de l'école ? Nous devons absolument nous positionner là-dessus. Je ne suis pas du tout convaincue que l'école soit le lieu où l'on éduque les enfants, le bon endroit pour ne pas avoir un nivellement pénible à vivre, en tout cas,.

Sur la question du savoir, qu'a posée Christine, pour moi c'est une question fondamentalement

raccordée à la question de la démocratie : au fond, *est-ce que ce sont ceux qui savent qui sont émancipés et qui sont en mesure de prendre les bonnes décisions, et donc de quel savoir parlons-nous ?* Donc autour de la question du savoir et de la légitimité à être des citoyens décideurs, il y a plein de questions. Parce que si tu ne sais pas, alors tu fermes ta gueule et tu ne participes pas. La survalorisation d'un certain type de savoir participe aussi à la dévalorisation de tout un tas de populations qui n'ont pas précisément ce savoir-là.

Et dans les savoirs, je trouve que l'idée qui fait consensus a priori - de dire l'école ne doit pas former au métier -, j'ai des doutes. Je suis convaincue qu'en effet on va changer de métier, et même quand on fait le même, on change de métier, je suis architecte, comme Makan, notre métier il y a vingt ans et aujourd'hui, ce n'est plus tout à fait le même, parce que les questions que nous nous posons, la question urbaine, la question environnementale, par exemple, ont pris totalement d'autres dimensions dans notre métier. Donc même dans le même métier on change. Ceci étant, je considère que la question du *savoir-faire* est aussi très importante pour changer le regard sur le savoir. La dévalorisation du savoir technologique, du savoir technique est très problématique, elle est excluante, elle dévalorise un savoir transmissible par des populations, actives aujourd'hui, je crois qu'il ne peut pas y avoir de consensus sans discussion sur *l'école ne forme pas au métier*. Je crois que l'école doit aussi intégrer le *savoir-faire* dans ses transmissions. C'est un point de vue, mais qui mérite, encore une fois, de discuter le périmètre de cette école et sa finalité.

Tu as fait, Christophe l'historique du contournement de la carte scolaire. Je pense que l'un des outils les plus puissants de contournement, c'est celui de la ségrégation urbaine, c'est d'abord ça qui fait qu'on a des écoles totalement typées, et avec ces écoles, cela suppose de savoir ce qu'est un enseignement unifié et un service d'Éducation nationale unifié.

Tout petit dernier point. Il y a une question dont je pense qu'il faut parler, c'est la question du

corps enseignant, comment on fait bouger des choses. Le corps enseignant lui-même est porteur de choses positives et parfois de pesanteurs. Et il n'y aura pas de transformation de l'école contre le corps enseignant, j'en suis convaincue, donc il y a une question de relation avec le corps enseignant et avec le monde syndical qui est impérative si l'on veut penser un nouveau projet pour l'école qui ait un minimum de crédibilité. Parce que si c'est pour prendre complètement de front le monde enseignant, on se fait plaisir, mais on ne fera rien. ▲

Omayya Seddik : Il a été question de 1998, des grèves de Seine-Saint-Denis. C'était des grèves très intéressantes, mais moins de deux mois après qu'il y ait eu cette émergence-là et des commencements de débats, aux mêmes endroits, il y a eu un mouvement beaucoup plus brutal, venant des mêmes acteurs, où la question était celle de la sécurité. Les grèves avaient posé des questions très importantes sur la politique scolaire, sur la ségrégation, sur le rapport avec l'urbain. Et puis il y a eu un incident, et ces mêmes acteurs, ces mêmes syndicats se sont mis à tenir un discours ultra-réactionnaire, complètement en harmonie avec le discours du pouvoir sur la sécurité, qui a balayé tout ce qui s'était passé moins de deux mois auparavant. L'intérêt de cette grève, c'est qu'il y a eu une convergence et un engagement très forts des élèves, des parents et des enseignants pendant la grève, mais tout cela a été brisé par un discours dans lequel se sont engagés les mêmes qu'auparavant.

C'est très compliqué cette question de l'école, je n'ai pas de conviction là-dessus, il y a des avis contradictoires. Ce qui me frappe, c'est qu'on est toujours en retard d'un train. On a l'impression de dire quelque chose de nouveau et en y regardant de près, c'est ce qui se dit dans les lieux d'élaboration du discours et du savoir managérial, marketing etc.

La question des contenus de savoir est une question cruciale, stratégique, qu'il faut affronter. Aujourd'hui quand on va dans n'importe quel atelier de manager et même dans les stages de Pôle Emploi, ceux auxquels on vous invite pour que, si vous n'y allez pas, vous soyez radiés, on entend des discours qui sont très semblables aux discours que j'ai entendus ici. On y parle énormément d'un

tryptique : *savoir, savoir-faire, savoir-être*. En disant que le plus important, c'est le *savoir-être*. Il a été dit tout à l'heure que la fonction principale de l'école c'est de participer à la distribution des savoirs nécessaires au travail, à la forme de production actuelle, qu'il y a besoin de personnes qualifiées, d'autres moins qualifiées. Or, aujourd'hui, l'essentiel de l'enseignement massif, ce qu'on veut faire c'est non pas des gens qui ont un métier, un vrai métier, mais des gens orientés vers des faux métiers. La plupart des filières professionnalisantes ne conduisent pas à un métier au sens consistant et solide du terme. On apprend le fameux *savoir-être*, un ensemble de codes qui permettent l'adaptabilité, qui permettent selon les variations du marché et de la production de se soumettre aux exigences de ces variations. On apprend à manier des codes pauvres, extrêmement plus pauvres que le langage, qui n'ont pas la créativité du langage. On éduque les gens à réagir à un certains nombres de codes, une signalétique. C'est là l'interférence avec la famille : on éduque les gens très souvent en contradiction avec l'éducation de la famille, qu'elle soit bonne ou pas. Et c'est une des raisons de la crise entre les familles et l'école également.

Pour finir je crois que les savoirs sont importants. Le discours sur l'autonomie et le sens critique sont, je crois, dangereux. Pour exercer l'esprit critique ou l'autonomie, il faut avoir les moyens de l'exercer. Si on forme quelqu'un à être autonome et critique et que tout dans son environnement social, familial, l'argent etc., ne lui permet pas de l'exercer, ça va être quelqu'un de marginalisé, de très intelligent, mais dans la merde. Les stratégies des gens qui ont les moyens, c'est d'apprendre ce que demande la production, faire faire à leurs enfants prépa, une grande école, sciences po etc. pour ne pas être marginalisé et ensuite faire philo. Mais pour cela il faut pouvoir étudier très longtemps. ▲

Christophe Barbillat : Premier point : tout ce qui est périmètre de l'école, place de l'école, que je vais relier à la question du savoir. J'ai assisté l'an dernier à une manifestation en Martinique, au moment des manifestations, notamment sur l'éducation et l'un des slogans, c'était : *L'éducation coûte cher, essayez*

l'ignorance. Il faut dire les choses clairement.

La place de l'école. Je ne sais pas s'il faut tout réinventer. L'école c'est le lieu de la socialisation par le savoir, par l'accès au savoir et par la construction du savoir. Et l'école, en plus, elle construit, elle délivre des qualifications, et j'attire l'attention là-dessus : c'est le lien entre l'école et le métier. Si l'école n'arrive pas à faire en sorte que les élèves qui en sortent aient *une qualification pour un métier*, à ce moment-là, dans quelles mains est le métier ? Dans quelles mains sont les grilles salariales ? Des conventions collectives ? C'est une illusion ! Si l'école ne s'occupe pas du métier, c'est le patronat qui s'en occupe. Faut être clair, c'est déjà le cas. Les diplômés et les qualifications font que le patronat n'a pas les mains totalement libres.

Second point : l'épistémologie du savoir, cela aussi est lié à la question du niveau de qualification des enseignants. Enseigner, c'est un métier, mais c'est aussi une qualification. Et l'élévation du niveau des qualifications est un enjeu essentiel, parce qu'il est évident que plus les savoirs se complexifient, si on veut faire que les savoirs soient des outils émancipateurs et non pas de domination, alors l'épistémologie est indispensable dans la formation enseignante. Et donc, du coup, c'est bien une formation universitaire de très haut niveau qu'il faut. Le problème actuellement, c'est que budgétairement, la suppression des postes de stagiaires sabre la formation initiale, pratique des enseignants. *La question de l'articulation des savoirs et des qualifications concernent aussi les enseignants.*

Troisièmement, politiquement, on peut avoir un projet scolaire éducatif très global, tel que je l'ai entendu, séduisant, peut-être rousseauiste. Mais *on transforme ou pas l'existant ?* Comment ? La question de l'obligation scolaire jusqu'à dix-huit ans, qui va revendiquer ça ? Les questions budgétaires, de fiscalité, de répartition des richesses, de l'équilibre capital-travail pour financer l'école ? C'est difficile à construire, mais est-ce qu'on doit dire un nouveau Plan Langevin-Vallon ? Ça fait resucée. On a besoin maintenant de quelque chose d'équivalent à ce qui a été propulsif à la Libération et qui n'est pas parti de rien, qui est parti d'un existant qu'il fallait transformer.

Et les personnels ? je ne vais pas y aller par quatre chemins. Catherine a dit les choses très clairement : on ne fera pas contre eux. Et d'autant moins que, globalement, depuis 98 et depuis Allègre, la rupture politique est considérable avec la gauche de gouvernement telle qu'elle se présente actuellement. Et les personnels, dans leur majorité, tiennent toujours à cette question du savoir émancipateur, d'un savoir qui permet aux élèves de sortir de leur condition et d'accéder à une qualification. Tout ministre, tout gouvernement qui fait contre les personnels dans l'Éducation est voué à l'échec. C'est historique. Je ne dis pas que c'est à eux seuls de faire la nouvelle école, tous les citoyens sont concernés.

Les savoirs, les contenus, il y a une réflexion importante des personnels, notamment syndicale sur ces questions-là. La question *culture commune ou pas* : pourquoi actuellement critique-t-on la question du socle commun qui vient dans la *Loi Fillon* ? Parce que le socle commun est d'abord conçu comme un minimum culturel, un smig culturel et donc on sait ce que ça veut dire : il y a ceux qui auront les moyens d'avoir plus et ceux qui n'auront jamais que cela. Mais surtout, c'est que la mise en oeuvre s'accompagne d'un appauvrissement des programmes, donc des contenus de savoir et aussi d'un découpage et de transformation des qualifications en compétences. Le livret de compétences, ça revient à saucissonner l'élève en savoir-être et savoir-faire et comportements en évacuant toute question d'acquisition des connaissances. Et là aussi il y a un enjeu de classe. ▲

Daniel Rome : J'ai trouvé ce que disait Christine très stimulant, mais en même temps ça implique, comme le disait Catherine, qu'on retravaille, parce que cela pose la question de l'émancipation. Je suis d'accord, le savoir ne fait pas tout. Chaïm Potok a écrit un petit bouquin où il décrit la solution finale : sur les douze qui étaient autour de la table pour la préparer, il y en a sept qui étaient titulaires d'un doctorat d'État. Pour autant, il me semble important de relier l'un à l'autre parce que sans savoir, il n'y a pas d'émancipation possible. Mais le savoir ne peut être un outil d'émancipation qu'à la condition qu'on revoie les pratiques

d'enseignement. Est-ce qu'on forme, comme le disait Bernard, des élèves dociles, ou est-ce qu'on forme des élèves qui sont des concepteurs et non pas des exécutants. Ce sont donc *les pratiques de savoirs* qui comptent, cela mériterait un travail de réflexion beaucoup plus long. Je terminerai sur un exemple. J'ai autour de moi deux personnes atteintes d'un cancer, eh bien le savoir et l'appropriation du savoir médical, par des personnes qui ne sont pas médecins, a permis de pouvoir discuter avec le médecin par rapport à des protocoles et donc à un moment, c'est réfléchir pour soi-même, sur son corps, et il a bien fallu s'émanciper du seul point de vue du médecin, et non pas considérer que ce point de vue, parce que c'est celui du médecin, était le seul point de vue possible. Et elles se sont émancipées, non pas en disant blanc parce que le médecin a dit noir, mais : Je vais réfléchir à la manière dont je vais penser mon propre traitement. ▲

Bernard Calabuig : Repenser ou refonder une pensée révolutionnaire progressiste pour l'école va être un processus assez long. Depuis quinze ans, les personnels aussi bien que le mouvement syndical sont dos au mur pour défendre la question des moyens, point. Et on n'a plus de réflexion dans le champ de la transformation progressiste du système éducatif. Il y a des pistes qui ont été ouvertes ce matin, J'en rajoute une pour qu'on y réfléchisse : on parle de haut niveau de culture commune, oui. Mais je pense que ça nécessiterait de définir ce qu'on y met, qui en décide. Cela va avec ce dont on parle : la scolarisation 3 à 18 ans, bien mais le tronc commun, jusqu'à 16 ou 18 ans ? Jusqu'à 16 ans, cela veut dire que tout le monde n'aura pas ce haut niveau de culture commune.

Et production ou transmission de savoirs, métier. Le sens de cette journée, c'est d'avoir posé tout un lot de questions à poursuivre avec tous ceux qui sont intéressés, par mel, dans des espaces appropriés et nos réunions avec des ateliers. Restons en contact. ▲

Atelier
**L'habitat au cœur des enjeux
écologiques et sociaux**

Introductions

Jean Brafman : Nous allons démarrer cet atelier sur une question centrale quant aux dimensions des nouveaux territoires de l'égalité et de l'émancipation contre la ségrégation, celui de l'habitat. Nous avons voulu l'envisager avec ses enjeux écologiques et sociaux en montrant que ces dimensions sont intimement liées et croisées. Pour ce faire, il y a comme intervenants Emmanuelle Cosse, Vice-Présidente Europe Ecologie au Conseil régional d'Ile de France, pour l'habitat, la rénovation urbaine et l'action foncière ; François Longéras, ancien élu Vert à Paris qui appartient au Parti de gauche, Pierre Lucot, membre du Bureau national d'Utopia, Stéphane Peu, Président de *Plaine-Commune Habitat*, sur lequel se jouent beaucoup de questions concernant le logement ; et Philippe Stierlin, ancien élu communiste à Paris et communiste unitaire. ▲

Emmanuelle Cosse : On est un peu à un tournant de la question de l'habitat, même si ce n'est pas exactement à la vitesse qu'on aimerait qu'elle prenne. On est confronté dans ce pays à une crise du logement qui est essentielle, qui n'est pas nouvelle, mais augmente en termes de capacité à loger les gens dans le pays, à empêcher la spéculation. Et il est vrai que la mobilisation que cette crise appellerait n'est pas au rendez-vous.

Même si les choses ont changé ces dernières années, on est quand même, notamment sur la question du logement social, sous la moitié de ce qu'on devrait construire.

On est confronté à deux choses, notamment pour ceux qui essaient de construire une politique ambitieuse en matière de logement et d'habitat.

D'une part, on doit répondre à cette crise en termes de production, et en même temps on ne doit pas faire n'importe quoi, mais avec des

formes d'habitat qui permettent de changer la donne en termes de lien social. Je veux dire par là qu'enfin certains ont compris qu'il ne s'agit pas de construire quelque part pour que l'ensemble des problèmes soient résolus : un logement ça ne suffit pas, ça nécessite aussi des services publics, des transports, des routes, des liens avec le monde économique, des activités culturelles, sportives ou éducatives, en tout cas on ne peut pas raisonner uniquement en termes de briques et de béton.

La deuxième chose à défendre, c'est qu'il faut produire mais pas à n'importe quel prix, et la question de quel habitat on construit dans ce cadre-là me paraît essentielle. Il y a bien sûr l'accessibilité en termes de loyers, mais c'est aussi quelle forme d'habitat on promeut. Évidemment logement social, mais notre retard est important en France sur des formes comme le logement coopératif. Derrière l'idée que des personnes se mettent ensemble pour construire, il y a le fait qu'au sein d'un immeuble, d'un bâti, on peut avoir des pièces communes qui ne servent pas seulement à mettre la machine à laver, la buanderie en commun, mais aussi des salles de réunion pour le quartier, de lieu d'accueil pour des associations qui n'en ont pas, mais qui permettent aussi d'avoir un lien local entre les populations qui y habitent et les structures associatives ou politiques impliquées localement.

On parle d'habitat écologique, Je ne reviens pas sur les questions de la construction, parce que, pour moi, c'est une évidence. Mais cela veut dire aussi voir comment on vit, comment on consomme, comment on utilise les énergies, l'eau. Il y a aujourd'hui des réponses extrêmement pointues qui permettent d'avoir un autre rôle, en tant que personne, par rapport aux modes de vie.

L'habitat au cœur des enjeux écologiques, c'est aussi comment agir pour juguler la spéculation. Quelles que soient les positions des uns et des autres, propriétaires, locataires, mal logés, et les revenus, on a toujours, de l'extérieur, l'impression que c'est un tourbillon et qu'on ne peut rien y faire. Il y a des politiques publiques, que ce soit sur le foncier, le bâti, sur la manière dont on gère la question du logement social, qui peuvent apporter des réponses pour tenter d'empêcher cette spéculation, voire de l'inverser. Il y a des modèles alternatifs qui le permettent. Il ne faut pas simplement s'en

remettre au marché, on a des marges de manoeuvre un peu faibles, un État totalement désengagé, néanmoins on n'est pas dans une impossibilité d'action. ▲

François Longérimas : Nous sommes face à des défis à la fois environnementaux, climatiques et sociaux. D'un côté, il faut de plus en plus répondre à des urgences, avec des dizaines de milliers de mal logés en région parisienne notamment, et en France on peut facilement tripler le chiffre. Il y a des gens dehors. Il faut livrer des logements assez vite. Et, à la fois, il s'agit de tenir compte de ces défis globaux qui concernent l'ensemble de la planète, de manière durable au sens où les réponses ont à s'inscrire dans la façon dont on envisage la vie dans l'avenir.

Pour cela, il est nécessaire de mobiliser la société, sinon on ne surmontera pas les écueils. Le marché règne sans aucune régulation, on parlait de la spéculation. Mais il s'agit aussi que les pouvoirs publics ne s'enferment pas dans une gestion d'urgence et une gestion du système sans avoir en perspective une alternative beaucoup plus globale sur tous les plans évoqués. Et sans mobilisation de la société, on n'y arrivera pas. C'est le cas depuis plusieurs années.

C'est pour cela qu'il faut mener la bataille pour une mobilisation citoyenne, qui est une bataille démocratique, pour que les gens s'approprient ces questions-là, qui paraissent compliquées, la question de l'urbanisme, de l'eau, des biens communs, etc. A la fois, les gens commencent à comprendre, on l'a vu autour de Copenhague, mais ce n'est pas à la hauteur des enjeux. C'est une bataille démocratique et politique qu'il va falloir prendre en charge de manière très active.

Je voudrais prendre deux exemples, l'un dans le passé récent et l'autre dans l'actualité.

Nous étions Philippe et moi à la Mairie de Paris, dans le centre, dans la mandature précédente. Nous avons largement travaillé ensemble sur les questions sociales, d'habitat et de culture en les mêlant, en faisant en sorte qu'il y ait une logique globale. Sur Paris, il y a un déficit de 100 000 logements sociaux pour des demandeurs mal logés, très mal logés, voire dans la rue, et il y a au moins autant de

logements vides, en particulier transformés en bureaux. Ce qui ne veut pas dire qu'on peut les transformer en logements du jour au lendemain.

Il y avait des associations et des collectifs très mobilisés depuis le milieu des années 90, *Droit au logement*, basé dans le centre, et d'autres, qui ont fait un travail de repérage îlot par îlot, à partir des données de l'*Atelier parisien d'urbanisme*. Cela a permis non pas une réappropriation immédiate, mais le rachat par la Ville de Paris de plusieurs dizaines d'immeubles préemptés, et, dans une deuxième période, la création de plusieurs milliers de logements, c'est une opération encore en cours. On s'est aperçu qu'il restait de nombreux appartements disponibles. Et un débat assez vif s'est engagé au sein de la municipalité : était-il gérable d'acheter dans le diffus, par petits groupes d'appartements, pour du logement social et pour générer de la mixité sociale dans ces quartiers qui, sociologiquement, évoluent de manière assez nette sous le coup de la spéculation. Une autre hypothèse que nous avons faite sans pouvoir la vérifier, c'est que créer du logement social, ça pouvait agir sur la spéculation en agissant sur le foncier et le taux de location. Cela vaut le coup de continuer à se poser cette question.

Un des problèmes rencontrés, c'est qu'à partir du moment où la gauche est arrivée au pouvoir, comme dans les années quatre-vingt, la majorité de la majorité, en particulier nos camarades socialistes, nous ont expliqué que ces associations et collectifs, c'était bien quand on était dans l'opposition, mais qu'il fallait arrêter de les aider, de leur donner des salles, etc. Et comme nous n'avions pas le rapport de force nécessaire, ils ont réussi à faire que les associations qui luttaient sur le terrain, qui avaient commencé à se poser des questions, non seulement à trouver des logements, mais quel type de logement social on voulait, ces associations très populaires se sont trouvées neutralisées ou marginalisées, par exemple le DAL, qui était demandeur non pas de co-gérer mais de coopérer. La mobilisation s'est écroulée et finalement le travail de réflexion sur la production de logement sociaux telle qu'on l'imaginait, s'est arrêté, parce que les gens ont été découragés. Et on s'est retrouvé avec un tassement de la production de logements sociaux et le refus de la Mairie de Paris d'intégrer l'amélioration environnementale dans la production de l'habitat. Aujourd'hui, cela a

changé avec les batailles et la prise de conscience dans la société.

Là où il y a aussi évolution, c'est sur ces opérations OPH, nombreuses sur Paris. Là où les attributions de logements sont réalisées strictement par leurs propriétaires ou leur représentant, il a été possible, avec certaines mairies d'arrondissement, de faire en sorte que les pouvoirs publics soient associés à l'attribution des logements, ce qui paraît tout à fait légitime, puisque sur les OPH, ce sont des subventions de réhabilitations, les pouvoirs publics, via divers dispositifs, cofinancent la rénovation, moyennant la principale contrepartie d'un gel des loyers pendant plusieurs années, jusqu'à 9 ans. Certains élus ont réussi à imposer qu'ils aient leur mot à dire sur le choix des locataires les plus en difficulté dans la ville. Avec ce premier exemple, je voulais montrer que si on ne s'appuie pas sur des collectifs, mais uniquement sur des experts, il y a des risques sur la manière dont les batailles se gagnent et que les consciences puissent évoluer.

Un deuxième exemple. Pour toute politique du logement, mais je le pense pour tous les secteurs, il est possible à la fois de déstabiliser le système et d'expérimenter, en s'appuyant sur les expériences concrètes d'habitat auto-géré et coopératif. Aujourd'hui, c'est peut-être une trentaine d'expériences sur le territoire français, c'est peu. C'est assez comparable à l'histoire liée au mouvement ouvrier des coopératives ouvrières qui ont réussi à perdurer, mais sont assez marginales dans le tissu économique, trois mille, pas plus. C'est à peu près la même logique et cela a existé aussi aux tout débuts du mouvement ouvrier, sauf que cela a été construit en gestion avec de grosses entreprises. Aujourd'hui ce sont des mouvements plus locaux, qui s'appuient sur une logique de mobilisation d'habitants, de mixité sociale - on pourra en discuter, est-ce un objectif ou un moyen ? -, et c'est dans une logique d'appropriation des questions de logements, d'habitat et d'urbanisme, par les habitants eux-mêmes. Il ne s'agit pas de faire des îlots de socialisme auto-géré de manière lunaire, mais de s'appuyer sur des expériences concrètes. Et il me paraît important que toutes les forces alternatives s'approprient ce type de démarche, parce que cela donne de l'espoir aux gens, ça

permet de vérifier un certain nombre de choses, ça permet de gérer des contradictions auxquelles on n'est pas confronté habituellement, et, ce qui a quand même été un grand défaut dans les trente dernières années, ça permet de ne pas remettre les grandes questions essentielles à l'expertise mais au peuple. ▲

Pierre Lucot : Utopia est un mouvement transpartis, on est chez les Verts, au Parti de gauche, chez les socialistes, à la FASE, pas au PC mais chez les unitaires oui, je pense.

Cette table est très écologique avec un intitulé un peu en pléonasmisme puisqu'on parle de social et d'écologie alors que l'écologie est par définition sociale. Mais je suis heureux qu'on partage cette réflexion ensemble, d'autant plus que ce sont les fondamentaux d'Utopia de faire en sorte que ces réflexions soient ancrés au sein de la gauche, de l'ensemble des partis et mouvements de gauche, pour qu'on progresse en parallèle vers cette société du dépassement du capitalisme que nous souhaitons tous.

Ce qui, pour nous, est fondamental, c'est ce lien de l'humain avec son environnement social, mais aussi avec la nature. C'est dans ce contexte global que je vais introduire mon propos.

Je reviendrai aussi sur ce qui a été dit en première plénière en disant le lien ténu qui existe aujourd'hui entre le travail et le logement, la centralité de la *valeur travail* évoquée par Patrick Braouezec. Un de nos axes de travail au sein d'Utopia, c'est la remise en question de cette centralité. Il est évident qu'aujourd'hui, avoir un logement sans travail, c'est quasiment impossible, et ce droit au logement est intimement lié au droit au travail. C'est une notion que nous remettons en question, mais qui repose le problème du droit aux biens universels, comme celui de l'eau. Ce droit au logement est à partager par tous. Et quand on voit la tension qui est mise aujourd'hui dans le droit au travail, on peut tout à fait faire un parallèle avec la tension mise dans le droit au logement. On connaît les files d'attente pour le logement social, assez comparables aux files d'attente dans les Pôles Emplois. Cette déconnexion entre travail et logement nous paraît un préalable très important.

La ville est, par nature, un espace marchand. La

ville s'est créée quand il y a eu une certaine surproduction agricole qui a permis à une partie de la population de s'extraire de la ruralité et de s'expatrier dans des bourgs qui étaient des lieux d'échange, des espaces marchands, déconnectés directement de la nature, même si la ruralité était quand même très proche et effective.

Et ce qui, ce matin, m'a paru aussi très intéressant, c'est que la ville était devenue aussi un espace de profit qu'aujourd'hui le capitalisme a investi grâce à la financiarisation, ce dont les subprimes sont une illustration. La marchandisation de la ville, l'espace de consommation qu'est devenue la ville, cela va même au-delà, puisque le fond même de la ville, le bâti, est un espace de spéculation. Ce qui pose un vrai problème pour le lien avec la nature. La caricature en est, par exemple, la ville de Las Vegas où toute nature est volontairement exclue pour que les arbres n'occultent pas les espaces publicitaires. On en est arrivé à une marginalisation des espaces naturels. Ce qui sous-tend tout cela, qui fait le moteur de cette exclusion environnementale aujourd'hui, c'est la virtualisation de l'espace urbain, de la nature et le fait que dans tous les projets évoqués, l'espace de production agricole est volontairement totalement exclu. Et l'intérêt de l'expression de Patrick Braouezec *faire métropole*, c'est que la métropole peut intégrer cet espace agricole. Cette dénaturalisation de la ville est un écueil très important qu'on ne contournera pas seulement avec une promotion du square, du jardin partagé ou autre, mais la réinsertion de la ruralité au sein de la ville par le *faire métropole* au sens agricole me paraît un axe très intéressant. On ne parlera réellement écologie que lorsqu'on aura réintégré cette notion agricole au sein de l'urbain.

Les grandes villes commencent à le faire. Paris a une problématique très particulière mais s'y met avec les projets de paysages d'eau, avec le projet de Flins, en en supprimant heureusement le circuit de formules 1, et en installant une série d'agriculteurs bio. On est là dans une logique de récupération d'espaces agricoles en lien direct avec la consommation urbaine. C'est un chantier tout à fait enthousiasmant. On a tous une ruralité ancienne et totalement frustrée, une intervenante ce matin a employé un mot très fort : J'ai fui la ville, et je suis devenu une rurale et je retrouve des espaces de sociabilité et de convivialité que je ne trouve

plus en ville.

Il est important de recréer ce lien. On a bien sûr les AMAPs qui sont un petit lien, mais il faut aller plus loin dans cette inscription du rural dans la ville.

J'en reviens à la remise en question de la centralité de la valeur travail, avec la remise en cause du temps de travail pour que cette ruralité ait une efficacité. Il faut qu'on travaille sur ce qu'André Gorz appelait *le temps autonome*, cette potentialité qui peut nous permettre d'ouvrir des espaces non seulement de convivialité sociale dans le cadre de notre environnement urbain, mais ce dépassement passe aussi par le temps libéré, offert par la marginalisation du temps de travail et cette réappropriation du temps personnel. ▲

Stéphane Peu : Que les communistes unitaires fassent ce travail aujourd'hui sur la problématique du logement est une bonne chose, parce que ce qui me frappe en tant que militant et responsable du logement depuis maintenant un certain nombre d'années, c'est le rapport inversement proportionnel entre la place que le logement occupe dans la tête des gens et l'absence de cette préoccupation dans les discours politiques d'une manière générale, dans les programmes et dans les campagnes électorales, dans les interventions des candidats aux dernières élections présidentielles. N'importe quel élu local vous dira que dans huit audiences sur dix avec un habitant, c'est pour un problème lié au logement. Les syndicats vous le disent également, même si ce n'est pas lié directement aux conditions de travail.

Or c'est une préoccupation première tout autant par la rareté que par la cherté du logement. Et c'est devenu aujourd'hui une des principales causes de la dégradation du pouvoir d'achat des familles modestes. Les chiffres de l'INSEE montrent qu'en une dizaine d'années, c'est assez bref, on est passé de 18% du budget consacrés au logement par les ménages moyens, locataires, propriétaires, à 25% aujourd'hui. C'est un chiffre national. Ramené à la Région Ile de France, on explose, avec très régulièrement 35%. Et ce poste ne cesse d'augmenter.

Deuxième remarque : c'est très difficile d'avoir des mobilisations sociales sur le logement, parce que, par définition, on entretient un rapport

individuel avec le logement. On a du mal à avoir des mobilisations collectives et à ne pas cloisonner les combats. Des mobilisations qui fassent que les gens ne se sentent pas culpabilisés ou qui n'opposent pas les uns aux autres. Il faut arriver à proposer des pistes de propositions qui rassemblent, qui soient collectives.

Troisième remarque. Je connais mieux la Région Ile de France et la crise du logement ne se traduit pas partout de la même manière. On a de grands problèmes urbains en Ile de France et dans les grands secteurs urbains, Rhône-Alpes, PACA et Pas-de-Calais, mais ce n'est pas le cas dans un certain nombre de villes moyennes de province où ce sont d'autres questions. Aujourd'hui la pénurie dramatique en Ile de France a pour conséquence de générer une économie de la pénurie, c.-à-d. du marché noir, qui fait la place à des spéculations et des abus en tous genres. Les marchands de sommeil y prospèrent comme jamais, parce que tout simplement pour louer un bien cher de qualité médiocre, il y a une file d'attente. Et cela génère des catastrophes. Le logement est considéré comme un bien de valorisation financière, de blanchiment d'argent. Pour certains, cela permet d'avoir des retours sur investissement en trois ans. Avec pour une ville comme Saint-Denis, pour des logements insalubres, des prix de loyer comparables à ceux de la Place du Trocadéro : alors qu'on est à un prix moyen de 25€ de loyer le m², on y a des loyers à 70€ le m².

A partir de là, quelles pourraient être les pistes et les propositions ? D'abord sur l'affirmation que l'écologie est par définition sociale, sans être un spécialiste, je peux dire que ce n'est pas vécu comme ça. Et justement, l'enjeu, c'est de faire reconnaître que l'écologie doit recouvrir le social. En tant que président d'un office HLM, à chaque fois que tombe un texte qui doit "verdir" le parc de logements que je gère, je vois que ça se traduit toujours par une équation financière qui repose sur le dos des locataires et qui se traduit par une augmentation des loyers. Derrière la performance énergétique, l'eau, tous les enjeux écologiques qu'il peut y avoir sur le logement, il y a une équation financière : il faut faire des travaux, investir, emprunter etc. Et, plus grave, le logement social est moins bien traité par le *Grenelle de l'environnement* que l'est le logement privé où vous avez du crédit d'impôt, des prêts à 0%,

alors que dans le logement social, ce n'est pas le cas. Et donc les prêts reposent sur une augmentation des loyers qui elle-même est gagée sur une économie énergétique, très hypothétique parce que non vérifiée pour l'instant, et quand elle se vérifie, c'est une économie de dépense unitaire et pas forcément financière parce qu'entre temps le prix de l'énergie a augmenté. Et pour les gens, ce qui compte, ce sont les chèques qu'ils font à la fin du mois pour leurs quittances.

Une de mes grandes préoccupations est donc comment on arrive à faire que les enjeux écologiques de l'habitat, dont on sait qu'il est un des grands responsables de CO² dans une ville comme Paris, soient à égalité avec l'enjeu social. Et ainsi faire participer les gens. On ne modifiera pas les comportements individuels et on ne responsabilisera pas les gens si, à chaque fois qu'on veut faire de la performance écologique, c'est vécu comme une charge, un inconvénient supplémentaire.

Dernière remarque. Je suis très inquiet sur le logement social. Il y a une volonté de spécialiser le logement social dans le logement des familles les plus en difficulté. Les loger est une nécessité. Mais comment faire que le logement social redevienne le logement populaire, c.-à-d. le logement du salariat, des jeunes ? Ce que dans la gauche française, on a porté tous très fort, avec 50 à 70% dans nos municipalités. Comment faire pour donner aux personnes âgées et aux retraités de la sécurité, de la pérennité ? Comment ça redevient le logement du bail à durée indéterminée ? Comment on en fait un immense secteur de l'économie sociale, un secteur public qui redonne à 80% de la population les moyens de faire un parcours résidentiel sur toute une vie, ou une partie de la vie. Et attention qu'en défendant le droit au logement opposable, le DALO, s'il n'est pas accompagné d'une grande ambition de reconstruction et de maîtrise des loyers, on spécialise un parc, de ce fait on spécialise davantage encore des territoires, on fabrique encore un peu plus de ségrégation territoriale et sociale.

Il faut produire, en fait, il faut un plan qui soit à peu près équivalent à ce que le gouvernement avait fait après l'appel de l'Abbé Pierre de l'hiver 54. A l'époque, il y avait eu un plan d'un million de logement. On peut a posteriori apporter des critiques à ce qui avait été fait, des logements conçus pour dix ans et donc

cinquante ans après assez médiocres. On peut aujourd'hui faire autrement, mais c'est une question de cet ordre-là qui est posée au pays actuellement. Comment un pays comme le nôtre peut supporter qu'encore cet hiver 2009-2010, 350 SDF soient morts dans la rue, alors que dans le même hiver en Allemagne, il y en a eu un ? Il est insupportable de voir comment ce pays est en régression sur des valeurs sur lesquelles il avait été précurseur. Le logement social faisait partie d'une histoire de notre pays, de l'histoire du mouvement ouvrier.

Donc un secteur public fort, le tiers secteur et le mouvement coopératif, une coopérative d'accès à la propriété sur Saint-Denis, c'est une bonne chose. Une grande banque publique pour financer cela. ▲

Philippe Stierlin : Je veux simplement donner l'éclairage de quelqu'un qui, à la fois, travaille en banlieue, à la Plaine que j'ai vue énormément muter en dix-quinze ans, et qui habite à Paris. Avec une expérience partagée avec François Longéras, sur des politiques concernant le logement, la culture - et d'ailleurs, petite anecdote, François est passé des Verts au PG et moi du PC aux communistes unitaires, et je me dis que nos parcours se sont croisés, mais que les problèmes sont toujours là puisque nous sommes au même endroit.

Je parlerai du lien entre travailler en banlieue et habiter Paris. Énormément de personnes sont dans ce cas. Il y a lieu de ne pas séparer le travail, la mobilité et son habitat. Souvent les discours politiques - même notre atelier finalement - traitent séparément ces questions, alors que les individus cherchent une cohérence d'ensemble.

Et je suis frappé de cette séparation qui est faite dans les têtes et physiquement entre des territoires comme, par exemple, le centre de Paris et la banlieue, avec ce périphérique qui géographiquement, physiquement sépare les choses. Il y a là un enjeu : nous avons besoin à Paris que la banlieue vive bien, vive mieux pour nous-mêmes être bien. Et l'inverse est vrai. La banlieue a également besoin de Paris. Je me souviens des premiers participants aux *Nuits blanches*, c'étaient des gens des banlieues. Et si je n'habitais que dans le centre de Paris, chez les bobos, qu'est-ce que je m'ennuierais ! On a

besoin de tout ce tissu-là.

Pourtant, je pars de mon expérience d' élu, on a des outils institutionnels qui séparent beaucoup trop les choses. Je prends un exemple : on a discuté souvent des plans locaux d'urbanisme : que fait-on dans le 19e, dans le 3e ? Je trouve que les PLU sont un bout de réponse mais contribuent à ces séparations. Ils ont souvent séparé des plans de l'habitat et des plans de déplacements urbains. Je parle pour Paris. Voilà des outils que se donne la ville pour tenter de voir ce qu'elle serait dans dix ou vingt ans, mais qui séparent les problèmes. C'est problématique, on a essayé de peser avec des outils, mais qui ne correspondaient pas tout à fait aux désirs de vivre mieux de l'ensemble d'une population. Et le seul élément un peu transverse à tout cela, ce sont effectivement les 25% de logements sociaux, parce que ça concernait aussi bien St-Denis, Nanterre, Neuilly, le 16e, le 3e etc. Ce n'était pas révolutionnaire, mais cela permettait que tout le monde s'inscrive dans ce même besoin de 25 à 30% de logements sociaux.

Nous étions donc allés dans les institutions, pour peser sur le cours des choses, mais en même temps avec des réponses qui étaient quand même à côté de la plaque. Je dis cela parce qu'il ne faut créer ni d'illusion sur les outils institutionnels, ni dire qu'il n'y a rien.

Pour préparer ce moment, j'ai cherché qui a écrit sur cette question et qui me parle bien. Et je me suis repenché sur Engels et *La question du logement* : 120 ans plus tôt, ce n'était pas très prospectif. Deux choses m'ont frappé, qui sont sous-estimées dans le discours politique.

La première, c'est la permanence, en 120 ans, du phénomène spéculatif. Terrible ! Alors, à l'époque, concentration des travailleurs dans les villes de Londres et de Paris, avec une surpopulation, une spéculation qui monte, des conditions terribles, etc. Complètement démontré, dans cet ouvrage, rien de neuf sous les cocotiers. Et Engels ajoute : y compris les classes moyennes sont touchées. C'est complètement en résonance avec ce qu'on a vécu dans Paris : les ventes à la découpe, où les fonds de pension rachètent des immeubles entiers et soit mettent les gens dehors, soit il faut racheter à un prix trois ou quatre fois plus élevé. C'est d'ailleurs là qu'on a vu des dentistes, des cardiologues qui, victimes des fonds de pension, se sont réveillés dans nos quartiers. Comment on se donne des outils

pour casser les reins à cette spéculation-là ?

Deuxième permanence, c'est la question du logement et de l'offre. Cela fait combien de temps que cela dure ? Cette tension ne s'explique pas seulement par l'absence de production, mais aussi par le phénomène spéculatif avec des logements vides. Il y a un manque dans la façon dont on décortique ce phénomène de spéculation, de sa permanence et de ses nouveautés, avec les fonds de pension. Je trouve qu'on est faible là-dessus.

La seconde chose qui m'a frappé, ce sont les mutations du logement sur vingt ans. Et il y en a de formidables : on ne dit plus seulement logement, on dit habitat. Il y a des appartements, des pavillons, des gens qui sont propriétaires. Il faut en discuter. Cela s'est fait sur la base des Trente glorieuses, d'autres le font encore avec des maisons de moins bonne qualité et s'endettent. Et le phénomène de fuir la ville, avec sa pollution, des rapports sociaux durs, d'une rare violence parfois. Comment tient-on un discours politique qui ne dise pas seulement : 25% de logements sociaux ? C'est une des mutations, on ne peut pas faire comme s'il n'y avait que des locataires. Comment parle-t-on à ceux qui sont propriétaires avec aussi des valeurs portées par la maison, d'enfermement chez soi, en cultivant son petit jardin et des trucs de sécurité dans tous les sens.

Autre mutation, c'est celle du bâti. Quand on abat des barres, il y a recherche d'un autre bâti. Quand Delanoë dit qu'on va faire de nouvelles tours, pas les mêmes qu'avant, il y a bien recherche d'un autre bâti. Quand Emmanuelle parle des formes alternatives d'habitat, c'est que le bâti, tel qu'on l'a conçu jusqu'à maintenant, mute, qu'il y a besoin de nouvelles formes.

Dernière mutation, la mutation énergétique, écologique et énergétique. Faut-il oui ou non que nous ayons des bâtiments conçus autrement sur le plan énergétique ? Oui ! Si on veut diviser par quatre les gaz à effet de serre d'ici 2050 alors que les bâtiments représentent 25% de l'émission de CO² et 45% de la consommation énergétique aujourd'hui. Si on n'attaque pas cette question là, nous n'y arriverons pas. Et quand on sait que même avec l'hypothèse la plus optimiste de construction, 75% des logements de 2050 sont déjà construits, l'enjeu énergétique est sur les bâtiments existants, publics, privés. La question

est : comment on donne les moyens à ceux qui en ont le plus besoin, c.-à-d. aux 8 millions de logements sinistrés thermiquement, et acoustiquement d'ailleurs aussi.

Quel discours politique on arrive à tenir et pas seulement d'en haut ? La question démocratique est déterminante, comme le disait François. Il nous faut une sorte d'urbanisme, de rurbanisme à visage humain qui fasse de la question écologique et sociale un moteur, pas seulement un invité, mais un moteur du développement. ▲



Makan Rafatdjou : Je trouve intéressant que la question du logement nous amène tout de suite sur la ville, de l'urbain, de la ruralité, de la métropole. Je regrette d'ailleurs le mot habitat, parce que c'est une dimension assez générique de poser la question. Lefebvre l'a bien expliqué il y a une trentaine d'année, le vocable même d'habitat, c'est une façon technocratique de penser des besoins génériques. Et l'une des critiques marxistes, c'est d'arrêter de penser l'homme de façon générique. Il y a des individus qui n'habitent pas de la même façon, il y a une façon culturelle d'habiter. C'est une question essentielle, tant pour le logement, que pour tous ses prolongements : école, mobilité, transports, activité, emploi etc.

Il s'agit donc de définir la question, qui paraît toute simple mais est assez complexe, tout particulièrement la question du logement social : quel est son statut, est-ce le logement qui a un statut social ou la personne qui, à un moment donné, demande une aide ? Si le logement social n'est pas le secteur résiduel qui

prend en compte tous ceux que le marché rejette mais est un secteur en soi d'économie publique, il a du coup un autre statut.

Je rappelle un débat qui, pour moi, n'est pas clos, celui de la gratuité. Si le logement est un bien commun, comme l'ensemble des biens communs, cela a un coût, mais cela n'a pas de prix. Comme l'éducation, comme la santé, on est dans une autre façon de penser les choses. La question que l'on rencontre aujourd'hui, c'est celle de la quantité et de la qualité. Je suis d'accord pour dire qu'aujourd'hui il faut produire, je n'ose pas utiliser le mot *masse* parce que quand on produit en masse, on ne produit pas de bonnes choses, et que je ne suis pas sûr qu'on puisse réduire le logement à un produit. Aujourd'hui il y a un secteur qui produit du logement. Même le secteur social en a produit, en son bon temps, on a innové dans le secteur social : les architectes ont innové pour les gens, pour le meilleur et pour le pire. Or, on sait que ceux qui viennent dans le logement social n'ont pas franchement le choix. Quand j'ai de l'argent, je choisis le nombre de pièces et l'endroit où j'habite. Ce n'est pas le cas pour le logement social, ce qui pose aussi la question de la sectorisation : au niveau de la commune ? de la métropole ?

Et il y a une vraie question sur l'injonction de l'écologie et de l'habitat. On a vu des promoteurs proposer des 4 pièces de 53m² pour réduire la consommation : 17m² qui font à la fois fonction de hall, de cuisine, de séjour et d'espace de distribution sur lequel donnent les trois chambres, plus la salle de bain, avec des chambres de moins de 9m², ce qui est légal mais est moins qu'une place de parking. Tout cela au nom d'une vision un peu écologique, en disant : Moins les gens ont d'espace, moins ils consomment. ,

Si on est dans l'optique d'un développement durable, le seul mot de *durable* est antinomique avec une logique de marché qui porte l'obsolescence comme son ombre. Le marché a besoin de l'obsolescence : personne dans cette logique n'a besoin de bâtiments qui vont durer cinquante ans et plus. Il y a aussi la façon dont on introduit la dimension écologique. On peut le faire par adjonction d'outils techniques, performants, mais qui peuvent être eux-mêmes frappés d'obsolescence dans quelque temps, avec des normes qui auront changé. On sait qu'il y a aujourd'hui des équipements qui sont performants, durables, écologiques

accoustiquement, etc., mais ça coûte plus cher. Combien veut-on investir pour quel type de logement ?

On a dit que le logement devient un bien de spéculation, pas seulement pour les fonds de pension à grande échelle, mais aussi pour les couches moyennes pour qui c'est un moyen de faire face à un moment d'insécurité financière, sociale forte, pour revendre le bien ultérieurement. Du coup, elles sont aussi moins regardantes sur la qualité.

Dernier point : comment combattre la spéculation ? Un des outils qui ramène à la question de la métropole, c'est la co-valorisation et le co-développement du territoire. Tant qu'on est dans la concurrence entre territoires, il y aura ces phénomènes de spéculation. Parce que dans une logique de marché, si vous améliorez une situation urbaine, programme d'aménagement, espaces publics, logements neufs, etc., vous augmentez la demande par rapport à un parc insuffisant, et celles et ceux qui n'ont pas les moyens sont exclus. A l'autre bout, il y a celles et ceux qui disent qu'en engageant des aménagements urbains, des valorisations, cela va faire fuir les populations défavorisées, qui essaient de combattre ça en ne faisant rien, et aboutissent à une dévalorisation sociale, à une dépréciation du bâti, etc, et du coup, celles et ceux qui le peuvent s'en vont. Donc il y a une sorte de ségrégation aux deux bouts. La seule façon de combattre ça, c'est la maîtrise publique, c'est qui paye, qui détermine les finalités, comment on le fait. Et là, on est confronté à une pénurie forte de l'argent public, entretenue. Aujourd'hui on a un projet métropolitain de Sarko fondé sur l'intervention du privé et la valorisation du territoire d'Ile de France pour et par le privé. Et si on est dans ces fameux pôles d'excellence, quel type d'habitat va sortir ? Quel type d'équipements, de services, de mobilité ? Pour quelles personnes, quel mode d'habiter. On ne compose pas avec ce projet. Comme pour les retraites, l'école, d'une certaine façon comme les Conti, aujourd'hui, il faut dire non à ce projet. Tout n'est pas encore joué, il y a encore une capacité de réponse.

Une remarque, le bouquin d'Engels commet une petite injustice parce que pompé à 80% sur un bouquin de Flora Tristan sur Londres deux ou trois ans auparavant, sauf qu'Engel fait une conceptualisation de la chose. Deuxième chose, les logements coopératifs avec parties

communes, etc. : idée des architectes soviétiques des années 20 qui n'a jamais été mise en oeuvre. Le dépassement des contradictions, ou de l'antagonisme, ville/campagne : dès les années 20, les urbanistes soviétiques disent que le dépassement, c'est de naturaliser la ville et d'urbaniser la nature.

Nous sommes des néo-urbains, ce n'est pas le cas d'autres pays européens, il y a une question à se poser sur la forme de la ville, de l'habitat, sur la façon dont les habitants veulent vivre, et cela nécessite que les élus et les experts y réfléchissent, mais surtout que les habitants soient associés à cette réflexion. ▲

Malika Boukhalfi : Sur la participation des habitants : c'est une question de démocratie que de les laisser s'impliquer dans ce qui est leur vie.

On n'a même pas parlé des personnes handicapées physiques. Dans certaines villes, la loi a été appliquée et les infrastructures permettent à ces personnes de vivre en tant qu'acteurs dans leur ville, puissent vivre tout simplement dans la ville. Ce n'est pas le cas dans d'autres localités.

Vous avez relevé l'augmentation des marchands de sommeil. Il y a à Paris des loyers de 1 500 à 2 000€ pour des logements dans un état d'insalubrité effroyable. Je pense qu'il n'y a pas de volonté réelle de ne pas alimenter ces réseaux-là, de loger ces personnes-là en priorité et pas dans des quartiers et des logements ghettos. Il y a des élus qui se refusent à les accueillir sur leur territoire, à les soutenir dans toutes leurs actions, pour qu'elles aient un logement.

Une réelle conscience collective et individuelle est nécessaire pour trouver des partenariats, pour une implication dans ces questions. ▲

Monique Dental : En tant que militante du réseau féministe *Ruptures*, j'ai été amenée à travailler sur la question du logement des femmes précaires et des femmes victimes de violences. Je suis assez d'accord avec les appréciations que vous avez portées sur les insuffisances du parc, etc. Mais je voulais évoquer un aspect qui me soucie beaucoup par rapport aux politiques publiques, dont la Loi

DALO ces dix dernières années, dont il faut dire qu'elles sont souvent le résultat de luttes. On se rend compte que ces mesures aboutissent en fait à une mise en concurrence des publics. Cette question me semble effectivement importante à traiter si on ne veut pas avoir une gestion technocratique, d'où la nécessité d'entendre les associations sur toutes ces questions, si on veut éviter de s'enfermer dans la gestion. Avec les associations, il faudrait entrer dans le détail pour examiner comment se font ces mises en concurrence. Un exemple : dans bien des cas les femmes victimes de violences devenaient prioritaires dans les commissions d'attribution. Avec la loi DALO, cette priorité n'est pas reprise. Il y a d'autres aspects : dans les commissions d'attribution, nous avons observé qu'il existe très fortement une méfiance sur le fait que loger une femme victime de violence, ce serait courir le risque de troubles dans l'immeuble du fait du conjoint violent ; au-delà de certains faits, il y a des fantasmes chez les habitants. Par ailleurs, certains, dans les commissions, sont parfois incapables de penser que ces femmes peuvent être tout à fait autonomes financièrement, qu'elles ont un salaire et peuvent payer un loyer.

Pour faire des propositions, il faudrait donc réfléchir avec les associations pour voir quels mécanismes adopter pour trouver des solutions et sortir d'une gestion technocratique que même en tant qu'élu on risque d'avoir. ▲

Alain Lacombe : Il faut bien voir comment cette société, dominée par la loi du marché, a évolué. Mon itinéraire, c'est parents auvergnats qui vont habiter à Paris. J'y passe mon enfance et ma jeunesse, après, j'ai habité à 500 m, à 3 km, à 15 km, et maintenant à 30 km. A chaque fois cela correspond à une évolution assez générale qui vise à créer la ségrégation sociale, c.-à-d. que les gens habitent en fonction de leurs revenus.

On a eu ce matin un échange sur la mixité sociale - au préalable, ce n'est pas parce qu'un mot est galvaudé qu'il ne veut rien dire et qu'il ne doit pas correspondre à un besoin -, la mixité sociale ce n'est pas seulement mettre à côté d'un logement social une copropriété ou un lotissement pavillonnaire. C'est aussi voir comment dans le logement social on ne met pas un surloyer soit pour que les gens partent

ailleurs soit pour qu'on leur pique un peu plus d'argent.

Le manque d'entretien des logements sociaux. Là où on a des offices publics d'HLM, cela se pose un peu différemment, mais dans les années soixante-dix quatre-vingt, on avait laissé les logements se dégrader pour favoriser aussi l'accession, parce que souvent on avait les mêmes intérêts derrière, ça rejoint la spéculation. Notamment dans la grande couronne, la construction à l'horizontale a été une catastrophe sur le plan de l'équilibre urbain, payée cher par les habitants et assez difficile à gérer.

Ensuite, je rejoins complètement ce qui a été dit sur l'intervention citoyenne. Construisons la politique du logement, et surtout la ville ensemble, y compris parce que toute l'histoire que j'ai évoquée a créé un certain nombre de réticences entre les habitants de différents lieux, ayant subi ces migrations. Par exemple, pour construire des HLM en grande couronne, il faut travailler longtemps avec les habitants avant d'y arriver, il faut se convaincre que c'est une nécessité, ce n'est pas toujours accepté. Penser la ville avec les habitants, c'est essentiel.

Il ne faut pas non plus négliger toutes les zones pavillonnaires et l'habitat individuel qui existent, qui sont le résultat d'une histoire. Mais il y a là aussi des choses à faire, y compris dans le domaine de l'environnement, on ne va pas les démolir, donc il faut y travailler, et parfois on y vit très mal.

Ensuite, en tant que communistes unitaires, il faut réfléchir à toutes les formes nouvelles d'appréhension du problème : par exemple, la question évoquée de la gratuité, liée à une série nouvelle d'approches à avoir au niveau de l'appropriation et intervention collectives, par le biais de crédits, de l'économie solidaire, des coopératives, d'AMAPs, tout ce qui émerge et qui, mis ensemble, doit permettre d'appréhender autrement, dans le cadre plus vaste d'un projet de société, la question du logement autrement que la gestion des difficultés d'aujourd'hui. ▲

Michel Mourereau : Je serai schématique. La question qui a émergé des surloyers me permet une introduction par rapport à ce qui a été dit

ce matin de la mixité sociale, un terme dont je me méfie comme du feu.

Je ne parlerai que de l'implication et de la démocratie, ce qu'on appelle la démocratie participative dont on a vidé le contenu, ne serait-ce que parce que les textes en application ont pour vocation de l'encadrer sévèrement. Nous sommes actuellement sur une rénovation dans une cité, avec une loi qui impose depuis une quinzaine d'année une consultation des habitants. Nous sommes confrontés à la possibilité de rencontrer les gens, au porte-à-porte, quand ils ouvrent, pour parvenir à avoir leur opinion, sur des délais extrêmement courts. Est-ce qu'on pourra réellement parler de participation ? Nous sommes dans un habitat que d'aucuns qualifieraient d'écologique, complètement isolé, avec le tout électrique, et qui correspond à la consommation énergétique moyenne de l'habitat en France, mais il reste les 20% d'habitants confrontés à leur note d'énergie et qui ne se chauffent pas ou avec des moyens extrêmement dangereux. Certains disent l'électricité, c'est le nucléaire, avec tout ce que ça implique. Or le gaz a augmenté de 15% et c'est nous, intermédiaires, qui sommes obligés d'endosser la responsabilité politique des modifications, avec y compris la sortie du tarif régulé. Il faut être sur le terrain pour expliquer ça aux gens.

Le deuxième aspect effleuré à l'instant, y compris à travers les violences faites aux femmes, ce sont les conditions d'attribution des logements. Le maire actuel de ma ville a évincé les associations au motif qu'elles ne sauraient tenir leur langue sur les attributions, autrement dit une violation de la confidentialité.

C'est-à-dire que la mise en oeuvre concrète sur le terrain par nous-mêmes, qui ne sommes que des intermédiaires à un petit niveau, nous fait endosser la responsabilité de ces questions. ▲

Emmanuelle Cosse : Juste quelques mots sur l'exigence écologique pour l'habitat et le coût de sortie sur le loyer. Si les loyers sont si chers, c'est aussi parce que l'État a baissé l'aide à la pierre. Il ne faut pas tout inverser. Il y a des exigences écologiques parce qu'on sait que, demain, cet habitat sera durable, plus adapté aux besoins des ménages. Même si le coût de l'énergie augmente, tout faire pour que les charges diminuent, même quand ce n'est que

de 30%, ça change tout pour les gens qui n'arrivent pas à payer ces charges et leur loyer.

Si, aujourd'hui, on a des coûts de sortie aussi élevés, c'est qu'on nous dit qu'il faut produire deux fois plus de logements. Il faut effectivement une production de masse et de qualité ; je ne suis pas productiviste, mais à l'échelle de l'Ile de France, il faudrait l'être un peu plus parce qu'on est dans une crise ahurissante. Mais, aussi dans l'optique de 2012, il va falloir mettre cela au-devant de la scène, c'est que l'État n'a jamais aussi peu fait dans la construction de logements. Il fait beaucoup pour le logement privé avec le système de défiscalisation, le Scellier qui produit du logement ultra-cher et vide, et à côté de cela on n'arrive pas à financer du logement social.

Au moment où on a une crise extrêmement dure et qui perdure en Ile de France et d'autres centres urbains, la politique publique n'a jamais été aussi inexistante. ▲

Stéphane Peu : Je partage l'idée que d'ici 2012, il faut absolument que sur cette question du logement, on soit capable de dire des choses simples, rassembleuses et capables d'être mises en oeuvre dans un contrat de gouvernement ou de mandature, et qui soient véritablement alternatives.

Il y a le retour dans le budget de l'État d'une part conséquente pour produire du logement moins cher. Il faut faire très attention aux mécanismes actuels qui visent à résumer les aides au logement aux aides personnalisées et à faire disparaître peu à peu les aides à la pierre, ce qui est en filigrane la mort du logement social, parce que, qu'on soit dans du logement social ou privé, on solvabilise les ménages par une aide personnelle, qui, en plus, est basée sur des critères d'une politique nataliste des années 50 - avec des déclencheurs du type aide au 3e enfant -. Donc il faut une grande politique de l'investissement dans le logement social et lui redonner son caractère populaire, au sens des gens qui n'ont que leur travail pour vivre, qu'ils aient un emploi ou pas, et on règlera le problème de la mixité sociale, pour faire simple.

Et en ce sens la bataille contre le surloyer est une bataille forte et difficile. Parce que, par exemple, sur le DALO, j'aimerais bien avoir une discussion rétrospective avec Augustin

Legrand. Sa mise en oeuvre est extrêmement problématique, il oppose les publics entre eux, et le surloyer est aujourd'hui justifié par la droite pour sortir du logement social des couches moyennes, mais aussi par un certain nombre d'organisations, comme le DAL par exemple, en raison de l'urgence. Il faut absolument arriver à mener des batailles fédératives.

Dernière chose. Il ne faut pas opposer environnement et social, mais on ne peut pas s'en tenir aux propositions du gouvernement, il faut que nous, nous bâtissions des propositions qui concilient les deux. qui ne soient pas un coût supplémentaire pour les locataires, ce n'est pas acceptable. ▲

Pierre Lucot : L'acte de construire, là c'est un architecte qui parle, n'est pas anodin, d'un point de vue écologique. L'importance de la réhabilitation du parc et de l'intervention sur du logement construit qui va durer sur une période longue me paraît prioritaire. Et dans ce que j'évoquais du temps libre et de la liberté du travail, dans le parc existant, François l'a rappelé, il y a non seulement des logements vacants, mais des espaces de travail vacants au coeur de Paris, qui peuvent être une cible prioritaire avec une politique de prévention en termes de réaménagement de bâtiments à haute capacité énergétique. ▲

François Longéras : Après vérification, sur la région parisienne, il y a effectivement 10% de logements vacants, en tenant compte des raisons pour lesquelles les logements sont vacants.

Le fond de l'affaire, c'est qu'on a peu de temps pour essayer de construire une mobilisation sociale sur le logement, ce qui est extrêmement compliqué parce que c'est dispersé et que les intérêts divergent ou qu'on n'arrive pas à les faire converger, parce qu'on a une espèce de sectorisation de la population, des catégories. La responsabilité politique est grande de construire ces convergences, dont une partie peut résider dans le fait de penser l'avenir et pas seulement de résister, penser l'alternative, y compris en termes de fonctionnement. J'ai évoqué tout à l'heure l'articulation nécessaire entre économie publique, service public et économie sociale du

logement, il faut y réfléchir, parce que ça permet de faire en sorte que les usagers s'approprient les choses. Ce ne sont pas toutefois des recettes miracles. ▲

Atelier
Travail : casser les territoires de relégation, réinventer le travail ?

Introductions

Sylvie Larue : Je trouve difficile de travailler le lien *territoire-inégalités-travail*. J'y vois un risque de traiter la question du travail uniquement à travers la question du chômage et de l'emploi. Il y a effectivement des territoires dévastés par le chômage, alors qu'ils ont été des territoires de développement important d'activités industrielles mais où se trouvent aujourd'hui des outils de travail obsolètes.

En même temps, 2009-2010 a été marquée par le fait que la question du travail commence à prendre de l'importance dans les combats sociaux. Mais il reste des zones d'ombres qui nous empêchent de prendre à bras le corps la question du travail :

- Lorsqu'on parle du travail de quoi parle-t-on exactement ? Qu'y-a-t-il comme *humanité* et *socialité* investie au travail au-delà d'une qualification officiellement reconnue?
- Quels rapport entre le *travail* et le *hors travail* ?
- Que doit recouvrir la *rémunération*. Le *poste* de travail ou la *personne et son parcours de vie* ? - Quelles conséquences pour la bataille des *retraites*?
- Comment se *réapproprier* le travail? Redevenir le sujet de son travail dans un *collectif*?

Je voudrais revenir à ma remarque du début. L'année a été marquée par deux exemples emblématiques de lutte par rapport à l'organisation du travail où les syndicats et les salariés montent au créneau sur la question des souffrances au travail et la prévention de ce qu'on appelle maintenant les risques psychosociaux.

France Télécom : 1ère grève nationale sur les souffrances au travail après la multiplication des suicides. La direction reconnaît sa responsabilité dans une organisation du travail qui conduit à ces suicides.

Pôle Emploi avec la fusion ANPE-ASSEDIC, deux services dont un est public. Après tout, pourquoi ne pas mettre dans un même service la gestion des services d'emploi et celle des allocations chômage, ce qui permet aux chômeurs de ne plus fréquenter qu'un seul lieu ?

Or, sur le terrain, ça se corse. La rencontre entre deux cultures professionnelles différentes ne se fait pas sans heurts. Le fait de confronter les salariés à de nouveaux actes professionnels quasiment sans formation les met dans l'incapacité de bien faire leur travail.

Le tout dans un contexte de crise où le nombre de chômeurs augmente, et donc le nombre de dossiers à traiter dans un temps de plus en plus court. Et l'on voit apparaître les premières tentatives de suicide.

Au nom de la rentabilité on élabore des schémas de réorganisation des services en niant tout une partie du travail et des compétences des salariés.

Être mieux en capacité de définir ce qu'est le travail, ce qu'il suppose d'investir comme humanité ou comme socialité au delà de la seule qualification reconnue, est-ce que cela ne nous aiderait pas à porter des batailles plus offensives ? En dépassant la seule question des souffrances et de l'emploi.

Autre enjeu de lutte qui a un lien direct avec le travail, la question des retraites.

Je m'interroge sur le débat sur la pénibilité : est-ce que revendiquer de pouvoir partir plus tôt parce qu'on souffre au travail, ça veut dire que si on ne souffre pas, on peut reculer l'âge légal de départ à la retraite? Est-ce que ça veut dire que l'on renonce à avoir un travail émancipateur en attendant l'eldorado de la retraite? ▲

Claire Villiers : J'ai essayé surtout de lister un certain nombre de points qui me semblent pouvoir être discutés parce que je pense que cette question du travail est à la fois une friche et a en même temps un pouvoir subversif profond.

Il faut toujours dire d'où on parle. Donc, mon expérience sur la question du travail, c'est comme agent de l'ANPE. Juste un petit point par rapport à ce que disait Sylvie. Ni l'ANPE, ni les ASSEDIC n'étaient des administrations, et c'est

très important. Par contre, l'ANPE était un service public et l'ANPE un organisme associatif paritaire qui avait une délégation de service public. Je le mentionne parce que les *deux cultures* de ces établissements nous donnent une idée de ce qu'on défend quand on défend des services publics. Ces deux cultures ne sont absolument pas les mêmes. Et il y a là une espèce de confrontation, de déflagration même. Et ça nous devrait amener à discuter : comment on travaille dans un service public, quelles sont les valeurs qu'on y développe, et comment on travaille dans un organisme paritaire, quelles sont les valeurs qu'on y développe ou pas, comment tout cela a été perverti. Et ça nous renverrait d'ailleurs à un excellent débat des années 1945, où le choix qui a été fait pour la Sécurité sociale n'est pas le choix des mutuelles - un homme ou une femme /une voix - mais des organisations. Par contre il a été refusé cette quatrième ou cinquième branche de la protection sociale qu'était l'assurance chômage.

Deuxième chose. Je parle de l'ANPE, de AC, puisque dans le mouvement des chômeurs quand il a pris, repris un peu de vigueur dans les années quatre vingt dix-douze-treize-quatorze, c'est l'endroit où on s'est remis à discuter du travail, ce qu'on ne faisait plus du tout dans les organisations syndicales, parce que, le dos au mur par rapport à l'emploi, on avait beaucoup régressé là-dessus. Mais toutes les organisations syndicales ne pensent pas la même chose, et cela sortait pas mal en creux ce matin, dans le mouvement ouvrier français, européen, planétaire, il y a toujours eu plusieurs cultures. Il me semble que dans la période politique dans laquelle on est aujourd'hui, il s'agit justement de se réinterroger chacun sur sa propre culture, sa tradition libertaire - je ne sais pas comment qualifier les autres -, je suis plutôt de la culture auto-gestionnaire, économie sociale etc. Ça me paraît extrêmement important. Donc dans le mouvement des chômeurs, on a énormément discuté de cette question du travail, sans d'ailleurs toujours trouver les chemins, il y avait des conflits et une violence très très forte, en partie parce que quand on ne trouve pas de boulot, quand plus personne ne veut de vous - c'est mon analyse - pour ne pas devenir fou, il vaut mieux dire " je ne veux plus travailler " que dire " personne ne veut de moi ". Et donc

là, on a une interrogation. Et mon expérience professionnelle de la mise au travail, y compris dans les conditions dégradées capitalistes de l'aliénation et de la soumission et aussi mon expérience dans le mouvement des chômeurs me font dire que le travail est une espèce d'objet politique et anthropologique, d'une profondeur absolument inégalée. Il s'y passe, y compris dans les conditions d'exploitation capitaliste, des choses qu'on ne retrouve nulle part ailleurs et qui sont effectivement structurantes des individus et des sociétés, puisqu'il s'agit ni plus ni moins de *construire les modes de l'échange* : échange de qualification, échange d'action, échange de production etc. Et donc si on ne peut pas se construire individuellement et collectivement, en passant par pertes et profits cette question du travail - je ne parle pas là du salariat, bien évidemment, le salariat est une des formes de la mise en oeuvre du travail -, si c'est vraiment structurant des individus et des sociétés, évidemment reprendre la main sur le travail, sur sa finalité, sur la manière dont on l'organise, donc sur les questions de la propriété, etc., peut avoir une capacité subversive extrêmement importante.

Et alors que dans les années cinquante-soixante on discutait très peu finalement des questions de territoires, de l'urbain, de l'associatif, parce que la hiérarchisation des forces sociales était : le parti, en-dessous le syndicat et en-dessous l'associatif, quand - je le dis à la serpe - il s'est avéré qu'il était extrêmement difficile de remporter des victoires sur la question de l'emploi et de reprendre la main sur le travail, c'est comme s'il y avait eu une espèce de mouvement de balancier, où finalement, on avait renversé l'ordre des priorités et donc on s'intéressait plutôt à l'urbain. Et c'est dommage que Patrick Braouezec ne soit pas là parce que ce qu'il a dit ce matin du conflit de classes qui a débordé de l'entreprise où il était confiné, me paraît extrêmement faux : il n'y a jamais eu de conflit de classes seulement dans l'entreprise, le capital s'est toujours évertué à se valoriser dans des formes extrêmement différentes dans l'ensemble des secteurs de la société que ce soit la culture, que ce soit le travail, que ce soit l'urbain, que ce soient les transports, etc. Mais par contre, ce qui a changé, je crois, c'est une espèce de regard et aujourd'hui ce qui apparaît pour beaucoup de gens,- cela revient

depuis trois-quatre ans - c'est qu'on ne peut rien faire sur cette question du travail et donc intéressons-nous à autre chose.

Ce matin on disait qu'il fallait contester complètement cette mixité sociale, mais quand on envoie les riches habiter chez les pauvres, les pauvres habiter chez les riches, ça s'appelle de la paupérisation, et pas du tout de la mixité sociale. Ce qu'il faut par contre discuter, c'est la *mixité des activités* dans les lieux de vie. La mixité des activités au sein de ce qui fait la diversité d'un territoire mais ce qui fait aussi la diversité des entrées des individus et des collectifs dans ce que j'ai appelé tout à l'heure l'échange. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, dans nos quartiers populaires avec des taux de chômage extrêmement importants - je vais être caricaturale, mais c'est pour essayer d'aller vite - je ne sais pas si le plus grave c'est que les pauvres habitent entre eux ou si c'est que les pauvres n'ont plus l'occasion de sortir de là pour aller faire autre chose ailleurs, ou faire autre chose au même endroit, mais en tout cas dans des normes qui ne sont pas les mêmes normes : les normes de l'activité de travail et les normes de l'activité de loisirs ou de l'habitation ne sont absolument pas les mêmes et ne construisent pas les individus de la même manière. Et c'est, à mon avis, ce qu'il faudrait qu'on discute. Aujourd'hui, vous ne trouvez quasiment nulle part la bataille contre le chômage ou pour le plein emploi, un plein emploi de qualité, en tête d'un tract, c'est comme si on avait abandonné totalement cette question. Et je pense profondément qu'on ne pourra refaire projet de société, projet de vivre ensemble si on n'est pas capable de mélanger ce qui se passe dans les territoires du point de vue de la diversité de leurs fonctions et donc de la manière dont on s'y inscrit, les unes et les autres, les uns et les autres. Ce qui veut dire que dans des métropoles comme celle dans laquelle nous sommes, en Ile de France, avec le jeu des migrations-alternances, ce qui est totalement brisé, c'est *une forme d'unité de la vie* : on travaille à un bout de l'Ile de France, on habite à un autre et il n'y a plus aucune unité, ni spatiale, ni territoriale, ni d'une certaine manière de projet puisque j'ai dit que tout cela avait explosé en vol. Et donc la question qui nous est posée, c'est comment reconstruire de l'unité, de l'unité par rapport à l'explosion des différents statuts par rapport au travail, mais également de l'unité par rapport à un projet. Ce qui, évidemment s'apparente à

reconstruire de la conscience, de la conscience de classe.

Juste une parenthèse par rapport à ça, il a été question ce matin d'inclus-exclus, je vous rappelle que ça a surgi dans le débat public dans les années 1980, je me rappelle très bien la une de *Libération*, c'est Montand qui portait ça d'ailleurs comme un révisonniste profond, appuyé sur Touraine, etc., c.-à-d. les mêmes qui après ont défendu le plan Juppé et qui se trouvaient par ailleurs être à la direction de la CFDT et qui disaient " Vive la crise ". C'est-à-dire que cette histoire des inclus et des exclus a été une tentative de faire passer les frontières de classe ailleurs : il y a d'un côté les inclus, ça va du PDG à l'OS, et après c'est les exclus. Alors quand on est caissière à Carrefour deux heures par jour, on est inclus, on est exclus ? On ne sait pas, ça a contribué à embrouiller d'une manière extrêmement importante la question des classes.

Et donc reconstruire de l'unité, ça suppose d'en reconstruire entre la diversité des fonctions des territoires, entre le travail et le hors-travail et ça suppose de reconstruire des lieux où cette unité peut se vivre. Je serais assez intéressée par des expérimentations de type bourses du travail non pas pour copier le passé, mais parce qu'avoir des endroits où on est justement capable, sur des bases de classe, de mettre en oeuvre la diversité des manières dont on existe, c'est-à-dire à la fois ce qui a trait au travail, ce qui a trait à la culture, ce qui a trait à l'entraide, à la formation, etc., serait à mon avis extrêmement important.

Autre parenthèse, j'ai vécu longtemps dans la CFDT dans les bonnes années, puis les mauvaises années, mais les organisations syndicales françaises avaient pour particularité d'avoir un *interprofessionnel* assez fort, dont on a beaucoup dit qu'il avait régressé, voire disparu quand les militants se sont recentrés sur l'entreprise, parce qu'il y avait le chômage, qu'il n'y avait plus assez de militants, etc. C'est en partie vrai factuellement, c'est en partie faux. C'est-à-dire que - je l'ai bien vu dans la CFDT- l'interprofessionnel non seulement a régressé mais il a été combattu quand la CFDT a décidé qu'elle n'avait plus de projet de transformation de la société. Parce que l'interprofessionnel, ça veut dire qu'on construit la transversalité, qu'on construit des lieux de construction de l'échange, et cela ça a une vraie capacité subversive.

Pour terminer, je dirai que pour être au coeur, au coeur de la ville, au coeur de la production, ça n'est possible que si on est capable de reprendre la main avec une conception unifiée de notre intervention politique. Quand je dis politique ce n'est évidemment pas des organisations politiques, mais une intervention de toutes les forces sociales, avec une dimension politique et dans laquelle le travail sera un point absolument essentiel. Au niveau de la Région d'Île de France, j'ai découvert que dans cette collectivité territoriale on ne connaissait que des habitants - il y a p.ê des camarades élus municipaux qui me démentiront -, mais en tout cas au niveau de la Région, on ne travaille pas, en tout cas ça n'a pas un contenu politique ! Et comment imaginer des transformations radicales de la société, si on ne veut pas s'en prendre au lieu qui est à la fois le lieu de l'échange, où on produit, où on se produit soi-même, et on produit aussi de la valeur, de la plus-value etc. Et donc je trouve qu'il faudrait que nous tirions le fil jusqu'au bout, en reprenant les questions de la propriété, de stratégies d'auto-organisation, de mise en coopérative, de reprise d'activité, mais pas comme des bulles pour échapper à l'exploitation capitaliste, mais comme des leviers pour tenter - et réussir - de prendre pied pour renverser les priorités.

Et puis il y a autre chose : ce qui donne de la légitimité politique, c'est le suffrage universel, qui est organisé sur une base d'habitat, c'est-à-dire que c'est son adresse d'habitat qui dit où on vote. Est-ce qu'il serait si idiot d'imaginer que par exemple dans une ville, dans un conseil municipal, il y ait deux collèges, un collège des gens qui habitent la ville et un collège des gens qui travaillent dans la ville et qu'il puisse donc y avoir de la construction de légitimité politique d'un double exercice, ce qui serait une manière de rendre plus concret, plus en prise sur le réel ce fameux universalisme républicain qui est un certain nombre de fois totalement suspendu en l'air, voire interclassiste, ce qui en fait quelque chose à la limite de dangereux. ▲

Christine Castejon : Avant d'aborder cette question travail-territoire, cela suppose de passer par une réponse à la question sur ce qu'est le travail.

Je suis analyste du travail. Peut-être un exemple qui peut nous aider à comprendre

comment je prends cette question. Dans l'une des interventions que j'ai faites, il n'y a pas très longtemps, dans un journal, je regardais travailler les maquettistes chargés de la mise en page avant relecture, et ils la font au millimètre près. Par exemple, ce petit dépassement, là, sur le journal, qu'on ne remarque même pas, est là exprès, il n'est pas dû au hasard. Un maquettiste calculait au millimètre près où il fallait placer le haut de la page, de la phrase. J'ai discuté ensuite avec lui de son boulot. Il me disait à quel point il était choqué : la nouvelle direction du canard - ce sont des financiers, ce ne sont plus des journalistes - me disent : Ne t'occupe pas de ça parce que le lecteur ne s'en rend pas compte. C'est terrifiant pour un maquettiste, parce que de cela précisément dépend l'impression que vous avez ensuite du canard, l'envie d'y revenir, de lire tel ou tel aspect du journal. En gros, vous dites à un maquettiste de ne pas faire son boulot. Et c'est plus simple, ensuite, quand on veut supprimer des postes, s'il n'y a plus de boulot. On nie la personne dans son travail, pour aboutir au résultat visible. Le travail, dans ces conditions-là, pour reprendre le titre d'un article que je suis en train de rédiger, est *encombrant* dans le système capitaliste. On ne veut pas du travail dans ce sens-là. C'est ce que l'on dit des gens qui ont trop de qualités, il y a surqualité, on en fait trop, il faut juste en faire assez, en l'occurrence pour vendre le canard, mais pas trop pour ne pas perdre de temps, y mettre trop de moyens ou de postes.

Il y a trois ans, je n'aurai pas tenu ce discours-là. Aujourd'hui, on commence à discuter beaucoup de ce que les ergologues, les analystes et les psychologues du travail ont mis des années à mettre à jour, aujourd'hui cela commence à diffuser. Je suis donc dans cette définition-là du travail.

Les questions du territoire, du coup. Je considère que si on avait la place, partout, dans tous les métiers, dans toutes nos activités de travail, cela dépasse même la question du métier, si, donc, on avait la place de faire réellement son travail, de s'y investir, travail dans le sens que je définissais à l'instant, on serait obligé, partout où l'on est, de réaliser que personne ne fait son métier de façon impersonnelle par rapport au territoire dans lequel il est. Être enseignant en Seine-Saint-

Denis, c'est le même métier qu'ailleurs, ce n'est pas nécessairement le même travail. Être contrôleur SNCF en Seine-Saint-Denis, ce n'est pas le même travail qu'ailleurs. Être élu n'est pas un métier mais c'est un travail, et le problème est le même. On pourrait prendre toutes les activités de travail sur les territoires, on serait amené à constater qu'on ne peut pas réfléchir de façon impersonnelle sur le métier. Dans le travail, il y a une dimension transpersonnelle, mais qui ne peut suffire pour savoir ce qu'on a à faire en situation.

Si, donc, on avait cet espace-là dans le travail, on aurait les moyens, ce serait un des moyens de réfléchir d'une façon différente à nos territoires et à notre vie.

Et je le dis dans l'autre sens, je prends le lien dans l'autre sens. On a un taux de chômage très élevé en Seine-Saint-Denis, or c'est sans doute l'endroit d'Ile de France où l'on travaille le plus. Partout où il y a un taux de chômage élevé, dans cette définition du travail, on travaille énormément. On est tout le temps en train d'essayer de tisser le lien, particulièrement pour les chômeurs mais pas seulement, qui va nous permettre de parcourir le chemin. Quand on a un travail difficile, on y met encore plus de soi, par exemple comme enseignant, que dans un territoire où la relation est plus facile, où les parents mettent plus d'attention à la participation. Il y a un endroit où le travail est nécessaire et de fait présent avec une énergie débordante, c'est forcément dans les territoires qu'on appelle *de relégation*.

Le problème, c'est qu'en fait, c'est de l'énergie qu'on dépense, qu'on fait dépenser en pure perte. C'est le tonneau des Danaïdes, parce que, comme on nous pique tout de tous les côtés, il faut prendre sur soi et, du coup, on est de plus en plus isolé, c'est de plus en plus difficile de travailler de façon collective. On nous demande une *surcompensation* qui existe maintenant partout dans les entreprises, parce que le management n'aide pas, ça tire de tous les côtés, on supprime des postes. Et dans les territoires où c'est plus difficile, on est encore plus dans un système de surcompensation. Comment penser, dans ces conditions, que les gens aient le temps de penser à la culture, aux réunions, à la politique. Je ne comprends pas qu'on ne fasse pas le lien entre l'énergie que demande le travail tel qu'il est aujourd'hui quel

que soit le type de situation et la difficulté de réunir les gens, et le niveau d'abstention, il y a un lien, me semble-t-il, même si ce n'est pas si direct que ça.

Il y a beaucoup à réfléchir sur cette énergie à dépenser, qui est une énergie de résistance. On essaie de faire son boulot, on essaie de rester en vie, on essaie de garder le lien.

Ce qu'on aurait besoin de faire, pour ne pas rester sur la déploration, c'est de dire, de clamer, que la production de la société, ce sont les gens qui travaillent, qui produisent la société. C'est de notre côté, c'est du côté de cet invisible que se trouve la véritable légitimité. C'est pour cela que j'ai un problème avec la question du savoir, parce qu'il y a un débat de *légitimité* dans les entreprises aujourd'hui et on a à mettre en avant à quel point la légitimité se trouve du côté de ceux à qui aujourd'hui on fait perdre leur temps, leur énergie, leur vitalité, mais qui le font parce que, de fait, ils sont dans la construction de la société. Et j'ai toujours beaucoup de plaisir à faire l'exercice, là où j'habite, en Seine-Saint-Denis, tout le monde le fait autour de moi, comme j'ai la chance d'avoir un salaire qui me permet de payer la carte Navigo, je fais toujours passer un, deux, trois personnes de tous âges qui me demandent de passer avec ma carte Navigo, et dans ma ville, tout le monde fait ça. Je considère que ça a à voir avec le travail, c'est un travail de mise en lien. ▲



La discussion

Gilles Boitte : Un aparté d'abord. Je suis sensible à l'exemple donné par Christine, je travaille dans l'imprimerie. On dit, parmi les musiciens, qu'un trompettiste est bon quand on ne voit plus trace du travail qui a été nécessaire pour jouer le morceau, mais c'est vrai pour n'importe quelle sorte de travail : le travail est bien fait quand on n'arrive plus à deviner la somme d'expériences et d'échanges qu'il faut pour arriver à ce niveau de savoir-faire et d'expertise. Ça rend les choses très difficiles. Et qui sait ce qu'il y a dans le travail, quand il est fait comme ça ? Les collègues, et pas le management, surtout pas le management financier. Ils n'ont, eux, aucune idée de ce qui est nécessaire pour y parvenir. Ça rend les choses un peu délicates, et encore plus quand les possédants font leur travail, on ne voit plus non plus l'idéologie dominante qu'ils ont produites.

Je dis ça parce que Sylvie commençait en disant qu'on n'a pas l'habitude de relier travail et territoire, on le relie plutôt à emploi et chômage. J'aspire, moi, à des réunions où on ne reliera le travail à rien d'autre qu'à lui-même et à l'humain. Parce qu'il n'est pas besoin de le relier à des choses extérieures, il faut en discuter pour lui-même. Il se passe des choses dramatiques.

Je vais reprendre l'exemple de ce matin sur la fiche sur laquelle un collégien indique quel est le métier de ses parents. Il y a plein d'enfants qui ne peuvent plus dire ce que font leurs parents. Parce que ce que font leurs parents n'est pas vraiment un métier, plein de trucs mais qui ne correspondent pas vraiment à un métier et parce qu'ils ont parfois un emploi qu'ils ne peuvent même pas expliquer à leurs enfants. Quand son métier, c'est d'escroquer les gens sous l'appellation conseiller clientèle,

on ne peut pas l'expliquer à son même, on ne va pas le dégoûter de travailler. Quand on change d'emploi très souvent, avec des périodes d'inactivité, ça ne veut pas dire grand chose, l'emploi. En plus, on est dans une période de remodelage industriel et des grands groupes, où même le nom du groupe où travaille le père ou la mère ne veut plus rien dire. Donc là, il y a une *perte de repères* autour du travail.

Sur le lien entre travail et territoire. Discutons d'abord du travail pour lui-même, son contenu et l'organisation du travail qui est mise en oeuvre. Les organisations du travail ont profondément changé dans le cadre de la contre-révolution après 68, dans les années soixante-dix, quatre-vingt. Aujourd'hui rares sont les postes où l'on peut faire son travail de bout en bout, on en fait une toute petite partie, une tâche qui a été souvent extrêmement simplifiée et dont la considération a été énormément rabaissée, et on ne voit pas le produit final. Dans l'imprimerie, on a une chance extraordinaire, on peut aller de la copie remise plus ou moins bien au produit fini. Mais il y a plein d'endroits où on ne voit plus ce travail soit parce que virtuel, soit parce qu'on en voit une partie toute petite. Donc il y a des questions autour de l'organisation du travail.

Il y a des questions sur la structure des entreprises. La grande boîte où il y a tout, la principale, c'est la métallurgie, il y a un menuisier, parce qu'on en a besoin etc. , tout cela est fini, on est revenu sur le coeur du métier. On a soigneusement dégraissé partout, on est passé en flux tendu, donc il n'y a plus besoin de magasinier, on ne fait plus que le coeur du métier, tout le reste est sous-traité. Ça a profondément changé nos entreprises, la sous-traitance a permis de multiplier le nombre d'entreprises, avec des *rappports marchands* qui se sont substitués à de *vrais rapports de travail* où on allait voir l'atelier d'à côté, il y avait un débat possible quand des pièces étaient mal faites. Aujourd'hui les collectifs de travail n'ont plus accès à cet échange. Et avec cette *sous-traitance*, il y a un lien avec l'*aménagement du territoire* : ce sont des endroits qu'on a spécialisés sur un site d'opération, il y a des cas où c'est à peu près justifié, par exemple à côté de Saint-Etienne où

dans une vallée le film plastique a remplacé le textile, mais quand on produit deux-tiers du cochon mangé en France dans une seule région, il faudra m'expliquer pourquoi le cochon s'élèverait mieux en Bretagne alors qu'on en mange partout en France. Le choix de la route plutôt que du rail est lui aussi parfaitement lié au système de sous-traitance et au flux tendu : on peut faire ça en transportant les marchandises par voie routière, on n'aurait pas pu le faire en favorisant le rail. Par exemple, une grosse boîte de Seine-Saint-Denis, Citroën-Aulnay, est en stock zéro sur un tas de consommables. Ça se traduit par le fait qu'il y a des camions-remorques sur le parking qui attendent le moment où l'ordre va tomber. Et on livre, de régions très différentes, des pièces détachées, du film plastique, de tout, alors que l'usine a un magasin complètement vide.

Donc avec une organisation du travail différente, on a aussi éclaté les territoires, dans un contexte très clair de la représentation dans les collectivités locales où les habitants sont pris en compte, mais pas les travailleurs. Avec un deuxième étage à la fusée, c'est que quand on est hors circuit de toute décision au travail, alors que c'est une activité qui prend beaucoup de temps et qui est la première activité d'échange à laquelle on aspire tous, comment peut-on penser qu'étant dans cette situation au travail, on va s'investir dans la cité, cela va être aussi par compensation, si on est militant, mais le citoyen lambda, s'il n'a pas voix au chapitre, il n'y a aucune raison qu'il puisse imaginer avoir voix au chapitre sur le lieu où il habite. ▲

Moustapha Gueye : Je me trompe peut-être, j'ai relevé dans l'intervention de Gilles un point qui me pose problème : on doit considérer le travail en tant que tel, comme une totalité, et ne pas faire le lien au-delà. Mais quand on parle, on oublie que le travail c'est aussi le hors-travail. Il y a d'autres activités humaines qui ne sont pas seulement que le travail. Je suis d'accord aussi pour dire qu'il y a unicité des activités humaines. Donc il faut sortir du travail. Parce ça permet cet aspect militant que tu viens d'évoquer, ça permet à cet individu qui n'a pas les yeux rivés sur le travail, qui n'a pas la tête seulement dans le travail de pouvoir penser à autre chose.

Je reviens à quelque chose qui est fondamental dans les activités des entreprises aujourd'hui et

surtout des sociétés financières. Souvent on demande aux travailleurs dans ces sociétés-là de faire du résultat. : ce qui est important, c'est la *fonction objectif*. et l'objectif fondamental est lié au *facteur résultat*. Et tous les jours on leur martelle ça, c'est lié à la division du travail qui est liée à la *concurrence*, à la compétitivité d'une manière générale. On met en cause l'individu à partir du moment où il n'arrive pas à faire du résultat. Ma femme, qui est déléguée syndicale, est amenée à défendre des travailleurs dans cette situation, un nombre pléthorique de travailleurs sont ainsi mis en cause. Non pas parce qu'ils ne le veulent pas, mais parce qu'ils sont confrontés à des problèmes, notamment de santé, qui font qu'ils ne peuvent pas être *performants*. On enferme effectivement le travail dans une bulle. Il faut s'attaquer à la division du travail, aux formes de concurrence, et mettre l'accent sur la solidarité, les formes de coopération entre travailleurs, la reconnaissance mutuelle.

Deuxième élément. Il faut élargir le champ du travail. Le contexte d'aujourd'hui nous permet d'aller dans ce sens-là, la question des retraités. Les retraités, qui sont des travailleurs, à mon avis, des salariés en dehors du marché du travail, font un travail social, un travail utile, pas au sens étroit du terme, mais utile socialement. ▲

Pierre Zarka : Je voulais abonder dans le sens de ce qu'a dit Claire sur l'unité de la personne humaine. Souvent on confond *travail et emploi*, ce n'est pas la même chose ou alors il faut s'interroger sur ce qu'est le travail et ce qu'il concentre. On dit souvent que le travail est producteur de société, c'est incontestable, mais un accouchement aussi et c'est rémunéré en fonction de la qualification, je veux dire par là qu'il y a déjà implicitement des conquêtes sociales qui ne sont pas que des conquêtes sociales, mais des éléments dont nous ne percevons pas nécessairement la portée révolutionnaire, ce qui est la manière d'aborder la personne. La littérature managériale et les conducteurs d'entretiens d'embauche eux-mêmes le disent : c'est *l'individu dans sa totalité* qui est réquisitionné, ce n'est pas simplement l'équivalent de son diplôme, il y a ce qu'il acquiert hors diplôme et hors travail. Je vais prendre quelques exemples que j'ai personnellement cotoyés ou perçus quand j'étais à *l'Humanité*.

Un exemple que je trouve remarquable : la direction d'Air France avait fait une étude sur la rentabilité de son personnel et avait dégagé un rendement supérieur chez les syndicalistes en concluant que les syndicalistes et les militants d'une manière générale étant habitués à l'adversité, ils perdaient moins de temps qu'en ayant recours à la hiérarchie quand ils étaient devant un problème de dysfonctionnement : l'activité syndicale est productrice de qualité de travail. D'autres études ou expériences ont été faites, notamment à EDF, sur la réactivité du personnel, c'était dans la sécurité nucléaire - je ne propose pas d'ouvrir le débat sur le nucléaire à cette heure -, entre le mois d'octobre où on rentre de vacances et le mois de mai où on est à la veille de partir en vacances, il n'y avait pas photo : si je puis dire payer les gens à ne rien faire participe à la qualité du travail. La fille qui s'occupe de l'accueil à l'hôpital de Saint-Denis a l'habitude d'avoir devant elle 80 nationalités, des gens sans papiers, des gens qui ne sont pas à la Sécurité, des gens qui ne parlent pas français, seulement ce sont ses voisins, ses enfants vont à l'école avec les enfants de ces gens, elle n'aurait pas cette pratique sociale, elle ne ferait pas le travail de la même manière.

Et donc je trouve qu'on serait beaucoup plus fort si on reportait la concentration de nos efforts sur la *qualification*. Je ne sais pas si tout est travail, je ne le pense pas, c'est pour cela que je préfère la notion d'*activité humaine*, le travail a une spécificité qu'il ne faut pas masquer dans son organisation.

On a eu une réunion à l'OMOS, il y a quelques temps à propos de la retraite, la retraite c'est la rémunération de l'activité passée ou c'est la rémunération de l'activité présente ? Ce n'est pas la même chose et on n'a pas le même niveau d'exigence, en fonction de la réponse. Je ne suis pas sur le minimum garanti, mais je suis sur l'exigence de respecter la qualification des individus, qui peut évoluer, y compris pendant la retraite, mais faire en sorte que la société s'impose de garantir tout le parcours de vie à partir de la qualification.

Je termine par là où j'avais commencé : le travail, ce n'est pas la même chose que l'emploi. Cela permet d'être plus fort sur la question de l'emploi, si on prend en compte que la production de richesses, ce sont tous les moments passés dans la société, et que

l'emploi, c'est le moment de cristallisation de tous ces mouvements. Non seulement la société peut payer, mais on se rend compte que des activités hors travail participent à un accroissement phénoménal de la productivité, ce qui permettrait de passer moins de temps dans l'entreprise, donc de pouvoir être plus nombreux dans l'entreprise, là c'est la défense de l'emploi. ▲

Tarek Ben Hiba : Moi, je voudrais vous poser une question par rapport au thème d'aujourd'hui : quel est le rapport entre ce que vous êtes en train de dire - et qui est intéressant - et notre problématique *casser les territoires de relégation et réinventer le travail* ? Je ne vois pas le lien direct. J'ai les chiffres : 42% de chômage dans les ZUS, c'est dans le joli journal de la *Maison des Tilleurs* de Blanc-Mesnil que je vous recommande. Quel est le lien entre ce qu'on dit et le fait qu'on est dans des territoires relégués, où il ne fait pas bon d'habiter parce qu'on a moitié moins de chances quand on est jeune d'avoir un boulot, etc. ?

J'ai des difficultés structurelles à comprendre. Je suis contrôleur des impôts par accident, je n'aime pas mon travail. Ça fait 21 ans que je suis censé travailler, j'ai été syndicaliste, élu, je n'ai jamais accroché. Notre travail est mécanique : à partir du moment où l'État a commencé à changer, à se libéraliser de plus en plus, on a vu quasi mécaniquement notre boulot changer, avec la chute des effectifs. La mécanisation, c'est très sympa de faire sa déclaration d'impôt par Internet, je ne suis pas contre dans l'absolu mais l'objectif, c'est de réduire de moitié les effectifs, et les gens sont sur-stressés, il y aurait même des cas de suicides aux Impôts, on est en train d'enquêter.

Et sur tout ça, je ne vois pas le rapport, parce qu'il faut bien qu'il y en ait un.

Claire parlait du rôle des syndicats. Les Unions locales, alors que ce sont les seules qui pourraient parler du travail et de la relégation dans ces territoires, font autre chose, elles sont sur l'emploi, très bien, mais porter avec les gens ces questions, non.

Comment *non pas trouver des solutions, mais quelles problématiques poser* ? Les territoires relégués ressemblent de plus en plus aux territoires que j'ai connus quand j'étais jeune en

Tunisie : le secteur informel - j'étais costaud là-dessus - réapparaît, joue un rôle extraordinaire, pas seulement la drogue, mais les vendeurs de tout. Faut-il structurer ce secteur-là ? On dit qu'un des problèmes a été la disparition des services publics, nos revendications là-dessus sont très généralistes, elles ne sont pas concrètes, sur le nombre de bureau de postes, d'écoles, de perception. Il y a des luttes locales, c'est vrai, mais on n'arrive pas à les relier pour que ça ait du sens. C'est ma question : quel lien de tout ça avec la nature du travail et sur la nécessité de casser la ségrégation. Ou alors on va tout droit vers des territoires libérés, mais c'est un autre débat. ▲

Bernard Calabuig : Des questions, parce que j'ai trouvé très éclairant l'exemple pris par Pierre pour mieux cerner travail et hors travail, la différence entre emploi et travail. L'emploi, c'est ce que la société décide de rémunérer à un moment donné, c'est le marché. Il faut changer les termes de travail et hors-travail, il faut parler *hors-emploi*. Si on veut pousser jusqu'au bout cette réflexion où tu dis toi-même qu'on n'est pas au niveau, y compris dans ce que l'on dit nous, *travail hors-travail*, on ne fait pas cette différence-là, on n'est pas dans cette distinction entre l'emploi et le travail tel que vous en avez parlé. ▲

Mael Goepfert : Dans *casser les territoires de relégations*, il y a la dimension assez importante de *territoire* à prendre en compte.

Dans l'organisation du travail telle qu'elle est, on demande au travailleur d'être mobile. Et à l'inverse, il devient de plus en plus mobile, itinérant et dès qu'il se retrouve avec une rupture familiale qui va le précariser - précarité logement et ainsi de suite -, il va être en *errance*, hébergé à droite et à gauche. Ça interroge complètement la notion de territoire. Dans les territoires dits de relégation, les personnes qui sont maintenant dites en errance, qui vont changer de territoire, d'hébergement, ou qui vont passer plus de temps dans les transports que sur les lieux de travail, cela interroge les politiques de la ville, ça interroge notre travail militant.

Pourquoi? Parce que dès qu'est prise en compte cette question de l'errance, chaque collectivité qui pourrait la prendre en charge, en créant par

exemple un fond d'aide sociale un peu ambitieux pour les jeunes en errance, se dit que si elle le fait, elle va faire appel d'air. Et, finalement, les collectivités territoriale ne le font pas.

Du coup, les entreprises créent cette mobilité, mais une fois qu'une personne qui vient sur un territoire est en difficulté, on lui dit de retourner sur son lieu d'origine.

Il faudrait, comme dit Claire, élargir le champ de la citoyenneté sur le territoire à ceux qui travaillent, à ces personnes qui sont itinérantes, ou en errance. c'est très difficile d'être sur plusieurs territoires et de se dire : où est-ce que je suis acteur. Nous militants, nous devons aussi avoir des réponses, avec les syndicats, mais aussi au-delà, en termes d'organisation politique. ▲

Catherine Bottin-Destom : Je voudrais donner deux exemples, sur le fait que le travail est partout : l'accueil chez Décathlon et mes collègues enseignants de français.

Chez Décathlon, une personne du magasin invite les clients à passer par la caisse automatique, et là, rébellion chez les clients : non, on ne va pas piquer un emploi, avec une espèce d'accord effectif sur cette question. Et, nourrie des réflexions de Bernard Friot, j'invite les gens qui étaient avec moi à réfléchir sur le fait que ce que Décathlon nous demandait, c'était en fait de faire du *travail gratuit* : de la même manière qu'on a inventé les magasins sans personnel pour servir les clients, avec des millions et des milliards de gens qui font ce travail gratuit - donner du sens à la marchandise, permettre à la marchandise de se révéler dans son prix, en faisant le boulot eux-mêmes - de la même manière, on nous demande maintenant d'aller un peu plus loin et de terminer ce processus qui fait qu'on peut presque de bout en bout obtenir une création de marchandise sans rémunérer le travail qui permet cette création. Et donc j'invite les personnes à dire quelle est leur qualification pour que Monsieur Décathlon sache à quel prix il va devoir payer le passage à la caisse. Moi j'ai un bac + 5, ce que je mets dans le boulot, c'est tout ça. J'ai gagné des rires, mais je n'ai pas gagné une adhésion à reconnaître qu'il y a là du travail. Ça me fait penser que nous avons intérêt à faire reconnaître que dans la société, il y a du travail, en étant précis, en ne faisant pas

comme si garder les enfants quand on est retraité, c'est une activité humaine, ça n'est pas du travail rémunéré, comme lorsqu'on est rémunéré, néanmoins ce travail est nécessaire pour que la société continue à être société.

Deuxième exemple, mes collègues de français. L'enseignement du français depuis vingt ans est en situation un peu sinistrée, notamment parce qu'au nom de l'égalité entre les élèves dans l'apprentissage du français, on a tenté de trouver des formes qui fassent, au moins pour partie, abstraction des acquis culturels familiaux. Aujourd'hui l'enseignement du français exige des élèves de la 4^e jusqu'au bac de trouver les procédés d'écriture d'écrivain, et de connaître les outils de la linguistique pour pénétrer un texte. En réalité ces outils sont un code de plus et entre les familles où on maîtrise l'usage des codes et celles qui ne les maîtrisent pas, ce code-là fait une inégalité supplémentaire parmi les élèves. Il y a eu une tentative pour l'enseignement de maths de faire le même type de restructuration, mais les enseignants ont mieux résisté et ça n'a pas été possible. Ça se traduit, pour les enseignants de français, par le contrôle de leur travail, sous la forme de l'épreuve commune pour les élèves d'une même section, ce qui permet au chef d'établissement ce contrôle sur la base des différences de résultat. La résistance des enseignants de maths qui ont refusé le découpage de leur enseignement en compétence et qui considèrent que leur discipline a son unité, les a amenés à refuser aussi cette évaluation de leur travail. Les uns disent que comme ceux qui s'opposent à la caisse enregistreuse, ils ne sont pas moderne en refusant d'organiser et de normer leur travail. Et les autres utilisent ce qu'on appelle des corporatismes pour protéger les élèves de ce type de découpage. Nous aurions à travailler cela *modernité-travail*, et à montrer que c'est en permanence dans la société, quels que soient les types de travaux salariés. ▲

Omayya Seddik : Si aujourd'hui les moyens scientifiques, technologiques permettent de faire en sorte qu'une bonne partie du travail de la caissière soit remplacée par la machine, c'est peut-être très bien ? Parce que je crois qu'il n'y a que des militants ou syndicalistes, ou des travailleurs de travaux plus valorisants, qui peuvent penser qu'un travail de caissière n'est pas horrible, aliénant, dévalorisant,

déshumanisant. Est-ce que ce n'est pas bien d'éviter à un être humain de faire ce travail-là, tel qu'on le voit dans les supermarchés, par une machine ? Si cela ne se traduit pas par une détresse en plus de quelqu'un qui n'a plus de quoi bouffer, etc.

Sur le conflit qui n'est pas qu'à l'usine, mais sur tout le territoire. Il n'y a qu'à lire *Classes laborieuses, classes dangereuses* de Louis Chevalier pour savoir que ça ne date pas d'aujourd'hui, c'est dès le 19^e siècle. Mais il y a quelque chose qui s'est déplacé. Il y a une centralité structurante, un lieu de production de culture, un lieu hégémonique, où le conflit, où les rapports sociaux se faisaient : c'était l'usine, pendant longtemps et ça ne l'est plus. Un des problèmes, c'est que ça n'a pas de lieu de fixation claire, c'est nomade. Et ça nous bascule sur cette question de *travail/hors-travail*.

Y compris dans le travail aujourd'hui, ce n'est pas parce que les syndicalistes sont des bureaucrates qu'il y a une désyndicalisation énorme, c'est aussi pour des raisons objectives, parce qu'il y a une bonne partie des gens qui ne se définissent plus par rapport au travail, c.-à-d. qu'aujourd'hui c'est une minorité, y compris dans l'usine, qui se définit par ce qu'elle fait au travail. Beaucoup pensent pouvoir se définir, définir une capacité autonome, une convivialité, ailleurs qu'au travail.

Il ne faut pas verser dans les deux extrêmes, y compris parce qu'il y a des raisons objectives. Il y a aussi une crise économique, de la production, c'est quoi aujourd'hui produire des déchets, par exemple ? Autrefois, il y avait énormément d'activités qu'on pratiquait normalement, pour soi et les autres, sans considérer que c'était du travail et qui sont aujourd'hui en train d'être marchandisées.

La question posée par Tarek, à laquelle il n'a pas été répondu, est centrale. Je pense qu'à partir du début de désindustrialisation et de fin du fordisme, les populations immigrées ont été à l'avant-garde des luttes ouvrières, dans l'automobile, la métallurgie. Dès 1972-73 jusqu'à 1985-86. Parce qu'à partir du moment où on a détruit la subjectivité, la figure ouvrière comme acteur légitime et prépondérant de la structuration des rapports de travail et des rapports sociaux, il y a ceux qui n'ont pas trouvé de communauté de substitution et ceux qui en avaient une à cause d'une forme d'oppression supplémentaire etc. Et c'est

extrêmement important dans ce qu'on vit aujourd'hui sur les territoires. ▲

Claire Villiers : Une des questions que je me posais en vous écoutant, c'est : finalement, c'est quoi un territoire ? Je me souviens avoir discuté avec un sociologue spécialiste de la jeunesse lorsqu'on avait mis en place le Conseil régional des jeunes, il y a quelques années, qui me disait *que* pour la plupart des jeunes, c'est la ligne de RER. C'est hors tous cadres politiques, spatiaux, c'est autre chose.

La deuxième chose, pour lancer des débats, c'est que ce que le féminisme m'a appris sur cette question du travail : il y a un fort problème de normes, c.-à-d. que la même activité exercée dans tel ou tel cadre de normes change, dans un cadre par exemple qui renvoie à l'affectif, éventuellement à l'enfermement, ce qui ne veut pas dire que dans d'autres cadres c'est automatiquement désaliénant. Ça interroge fortement. J'ai reçu beaucoup de femmes quand j'étais à l'ANPE qui venaient toucher une allocation de chômage, ou pour une autre raison, et qui voulaient aller faire ces travaux mal-payés, prétendument inintéressants : est-ce qu'elles étaient totalement aliénées ? C'est pas impossible. Je suis demandeuse qu'on continue ce débat. ▲

Dominique Mezzi : Je voulais poursuivre sur la distinction entre travail et emploi, notion que je partage totalement. Je vais essayer d'expliquer pourquoi. Mais je voudrais d'abord revenir sur ce qu'a dit Christine Castejon au départ : ce que chacun fait au travail n'est pas mesurable. Je suis totalement d'accord avec ça. Mais moins d'accord avec ce que tu disais également, c'est que le travail dans cette définition-là est devenu encombrant pour le système et que donc il s'en débarrasse. Je pense que le gros défi qu'on a toujours depuis longtemps, depuis l'après 68, c'est que nos adversaires ont compris ce qu'est le travail et l'ont investi de manière puissante, et ils ont récupéré justement ce qu'il y a de subversif dans le travail, d'imaginaire, avec des résultats tout à fait significatifs. C'est le patronat qui a modélisé des armées des chercheurs, d'inventeurs, pour essayer de contrôler ce qui se passe dans le travail, la capacité qu'ont les travailleurs et les travailleuses d'inventer quelque chose, pour le codifier et le remesurer de telle sorte qu'il

devienne adaptable à l'environnement économique basé sur la diversité des productions et non plus sur la massification, etc. Toute l'invention des binômes de travail, des équipes, y compris de la presse d'entreprise, la notion de culture, d'imaginaire, la poésie, l'art, etc. Le patronat s'empare de l'imaginaire qui n'est plus du côté du mouvement ouvrier. Je ne dis pas qu'il a totalement réussi. Mais c'est une vraie question. Il faut donc se réapproprier cette notion que le travail, c'est ce qui n'est pas mesurable et c'est donc ce qui peut être autogéré.

Maintenant le problème du monde ouvrier au sens large et du syndicalisme plus particulièrement, c'est que le travail est déposé dans le musée du syndicalisme comme étant une grande valeur. Tous les syndicats parlent, dans leurs congrès, du travail avec des chapitres entiers, l'effet de socialisation du travail, etc. Mais ça n'a aucune conséquence pratique, le syndicalisme s'occupe de l'emploi, bien ou mal, mais pas du travail, bien qu'il en parle et qu'il ait une dévotion par rapport au travail comme facteur de socialisation. Or je pense qu'on ne peut pas gagner sur l'emploi si on ne gagne pas sur le travail. Lorsqu'une bataille est perdue, elle l'est déjà sur le collectif de travail avant de l'être sur le nombre d'emplois liquidés. Si on ne se réapproprie pas le sens du travail et s'il n'y a pas un investissement du travail du point de vue de pratiques collectives, sur comment on fait du travail, et comment, dans le travail auto-organisé, même si c'est à l'échelle de micro-coordinations de salariés entre eux, contre la logique du management, on ne pourra pas réellement défendre l'emploi de manière efficace. Les batailles perdues sur l'emploi sont d'abord des batailles perdues sur le travail. Et je pense que le syndicalisme ne survivra que s'il se réapproprie le champ du travail. ▲

Sylvie Larue : Je vous propose de poursuivre nos échanges. Nous avons un atelier des communistes unitaires sur le travail, si vous souhaitez vous y associer, je vous y invite. ▲

Plénière

Comment faire de la politique avec les exclus du pouvoir, les classes populaires ?

Introductions

Pierre Zarka : à ma gauche Clémentine Autain arrive, compositante féministe de la FASE, et Léïla Chaïbi de *l'Appel et la pioche*, à ma droite Tarek Ben Hiba, de la *Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives*, membre de la FASE et d'Alternative citoyenne, et moi-même Pierre Zarka pour l'Association des communistes unitaires.

Je partirai du questionnement tel qu'il est formulé sur notre invitation : *faire avec les exclus du pouvoir et les classes populaires*. Ça me suggère deux questions : est-ce qu'il existe des catégories de dominés et d'exploités qui ne soient pas exclues du pouvoir et, plus largement, comment faire de la politique et, sur cette base, comment réaliser l'unité des dominés ? L'appel à *Tous ensemble* est-il suffisant ?

En même temps, le deuxième volet de ce questionnement, si je prends l'apport du mouvement des femmes ou des migrants, ceux qui subissent les discriminations fortes ne sont-ils pas aptes à mettre en lumière, dans le mouvement général, les rapports de domination et à donner là un liant différent ? C'est-à-dire : est-ce que ça ne pousse pas à chercher à ne pas se satisfaire d'empiler les malheurs des uns et des autres, ou même leurs luttes, mais à tenter, à partir de ces réalités, sans les atténuer, de construire une conception cohérente de la politique, à partir des problématiques dont les discriminés sont porteurs. Pour moi, cela débouche sur quatre interpellations du communisme :

- Aujourd'hui, l'ensemble des dominés n'ont plus d'existence politique, sauf au moment où on les appelle aux urnes un dimanche de temps en temps, ou sauf à travers l'exposé de drames ou de catastrophes, d'où une *culture de la stigmatisation*. Comment donc construire de l'universel ? Ou plus précisément : est-ce que

l'universel suppose l'uniformité ou est-ce que c'est de la production de commun à partir de réalités qui demeureront multiples ?

- Si on part de l'hypothèse qu'un peuple n'est pas quelque chose de simplement issu d'une souche sexuée ou ethnique, mais une construction engagée vers un objectif de production de commun, qu'il n'y a de commun que dans la non-répétition de ce qui est, si on part des exclus du pouvoir, quelle est la *place de nouvelles pratiques* ou quel est le *sens de nouvelles pratiques*, d'une autre définition de la *politique*, comment ces questions sont posées ?

- Troisième question qui en découle, la *notion de projet*. Si on se réfère à l'expérience du 20e siècle, tout le monde dira très vite qu'il faut éviter les modèles tout faits qui ont tous fini dans les catastrophes qu'on connaît. Est-ce que cela suppose que la conséquence en est de faire du pragmatisme le plus étroit le nec plus ultra ? Ou est-ce que cela ne suppose pas autre chose ? Ne faut-il pas apprendre, au fond, à se dégager de l'obligation du produit fini en politique, c.-à-d. du projet ficelé réduisant les intéressés à une attitude de clients, soit satisfaits et ils applaudissent, soit mécontents et ils vont au guichet des réclamations. Et faut-il s'interroger si le mouvement n'est que le moyen de transformer la société ou s'il n'est pas lui-même cette transformation que nous recherchons ? De ce fait : mouvement de qui et contenant quoi comme culture politique, pas seulement comme pratique politique ?

- Dernière question qui découle aussi du débat de ce matin : n'existe-t-il que des questions sociales, ou plutôt y-a-t-il des questions sociales qui ne sont pas l'émergence de l'organisation de la société ? C'est-à-dire : *existe-t-il des questions sociales ou n'y a-t-il de questions que politiques* ? Si je réfléchis, après coup, à la manière dont cette table est organisée, le fait qu'il n'y ait ni ce matin, ni maintenant quelqu'un de représentatif du monde des entreprises, comme on dit, fait que cette question est posée souvent comme hors de la ville ou du territoire, comme en état d'apesanteur. Or, il y a une discrimination non seulement devant le pouvoir mais aussi devant la réalité économique. Quel lien faisons-nous de nos questions avec les rapports d'exploitation ? Je ne pense pas seulement aux rapports au travail ou à l'entreprise, mais aux rapports de production. L'endettement, la vente à crédit, les discriminations sont pour moi des moments

d'exploitation et donc, lorsque nous parlons des autres questions qui sont essentiellement au niveau des rapports sociaux, que nous mettons en avant la nécessaire transformation des rapports sociaux, lorsque nous abordons la question des rapports d'exploitation, s'agit-il de deux parallèles qui ne se rejoignent jamais, ou y a-t-il une articulation entre ces deux questions, articulation qui pour l'instant, me semble-t-il, n'existe pas. ▲

Clémentine Autain : Je plaide d'emblée un peu coupable parce que ma fille vient de naître, je m'occupe de mes deux enfants, et qu'on a passé les dernières semaines sur quelque chose qui intéresse la session des communistes unitaires puisque nous avons réussi à relancer *Regards* qui avait déposé le bilan après 5 années de fonctionnement en scop. A la force du poignet, avec les salariés, on a trouvé de nouveaux investisseurs et hier soir, nous avons terminé le journal qui sort le 2 juillet prochain. C'est un outil pour convaincre au-delà de nos cercles, mais c'est aussi un outil de réflexion pour nous et qui nous permet, je pense, de travailler avec des espaces militants, avec des intellectuels, des artistes, d'essayer d'observer justement ce qui bouge dans la société, de capter des espaces d'innovation et de résistance.

J'en viens aux termes du débat. A vrai dire, en lisant la question, presque tous les termes me posent question, cela mérite de la définition. *Faire de la politique, déjà, c'est quoi*, je ne suis pas sûre que dans tout l'espace de la gauche, de la gauche de gauche, chacun en ait la même définition. Est-ce qu'on est dans l'espace proprement institutionnel, et faire de la politique c'est gagner les élections, en gros ? Est-ce que c'est d'abord être dans les luttes sociales, justement si c'est en rapport avec les exclus ? Ou est-ce que faire de la politique, ce que je retiendrai, c'est *être capable de mettre en mouvement dans la société des forces qui permettent de transformer le réel à partir de l'espace disponible*, c.-à-d. le cadre institutionnel qu'il faut bouger, les résistances sociales et aussi un combat sur le terrain des idées pour mener, comme disait Gramsci, la bataille idéologique et changer les consciences.

Je pense qu'il est important de situer le champ et sur ce champ-là de savoir *avec qui le faire*. Pour moi, la question de comment faire de la politique avec les exclus politiques et les

classes populaires - je préfère parler de catégories populaires, mais cela aussi mènerait à beaucoup de débats -, c'est tout l'enjeu et la question politique majeure qui nous est posée.

Sur les exclus du pouvoir et les classes populaires, encore une remarque de définition avant de donner quelques éléments sur comment faire. Il y a eu une période où c'était assez simple, on avait construit le mouvement ouvrier, c'était d'abord les ouvriers, le rapport au travail, l'exploitation et tous ceux qui sont exploités s'unissent contre le patronat. Aujourd'hui, c'est vrai qu'on est dans une atomisation, dans la construction d'identités sociales, culturelles, émergentes à la faveur de luttes - les luttes féministes, avec les femmes comme catégorie exclue s'il en est - et au-delà beaucoup de catégories exclues du pouvoir. Toute la question pour nous, c'est d'arriver y compris à mettre des termes pour que se fédèrent les dominés, les exploités et les aliénés. Je retiens toujours ces trois termes : *rapports de domination, d'exploitation mais aussi la question de l'aliénation*. Par exemple, pour la question féministe, évidemment quand il s'agit du travail d'émancipation des femmes, il impacte nécessairement les modèles de virilité et donc il y a aussi un travail à faire sur les aliénés que sont les hommes dans leurs modèles de virilité. Donc trois notions compliquées à manipuler. Les ouvriers, les employés, les femmes, les gays et les lesbiennes - c'est la gay pride aujourd'hui - les LGBT, sans parler des sans-papiers, avec toutes les dominations d'ordre culturel, néo-colonial, ça fait quand même un chantier assez dense.

Tout l'enjeu est d'arriver à *fédérer ces exclus* - les Anglais ont un terme que je trouve tout à fait intéressant, celui d'outsider, plus fort -, pour qu'il puisse y avoir une identité, toujours cette histoire de classe en soi et de classe pour soi, donc là, pas de classe, mais exclus en soi, exclus pour soi.

Il y a au moins une question importante et qui clive pas mal dans notre espace, celle de la république et de l'universel. On a ceux qui sont du côté du républicanisme étroit avec une conception de l'universel extrêmement abstraite, issue de la Révolution française, pour faire très court, et qui, du coup, nient la diversité des exploitations, en général liés à une pensée marxiste assez classique. Et, de l'autre côté, du multiculturalisme qu'il faudrait défendre de manière assez segmentée. Et donc

on n'arrive pas à fédérer et à mettre en avant le commun.

C'est la réflexion sur l'espace commun, la république comme espace commun, qui doit s'articuler avec une conception qui ne soit pas de l'universel abstrait, mais permette de *faire vivre la diversité des identités en essayant de faire en sorte que chaque individu puisse travailler sa propre appartenance identitaire.*

Il y a là un noeud qui me paraît tout à fait important, il y en a un deuxième plus compliqué à attraper. C'est un peu qui a fait l'oeuf, qui a fait la poule. Pendant très longtemps on a pensé *avant-garde politique éclairée*. L'autre jour, à un débat de *l'Appel et la pioche*, quelqu'un a dit : il faut organiser les masses. *Avant-garde éclairée et organiser les masses*. Le 20^{ème} siècle a fait le tour de cette conception qui commence par faire de la politique avec les exclus et finit par à la place des exclus. Et de l'autre côté, *faire avec* devient complètement informe, on ne fait plus de politique puisqu'on attend toujours que tout le monde s'approprie une espèce de pouvoir, et le résultat est qu'on a l'impression, dans ce monde tel qu'il est, qu'on n'a pas de prise sur le réel.

Il faut donc tenir les deux bouts, ce qui suppose, pour que tous ces exclus, les catégories populaires, se mettent en mouvement, qu'il y ait quand même un signal politique, non pas dans une conception avant-gardiste, mais dans la possibilité de *faire émerger dans l'espace politique une parole politique qui fonctionne comme un signal et permette cette appropriation*. Ça pose la question du démarrage du contenu politique. Et de ce point de vue, il y a un problème fondamental d'innovation dans les contenus, mais aussi des formes profondément revues. Et là on en arrive à la question de la forme-parti qui tient à coeur aux communistes unitaires et qui est une question tout à fait fondamentale. Même si on n'a pas la réponse, on sait que la forme-parti ne marche plus, ne permet pas cette appropriation populaire. En même temps on n'a pas trouvé comment faire du mouvement, sans faire tellement lâche que ça ne permet pas de créer de la dynamique populaire. On n'a pas encore trouvé, mais pour trouver il faut chercher. ▲

Tarek Ben Hiba : je vais essayer de répondre à la question : comment faire de la politique avec les classes populaires ? J'ai choisi un territoire, les quartiers populaires. Pour éviter les polémiques, je ne veux pas dire que ces lieux en excluent d'autres, mais je parle de ce que je connais le mieux, ces 752 ZUS, où il y a beaucoup de gens venant des ex-colonies, des immigrés etc., cela fait partie du débat, mais on ne s'en sort pas parce qu'on est toujours dans la concurrence des gens, des mémoires. On dirait que ces discussions ont été inventées pour qu'on ne trouve pas de solutions pour s'en sortir.

Je voudrais citer une expression très heureuse de mon camarade Pierre Zarka. Le problème n'est pas d'aller à la recherche de territoires perdus, d'un électorat qu'on aurait perdu, etc. C'est tellement compliqué, ça a tellement évolué qu'il s'agit quelque part pour nous de *nouveaux territoires*. C'est un électorat - et je parle d'électorat parce que je fais partie de ceux qui pensent que les élections peuvent aider -, qui ne pourra pas s'en sortir en faisant seulement des manifs et des réunions, le problème de la participation aux institutions se pose, et aussi dans des territoires où on n'a plus les moyens de faire de la politique. Dans ces territoires-là, pratiquement tout est à refaire, il y a une urgence. On a beaucoup parlé de tout ce qui s'y passe, c'est un miroir de tout ce qui ne va pas, c'est la spéculation foncière, le chômage, la misère. Ce sont de larges territoires non pas qui risquent de passer sous la coupe d'associations religieuses réactionnaires, c'est déjà fait. Pour la première fois, à ma connaissance, lorsqu'il y a eu un jeune qui a été assassiné dans le 93, à Bobigny je crois, les copains de l'association musulmane de M'Hamed Henniche ont organisé la manifestation.

Ces territoires, ce n'est pas un encéphalogramme plat, il y a des luttes, il y a des mouvements comme le FSQP qui lutte depuis presque 20 ans sur des préoccupations bien ciblées, il y a aussi des associations comme celle qui publie le *Journal de la Maison des Tilleuls*, du Blanc-Mesnil où on fait parler des habitants sur l'habitat, la rénovation. C'est à la fois extraordinairement dur, mais on ne part pas de zéro.

Mais ce n'est pas nous qui ferons bouger les choses de l'extérieur. Nous ne sommes pas une avant-garde et encore moins éclairée. Mais

notre intelligence doit être mise au service des militants qui, d'une manière ou d'une autre, se posent les mêmes problèmes que nous, que ce soit en matière de politique de la ville, de citoyenneté, de stigmatisation, etc. La question, c'est *comment travailler avec eux, avec pour objectif qu'ils se prennent en charge, s'organisent, sous quelles formes*. On doit avoir des rapports totalement décomplexés, faire tomber les préjugés. Je parlais tout à l'heure du phénomène religieux, je pense être laïc, républicain cela dépend de la république qu'on veut construire, mais je rappelle que sur le territoire de la France, il y a eu un rôle positif joué par des associations religieuses, j'en connais deux, la JOC et la JEC. Et il n'y a pas lieu que se revendiquant d'une idéologie religieuse, vous soyez dès le départ rejeté, a priori vous n'êtes pas bon, vous travaillez avec les *chitans...* Si on part de cette manière, on n'y arrivera pas. Parce que je peux aussi citer une quarantaine d'associations lors de la mobilisation contre la guerre à Gaza qui se sont rassemblées, sur un texte, et qui ont décidé, au lieu d'agir seules de leur côté, de faire ensemble de la solidarité avec le peuple palestinien et de rejoindre le collectif national. C'est un type d'activité positif. Ce sont des jeunes qui sont arrivés à la politique comme nous, et nous l'avons fait en soutenant la lutte du peuple vietnamien. Ces jeunes-là, à travers la Palestine, découvrent la politique, la solidarité, ils sortent de la colère, de leur vis-à-vis avec les chaînes satellitaires, et comme nous, ils manifestent, écrivent des tracts, participent à des délégations, prennent la parole en public, avec des forces progressistes, laïques, républicaines, écologistes, etc.

Donc comment aider, par exemple avec le Forum social des quartiers populaires. Sans en faire la panacée universelle, ils ont une particularité : ils militent dans ces territoires, et sur des sujets extrêmement proches des nôtres, sur l'école, sur la politique de la ville, pour l'amélioration des transports. La question est celle d'une volonté réelle de travailler avec eux. Si je reprends la propagande faite au moment des élections régionales, je pense qu'elle était artificielle, généraliste, elle n'a pas posé certains problèmes comme les violences policières, le contrôle au faciès, l'islamophobie. La liste à laquelle j'ai participé a eu peur de poser ces problèmes, et donc il est normal qu'on se retrouve avec des scores de 70% d'abstentions alors qu'on n'a pas le B-A-BA, le

début, c.-à-d. écrire, écouter, parler sur ces préoccupations.

En soutenant la candidature de Braouezec, il s'agissait de mettre les quartiers populaires au cœur de la campagne électorale. Cet objectif doit continuer, trouvons les moyens, cassons les murs et travaillons avec ces collectifs pour lutter, solder aussi le passif colonial qui trotte encore dans la tête des gens.

Je sais que je n'invente rien, mais la difficulté c'est de passer à l'acte. ▲

Leila Chaïbi : Je vais parler plus de la *précarité*, et plus spécifiquement de celle que je connais.

Je ne viens pas d'une famille politisée, on ne m'a pas lu Marx pour m'endormir quand j'étais gamine. J'ai commencé à militer après le bac, pendant mes études. Et au bout de cinq ans de bonnes études, quand je suis arrivée sur Paris, j'ai été confrontée à la précarité via la question des stages. Il n'y a pas de boulot, mais plein de stages à 30% du SMIC, cela fait cinq ans que cela existe. Des gens qui remplacent les salariés dans les boîtes, il y en a à peu près un million par an en France.

Nombreux dans ce cas-là, on a pris contact via Internet, en trouvant qu'il était scandaleux que les syndicats n'en parlent pas, parce que les stages ne sont pas dans le code du travail. Que fait-on, on va voir les syndicats ? Ils s'en foutent. On va faire une manif ? On va être quinze, personne n'entendra parler de nous. Vu qu'on n'a pas accès aux leviers traditionnels de mobilisation, il va falloir trouver *des formes un peu originales pour se faire entendre* et pour que le politique prenne en mains cette question des stages. Et on s'est retrouvé dans les manifs avec des masques blancs et dans les boîtes comme Hachette qui fonctionnent avec 30% de stagiaires. Avec des masques blancs, il suffit d'être quinze, ça interpelle.

Un an plus tard, on a monté *Jeudi noir* et un collectif sur le logement : même question, même précarité dont on ne parlait pas. Le logement ce n'est pas juste des SDF, des familles dans les hôtels, ce sont aussi des gens lambda qui ont fait des études et doivent vivre un véritable parcours du combattant pour avoir accès à un studio normal alors même qu'ils ont un contrat de travail. Donc pareil : comment se faire entendre ? On utilise des moyens d'action un peu décalés, on s'invite dans les apparts

trop chers avec des cotillons, du mousseux, de la musique, pour pointer du doigt les prix abusifs du logement. On est rapidement passé à la vitesse supérieure, en squattant des immeubles, en les réquisitionnant vu que l'État ne le faisait pas. L'intérêt de ce type d'action, de mouvement, c'est que c'est adapté à la précarité. J'aurais pu parler des intérimaires, des intermittents, des chômeurs, de ceux qui enchaînent des CDD, qui bossent chez eux. *Quand on n'est pas dans le schéma de l'usine, de l'ouvrier qui a 50 collègues avec qui se mettre en grève et partir en manif, comment faire pour intervenir sur l'espace public ? On est obligé d'inventer des formes d'action plus souples, d'intervenir en dehors des cadres.*

Après, une question que je me suis posée en tirant le bilan, avec tout le buzz qu'on a créé autour de nous - on a été invité sur toutes les chaînes télé un mois après la création de jeudi noir, on a vu en direct le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Emploi sur les stages, on avait rendez-vous chez Borloo qui était Ministre du Logement à l'époque - si on avait résolu la question de la crise du logement, ça se saurait - comment ça se fait donc que ça ne marche pas ?

Quand on va voir le ministre qui vous dit : réquisitionner je ne peux pas le faire, parce qu'à côté du droit au logement, il y a le droit de propriété. Et le droit du spéculateur à laisser son logement vide alors qu'il y a des gens qui crèvent la dalle dehors, le droit de spéculer est plus important que le droit au logement. C'est là qu'on ne peut pas prendre les choses par le petit bout de la lorgnette. C'est là qu'intervient la question du débouché politique. Si on veut vraiment aller au bout de notre combat et résoudre la crise du logement, *ça passe finalement par la remise en question de la manière dont est organisée la société, ça passe par porter un projet de société, de rupture avec le capitalisme. Il faut trouver un prolongement politique.*

C'est donc à peu près à ce moment-là qu'avec des copains, on a monté l'*Appel et la pioche*, au moment où se créait le NPA, nous avons choisi d'utiliser cet espace. L'idée était quand même de maintenir ce qui faisait notre spécificité, un collectif de lutte avec un besoin de changement immédiat, mais en même temps en s'inscrivant dans un projet de société plus large anti-capitaliste. Ce qui a marché, c'est que l'*Appel et la pioche* existe toujours. Évidemment on

s'inscrivait dans le cadre d'un parti politique, c'est toute la difficulté : comment les précaires peuvent s'inscrire dans le cadre d'un parti politique, d'un appareil politique, avec des comités géographiques ou de branche ? Quand on va de squatt en squatt, qu'on déménage tous les six mois, qu'on change de boulot tous les deux mois, comment on s'insère là-dedans, comment on fait de la politique ? Quand on a monté l'*Appel et la pioche*, on s'est dit : ce n'est ni un comité local, ni un comité de branche mais un comité de précaires, autant tester de nouvelles formes d'actions. Par exemple des picnics en supermarché et le côté positif c'est que des gens qui, depuis trente ans, distribuaient des tracts sur le marché, étaient là avec nous, des militants du NPA dont ce n'était pas du tout la culture. Ensuite, pendant la grippe A, des actions grippe P, la pire des gripes, celle des précaires avec le virus de la précarité qui se propageait partout; l'idée c'était de débarquer dans les Pôles Emplois, les CAF, avec des masques d'hygiène et des combinaisons blanches pour empêcher la propagation de la précarité, pour sensibiliser les usagers, faire parler des précaires. En gros, ça prouve que c'est possible de faire de la politique en tant que telle alors que les conditions ne sont pas réunies et ça répondait à une attente.

En même temps, les limites, c'est qu'on était dans le cadre d'un appareil, et on a vite été confronté aux logiques d'appareils, avec l'impression que quand on est dans un parti, ce qui compte, c'est faire valoir sa carte d'identité, être enfermé dans des guerres de chapelles, plutôt que de faire valoir le projet politique. Et puis on s'est rendu compte qu'au PG, au PC, chez des personnes qui n'étaient pas encartées, il y avait des gens avec la même attente que nous. On s'est dit, plutôt que de rester dans nos murs, dans une chapelle, on va ouvrir l'*Appel et la pioche* à ces gens-là aussi, c'est pour cela qu'aujourd'hui il y a un comité NPA qui va suivre les débats jusqu'au congrès du NPA et un collectif l'*Appel et la pioche*, ouvert à tous les militants anti-capitalistes. L'idée étant qu'on n'est pas un énième collectif de précaires, qu'on s'inscrit dans le cadre de la recomposition de la gauche anti-capitaliste, on n'est pas non plus une nouvelle organisation, chacun a ou n'a pas de cartes ailleurs, et on continue de s'inscrire dans d'autres luttes, comme la grève des chômeurs.

Pour terminer sur le thème de la table ronde, à *l'Appel et la pioche*, on est convaincu que pour faire de la politique avec les exclus, il faut 1. promouvoir des nouvelles formes de mobilisation, qui sortent des cadres traditionnels, que tous s'en imprègnent, et 2. il faut *ouvrir la possibilité de dire qu'il y a des changements possibles tout de suite*. Quand on est précaire, on ne va pas se bouger en se disant qu'on attend une révolution qui arrivera dans un siècle, mais que si on fait de la politique, c'est dans l'idée que ça serve à quelque chose. Et pour redonner confiance, il faut être crédible, avoir envie de l'être, et ça implique de dépasser ses frontières. ▲



Eugène Bégoc : Pierre et Clémentine nous ont rappelé que l'exploitation capitaliste n'existait pas toute seule, qu'il y avait des rapports de domination, d'aliénation. Vraisemblablement, en Europe aujourd'hui, les rapports de domination sont plus importants que les rapports d'aliénation et les rapports d'exploitation. C'est une hypothèse à travailler. Clémentine a peut-être été un peu vite en disant qu'avant c'était simple, il y avait une classe ouvrière : elle a dû se battre pour survivre physiquement, les premières générations ouvrières ont quand même été éliminées physiquement, que ce soit en Angleterre ou dans les mines françaises ou allemandes.

Sur la question des classes sociales. Je continue à parler de classes populaires et de couches moyennes. Quelle est la différence ? La question des couches moyennes, c'est le rapport à l'État, qui est extrêmement ambivalent. Mais il est clair qu'aujourd'hui sur une série de questions sociétales et économiques, quand je regarde les prises de positions d'Europe Écologie par exemple, elles expriment, comme la CFDT exprime une base relativement centre droit chez les salariés, des aspirations mais aussi une absence de radicalisme, de détermination dans les couches sociales qui n'ont pourtant plus intérêt au maintien du capitalisme. Regardez le nombre de commerçants qui sont franchisés, qui ne sont plus en propriété pleine et entière de leur bien, problème qu'on soulève rarement. Les couches sociales qui ont effectivement intérêt à la reproduction du système capitaliste, quel que soit le degré de violence dans les innovations, dans la reproduction de la société et des productions, c'est maintenant une infime couche à l'échelle mondiale.

Juste un rappel de ce qu'a dit Henri Lefebvre dans l'un de ses derniers textes en 82, le capitalisme ne s'est jamais réduit à la contradiction capital-travail, il y a toujours eu des contradictions bien plus complexes que cela. Martelli pourrait nous parler du nationalisme, des nations. Ne refaisons pas le passé comme si ça avait été simple, un âge d'or de la lutte contre la bourgeoisie. |

Le drame aujourd'hui, c'est l'écart entre le possible et l'immédiat. Prenez le chômage, on

peut aujourd'hui produire et des services et des biens, avec un temps de travail extrêmement réduit. Par contre, ce qui fait la qualité de la productivité, ce sont les coopérations,

J'ai un petit regret sur le fait que la question de la stratégie abordée par Pierre à Aubagne ne se soit pas poursuivie. Nous avons besoin d'une stratégie, nous avons à trouver les moyens d'une large alliance entre les classes populaires et les couches moyennes, c'est un gros chantier devant nous. ▲

Claire Villiers : Je vais seulement pointer des têtes de chapitres. Il faudrait rajouter aux quatre interventions : quand on est élu, comment on fait de la politique avec les plus exclus, est-ce que c'est possible ? Je voudrais dire, à partir de l'expérience qu'on a pu avoir en Ile de France, que c'est un choix qu'on a revendiqué et assumé. Cela repose sur quatre choses.

Encore plus pour les milieux populaires - je ne sais pas si c'est les classes, les couches, les catégories, peu m'importe d'ailleurs -, les formes d'organisation collective sont extrêmement importantes. Et aujourd'hui l'acharnement du pouvoir à détruire, par exemple par l'offensive sur les subventions, toutes les formes d'organisation collective peut être gravissime. Donc, quand on est élu, on doit *s'attacher à ce que ces formes d'organisation collective, qu'elles soient associatives ou syndicales, puissent vivre.*

Et quand Clémentine disait *faire avec* ce n'est pas *faire à la place*, on doit avoir une stratégie de co-construction d'un certain nombre de réalisations, ce qu'on a essayé de faire ; par exemple la manière dont on a co-construit le centre pour l'égalité femmes-hommes en Ile de France, cela a permis, je crois, à un certain nombre d'associations, en particulier des quartiers populaires et de femmes de ces quartiers, de participer à ce que ce soit vraiment un outil.

La troisième chose, c'est qu'il faut qu'on affiche dans les axes de pratiques politiques d'élus ce qui est essentiel pour les catégories non pas qu'on prétend représenter, mais mettre en mouvement. Le choix qu'on avait fait, avec un engagement fort de l'institution et un débat sur ce qu'est justement un nouvel universalisme

qui se nourrit de la diversité des identités etc., avec des actions, des revendications, des transformations institutionnelles, ce choix me paraît très important.

La quatrième chose, c'est que la bataille idéologique, on la mène, il faut évidemment la renforcer plus que jamais, partout où on est, mais quand on est élu dans une institution, elle doit là aussi prendre une place très importante. Et donc le renforcement de tous les circuits de formation, de construction d'outils, de manière à reprendre la main sur la conscience, me paraissent être des éléments qu'il faut travailler. ▲

Dominique Mezzi : C'est bien que Leïla ait raconté son histoire puisque je suis dans le même parti qu'elle, le NPA, encore, mais pas du tout avec la même histoire. Ce que raconte Leïla est un raccourci très intéressant de quelque chose de symptomatique de l'époque dans laquelle nous vivons, c.-à-d. le besoin de l'activité sociale à devenir de l'activité politique. Tout le monde ici tire les bilans du passé sur une question : il n'y a pas sur le plan stratégique, pour employer ce grand mot, de hiérarchie entre le parti, le mouvement social, le syndicalisme, le mouvement associatif. J'ai aussi cru qu'il y en avait une, je ne le crois plus. C'est quelque chose qui peut nous cimenter.

Ce qui ne veut pas dire qu'à tout moment le politique et le social peuvent fusionner. C'est là que j'interpelle Pierre et les communistes unitaires qui ont tendance à vouloir cette fusion immédiate, qui est en devenir, que l'on peut espérer, qui est une tension. C'est-à-dire que la séparation entre les institutions, la politique, le social, le mouvement de la société, le mouvement des institutions, sont des choses qui pourront se croiser, se fusionner un jour dans le communisme réel, mais qui sont en tension et en contradiction permanente et il y a une utilité propre de l'action politique et une utilité propre de l'action des mouvements, et il y a une fusion nécessaire pour produire le signal dont parlait Clémentine. ▲

Omayya Seddik : Deux points. Le premier sur le débat sur une nouvelle forme, une nouvelle manière de faire de la politique. Il a été question au début de l'institutionnel et du non-institutionnel, de l'engagement ou pas dans les

élections. Si on se pose sérieusement la question de faire de la politique avec les outsiders, il faut être très clair sur la base de l'institutionnel : je comprends la nécessité de déboucher sur du concret, mais il faut que l'institutionnel soit un peu marginalisé, que ce ne soit pas le centre de gravité, le centre décisionnel de la politique. C'est très difficile. Comment faire que dans ce que vous êtes en train de construire, l'institutionnel ne soit pas le principal déterminant du discours et de l'élaboration politique. Sinon vous pouvez oublier de pouvoir répondre un jour à cette question-là comme à celle de la transformation du travail etc.

Sur les ZUS dont parlait Tarek, il y a des chiffres non officiels, universitaires, il n'y en a pas d'officiels, selon lesquels dans les ZUS, les personnes issues de l'immigration ou qui ne sont pas "de souche" ne sont pas majoritaires, cela tourne autour de 40%. Donc il n'est pas vrai que les gens dits "de souche" soient minoritaires y compris dans les ZUS, or il y a une invisibilité de ces populations-là, peut-être de leur propre fait. Une question qu'on doit se poser, c'est celle de la classe ouvrière ou des classes pauvres blanches. Il y a là un trou noir déterminant, absent des discours.

Si quelqu'un veut construire un nouveau truc politique, il faut se demander ce qu'on apporte en plus. Et c'est affronter les questions sensibles que la politique traditionnelle n'arrive pas à affronter aujourd'hui, et en plus des questions que l'on s'est posées aujourd'hui, il y a aussi celle du religieux, qui est cruciale. ▲

Pierre Zarka : En vous écoutant, j'ai l'impression qu'on a un peu établi un sommaire de ce qu'il faudrait approfondir. J'entendais *classes ou couches populaires, couches moyennes*, j'ajouterai *prolétarisation, identités et production de commun*, la question du *social* et du *politique*. J'entends aussi, en d'autres termes, *surgir là où on ne nous attend pas*, à une place autre que celle à laquelle la société nous avait assignés, le rapport entre *mouvement et institutions, immédiateté et révolution, rapport organisation collective et processus, au pluriel, d'appropriation*. Voilà, me semble-t-il la multiplicité des questions à travailler, qui ne sont pas à brandir trop vite, mais ça ne veut pas dire qu'au fur et à mesure qu'on avance, on ne soit pas capable de

produire des choses utilisables.

On envisage de se donner en Assemblée générale en octobre le temps de sérier les questions avec plus de temps de travail, de va et vient et d'approfondissement. J'utilise souvent l'expression qu'il y a nécessité urgente de produire des éléments d'une nouvelle culture politique. ▲

Retrouvez ce document et d'autres sur www.communistesunitaires.net

Ce document a été établi à partir des enregistrements effectués en séance.